

Numéro 125 du 3 mai 1982 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



ISRAEL

**Begin
cherche
la guerre**

AFRIQUE DU SUD

**Les syndicats
noirs face
du régime raciste**



Troupes britanniques hors des Malouines

Sommaire du numéro 125 du 3 mai 1982

3	EDITORIAL	Troupes britanniques hors des Malouines !	Daniel BENSAID
4	ARGENTINE	Avec ou sans les Malouines ...	Gabriel Garcia MARQUEZ
5	ISRAEL	Après la remise du Sinaï à l'Egypte	Jeannette HABEL
6	—	Le gouvernement Begin recherche toujours la guerre	Michel WARSCHAWSKI
10	POLOGNE	La situation vue par la résistance antibureaucratique	Cyril SMUGA
11	POLOGNE-DOCUMENT	Les quatre phases de l'évolution après le coup de force militaire	Krzysztof PIOTROWSKI
13	—	Enquête ouvrière dans la clandestinité	J. R. KLENIEWSKI
14	—	L'autogestion ouvrière et le pouvoir bureaucratique	« Obserwator Wielopolski »
15	AFRIQUE DU SUD	Les syndicats noirs contre l'Apartheid	Nathan PALMER Peter BLUMER
19	—	Extraits de la Conférence unitaire des syndicats de Langa	DOCUMENT
21	ITALIE	Le mouvement ouvrier face au Pacte social	Elettra DEIANA
24	BELGIQUE	Après le XXIVe Congrès du PCB	François VERCAMMEN
26	CAMBODGE	Les avatars du « communisme national »	Pierre ROUSSET
32		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		COLOMBIE : Les candidats libéraux en tête des élections. USA : Droit d'asile pour Hector Marroquin. GRANDE-BRETAGNE : L'IMG fusionne avec la LSA. BOLIVIE : Grève générale du 29 mars. IRAN : Le journal du HKE hors-la-loi. RFA : Regroupement socialiste à gauche du SPD. RDA : Mort de Robert Havemann. CHILI : Solidarité avec les grévistes du textile.	
36		Reagan-la-guerre hors d'Europe !	INPRECOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC», compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom : _____

Numéro et Rue _____

Commune _____

[illegible]Réabonnement ☐ Abonnement ☐

Troupes britanniques hors des Malouines

PAR le chemin des écoliers, la flotte britannique se hâte avec lenteur vers les Malouines, et les solutions diplomatiques sont toujours dans l'impasse.

Les Britanniques ont débarqué, le dimanche 25 avril, dans l'archipel de Georgie du Sud, à 1 500 kilomètres à l'est des Malouines. C'est une opération à risque limité pour sauver la face et relancer les négociations. Mais le dérapage vers l'escalade n'est pas exclu.

Sans revenir sur les raisons multiples qui ont poussé le général argentin Galtieri dans cette opération (voir *Inprecor* numéro 123, du 19 avril 1982), il demeure que dans le conflit entre l'Argentine et la Grande-Bretagne, il n'y a pas place pour la neutralité. Ceux qui souhaiteraient renvoyer dos à dos les militaires assassins de Buenos Aires et Margaret Thatcher encore éclaboussée du sang des martyrs irlandais, voudraient voir dans les Malouines l'embryon d'une nationalité et échapper au dilemme en prêchant l'autonomie ou l'autodétermination.

L'existence d'une nationalité malouine d'un petit nombre d'anciens colons jetés sur un archipel est pourtant bien difficile à démontrer. La seule certitude dans cette affaire, c'est que la présence britannique dans l'Atlantique Sud est l'héritage direct de sa présence impérialiste. Quant au véritable propriétaire des îles, il s'agit de la compagnie Coalite Limited, qui s'y est établie en 1978, lorsqu'on a découvert du pétrole dans les parages. En un mot, la question des Malouines est à considérer avant tout du point de vue de sa signification internationale : il s'agit d'un avant-poste de l'impérialisme britannique, lié à des intérêts économiques (pétrole) et géostratégiques (contrôle du passage autour du cap Horn).

D'autre part, il n'est pas permis d'oublier que l'Argentine reste un pays dépendant, qui a une longue histoire de démêlés avec l'impérialisme britannique. Dans tout pays opprimé, subordonné ou dépendant, deux questions se combinent : une question nationale face à l'impérialisme, et un conflit de classe entre prolétariat et bourgeoisie.

Un succès, même partiel, du gouvernement argentin contre la Grande-Bretagne ne signifiera pas sa consolidation. Rien ne serait plus faux que d'en rester aux apparences trompeuses des premières images d'Union sacrée en Argentine. S'il veut tenir tête à la Grande-Bretagne dans un conflit armé, le général Galtieri n'aura d'autre solution que d'exploiter, à sa manière, le sentiment anti-impérialiste des masses argentines.

Il est parfaitement légitime pour les organisations ouvrières qui combattent depuis toujours la dictature, de s'opposer à l'intervention britannique, sans pour autant renoncer à leurs revendications face à la dictature ni basculer dans l'Union sacrée. Pendant la révolution mexicaine, quand les Américains occupèrent Vera Cruz en 1914, Venustiano Carranza et les révolutionnaires condamnèrent sans réserve l'invasion mais refusèrent d'accorder la moindre trêve au contre-révolutionnaire Huerta.

Aujourd'hui, la presse européenne ne manque pas d'hypocrisie quand elle reproche aux victimes de la dictature argentine, comme Miguel Angel Estrella ou le prix Nobel de la Paix Perez Esquivel, de se « réconcilier » avec leurs bourreaux (1). Ils ont pourtant exprimé on ne peut plus clairement que leur opposition à l'intervention britannique n'implique aucune réconciliation ni aucune trêve avec la junte. C'est également la position de l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez (dont nous reproduisons dans ces pages une tribune à ce sujet), quand il annonce que les manifestations des « mères de la place de Mai » continueront comme avant, « avec ou sans les Ma-

louines. (2) » Les « mères » lui ont déjà donné raison en manifestant, comme chaque semaine depuis cinq ans, avec le mot d'ordre : « Les Malouines sont argentines, les disparus aussi ! »

Plus les risques de confrontation entre l'Argentine et la Grande-Bretagne se précisent, plus ils provoquent des prises de position internationales éloquentes.

Il y a quelques semaines à peine, l'armée argentine se préparait à intervenir ouvertement au Salvador. Entre-temps, elle a débarqué aux Malouines. Ceux qui encourageaient en sous-main l'intervention au Salvador condamnent avec indignation le débarquement aux Malouines. Ceux qui condamnaient l'agression contre le Salvador défendent aujourd'hui les droits argentins face à l'impérialisme britannique, à commencer par le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) du Salvador et le gouvernement du Nicaragua, qui a aussitôt fait connaître par un communiqué son « soutien au gouvernement de la République argentine dans cette querelle ». Il est vrai que la prise de position presque unanime de l'Organisation des Etats américains (OEA) — à l'exception de la Colombie et des USA — en faveur de l'Argentine, ne peut que compliquer à l'avenir ses visées d'intervention au Salvador.

D'un autre côté, tous les Etats impérialistes, à commencer ceux de la Communauté européenne, se sont alignés avec empressement sur les intérêts de l'impérialisme britannique. Portant l'hypocrisie à son comble, ils n'hésitent pas à présenter l'expédition de la Royal Navy comme une croisade des démocraties contre la dictature, et de la civilisation contre la barbarie. Ils avaient pourtant le nez moins sensible et le sentiment démocratique moins chatouilleux quand Margaret Thatcher laissait mourir dix grévistes de la faim irlandais. Il faut surtout rappeler aux mémoires courtes que, quelques jours avant l'affaire des Malouines, la Grande-Bretagne livrait encore des armes à l'Argentine — de même que le gouvernement social-démocrate français — sans trop chercher à savoir si elles pouvaient être utilisées ... contre le peuple du Salvador (3).

Quant à l'impérialisme américain, déplorant le litige entre deux Etats considérés comme « amis », il s'est offert en médiateur. Mais le temps passant et le fond des choses remontant à la surface, il s'avère qu'il y a toujours des amis qui le sont plus que d'autres : les USA ont voté une condamnation de l'Argentine à l'ONU ; ils ont récidivé au sein de l'assemblée de l'OEA et, respectant leurs accords avec la Grande-Bretagne, ils ont contribué au ravitaillement de la flotte britannique.

En Argentine, les militants révolutionnaires, tout en s'opposant à l'agression britannique, ne cesseront leur lutte pour le renversement de la dictature.

La tâche des révolutionnaires et des anti-impérialistes dans le monde est, en revanche, de s'opposer à l'intervention britannique et aux mesures de rétorsion économiques prises contre l'Argentine. ■

Daniel BENSARD
25 avril 1982.

1. Le pianiste Miguel Angel Estrella a dû réclamer au journal *le Monde* la publication d'une déclaration rétablissant ses véritables propos.

2. L'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez est notamment l'auteur de *Cent ans de solitude*, de *L'Autome du Patriarcat* et de *Chronique d'une mort annoncée*. Menacé de mort par les commandos d'extrême droite dans son pays, il vit en exil et développe une importante activité anti-impérialiste.

3. « Dix jours avant l'invasion des Malouines, le ministère britannique de la Défense donnait encore son accord à la livraison de pièces détachées pour la marine argentine. » (*Le Monde*, 24 avril 1982.)

"Avec ou sans les Malouines..."

...les mères de la place de Mai manifesteront encore

Gabriel GARCIA MARQUEZ

Le premier jeudi, elles étaient 14. Le jeudi suivant elles furent 20, et le troisième 32. Elles apparaissaient sur la plaza de Mayo à Buenos Aires, tous les jeudis à 11 heures du matin et, pendant plusieurs heures, elles réclamaient la réapparition de leurs fils enlevés par les services de sécurité des forces armées argentines. Le gouvernement, surpris par cette forme d'action nouvelle et redoutable, les appela « les folles de la place de Mai ». Aujourd'hui, elles sont plus de 2 500 dans toute l'Argentine, on les connaît et on les respecte dans le monde entier sous le nom de « mères de la place de Mai ».

Le mouvement a commencé sans plan défini il y a maintenant exactement cinq ans, le 30 avril 1977. Au début, la dictature ne savait pas comment s'y prendre mais, au fur et à mesure que les clamours augmentaient et se renforçaient, le tourniquet de la répression se mit à s'accélérer aussi. Les mères étaient dispersées à la pointe des baïonnettes, on les enfermait dans des culs-de-basse-fosse immondes, pleins d'excréments, de rats et de cafards mais, le jeudi suivant, elles étaient encore plus nombreuses sur la place.

Une fois, on en arrêta 40 et on leur fit passer la nuit dans une cellule où se trouvait un jeune homme mort. Le 8 décembre 1977, trois mères furent arrêtées pendant une manifestation en compagnie de trois religieuses françaises qui les accompagnaient, et on ne sut plus jamais rien d'elles. Les « mères de la place de Mai » comprirent alors qu'elles avaient franchi un point de non-retour, et que seule une organisation interne très solide et un soutien mondial efficace pouvaient les protéger de la sauvagerie de la dictature. C'est ainsi que fut créée l'Association des mères de la place de Mai, le 14 mai 1978, qui, tous les jeudis, à 11 heures du matin, qu'il pleuve ou qu'il vente, manifeste en criant mais sans violence devant le palais du gouvernement, et dont une délégation voyage à présent dans le monde entier à la recherche de solidarité. Jamais, depuis le premier jour, elles n'ont été reçues une seule fois par quelque fonctionnaire de haut niveau.

En Argentine, il y a quelque 4 000 prisonniers politiques identifiés et localisés, sur les 15 000 qui sont passés dans les prisons depuis 1972. On calcule que la guérilla compte près de 5 000 morts au combat. A la fin de 1980, la revue *Sélection du Readers Digest* a estimé les pertes officielles à 650. Cependant, le gouvernement argentin n'a jamais fourni les chiffres de ses propres pertes lors des combats avec l'ERP dans la région de Tucuman, qui furent longs et sanglants. Le général

Harguindeguy, parlant en une occasion en termes généraux, calcula que les pertes officielles avaient été supérieures au millier. L'amiral Emilio Massera, qui fut membre de la junte militaire à l'époque la plus barbare de la répression, calcula que les pertes totales avaient été d'environ 50 000 morts.

Le nombre de disparus est beaucoup plus difficile à évaluer, parce qu'on ne peut savoir de science certaine ceux qui sont morts et ceux qui sont encore vivants. Il existe des informations très respectables selon lesquelles il est impossible de retrouver les cadavres, parce que les forces aériennes argentines utilisent des hélicoptères spéciaux pour les jeter à la mer, de manière à ce qu'ils ne remontent jamais à la surface. D'après les données les plus récentes d'Amnesty International, le nombre de disparus atteint les 15 000. Mais les « mères de la place de Mai » ont leurs statistiques et leurs méthodes propres. « Nous, nous appelons disparu toute personne dont on ne connaît pas la destinée », a dit leur présidente Heber Pastor de Bonfani, dans une interview très éclairante publiée en décembre 1981 par la revue *Testimonio Latino Americano*. Son système est logique : si une mère déclare qu'on a tué son fils devant sa porte et qu'un autre a disparu, on compte ce dernier comme disparu, mais non comme mort. En revanche, si une mère a vu son fils abattu à la porte de sa maison, mais qu'on ne lui a jamais rendu le cadavre, alors on ne le compte pas comme mort mais comme disparu. L'autre chose, c'est que les « mères de la place de Mai » ne considèrent aucun disparu comme mort tant que la preuve n'en a pas été établie formellement. La raison, d'après elles, est encore très logique : « Il y a des mères dont les enfants ont disparu et, en vertu de ces choses étranges qu'on n'explique pas, ils ont réapparu plus tard dans des prisons de droit commun. » Dans quatre cas au moins, les mères qui furent visiter leurs enfants retrouvés parvinrent à peine à les reconnaître. « Ils ne laissaient pas les petits aller aux toilettes pendant deux ou trois jours, a raconté l'une d'elles, pour les obliger à faire leurs besoins sur eux, afin que leurs mères les trouvent sales et puants, des êtres qui ne seraient pas leurs enfants. » Les disparus n'étaient pas seulement des guérilleros actifs. « 99 % des disparus ne sont pas tombés au combat ni dans aucune guerre, dit une mère ; ils ont emmené beaucoup de médecins, beaucoup de psychiatres, beaucoup de journalistes qui avaient dénoncé la répression. »

Environ 300 avocats ont été tués ou emprisonnés, dont on est sans nouvelles jusqu'à aujourd'hui. D'après les dénonciations recueillies de sources directes, les « mères de la place de Mai » évaluent à

30 000 le nombre de disparus. C'est le chiffre repris couramment par la presse mondiale, et c'est de lui que doivent répondre les autorités argentines, tant qu'elles ne donnent pas la preuve d'un autre chiffre.

Parmi les disparus, il y a beaucoup de tout jeunes enfants. Certains ont disparu avec leurs parents, d'autres sont restés seuls parce que leurs parents ont disparu, et d'autres encore ont vu le jour en prison. En 1979, on a retrouvé deux enfants sur une plage de Valparaiso, au Chili. Il semble qu'ils y aient été conduits en automobile par des militaires argentins, et ils furent donnés à adopter à un couple chilien. Une assistante sociale qui s'intéressa au cas parvint à les identifier comme les enfants d'un couple uruguayen disparu en Argentine. On dit qu'il y a des militaires argentins qui ont adopté des enfants de disparus. Certaines sages-femmes qui ont assisté à des accouchements dans les prisons ont passé l'information aux familles des mères emprisonnées. 23 de ces cas ont été dénoncés par la fondation Habeas pour la défense des droits humains — dont je suis le président — dans un Congrès tenu par l'UNICEF à Mexico, à l'occasion de l'Année internationale de l'enfance. Jusqu'à ce jour, Habeas n'a reçu aucune réponse.

La situation des disparus est peut-être la plus douloureuse et la plus grave des réalités argentines que le général Leopoldo Galtieri a essayé d'effacer d'un coup de plume avec l'occupation militaire des îles Malouines. Nous sommes d'accord : les Malouines sont argentines. De ce point de vue, le général Galtieri n'a rien fait d'autre que de remettre les choses à leur place. Mais il l'a fait par une action légitime dont la finalité est tordue. La couronne britannique, pour sa part, en envoyant une flotte de quarante navires avec un prince à bord, n'a rien fait d'autre que de tenter de réparer l'humiliation par le ridicule. C'est une action de cape et d'épée que seul pouvait se permettre un empire qui tombe en poussière.

Mais, quels que soient les résultats de cette guerre de naphthaline, le général Galtieri ne pourra pas empêcher que, jeudi prochain, à 11 heures du matin, sur la place de Mai, se tienne la manifestation de toujours, avec les mères de toujours, dont ce sera dans quelque jours le cinquième anniversaire.

Elles seront comme toujours face à la dictature la plus sanglante de ce siècle en Amérique latine, pour lui demander des comptes qu'elle devra bien rendre, tôt ou tard, et avec ou sans Malouines. ■

Gabriel GARCIA MARQUEZ
« El Pais », Madrid, 14 avril 1982.

Après la remise du Sinaï à l'Egypte

JUSQU'À la date limite de la restitution du Sinaï à l'Egypte, le gouvernement Begin aura tergiversé dans l'application du traité de paix israélo-égyptien. Ce qui inquiète, en effet, le plus les dirigeants israéliens, c'est l'après-25 avril 1982. Menahem Begin et son équipe ont donc, à leur façon, préparé depuis des mois cette échéance. Après avoir purement et simplement annexé le plateau syrien du Golan, Menahem Begin faisait passer, fin 1981, la Cisjordanie et la bande de Gaza sous administration civile israélienne et, le 21 avril, il lançait une attaque aérienne contre le Liban à Damour, à 10 km au sud de Beyrouth. Comme le note le *Monde* du 23 avril, « ces raids ont revêtu une gravité particulière, en raison tout d'abord de leur exceptionnelle violence ». Les appareils israéliens participant aux bombardements (au nombre de douze) ont fait au moins 25 morts.

En restituant le Sinaï à l'Egypte, le gouvernement Begin ne veut laisser planer aucune ambiguïté sur les suites éventuelles de cette évacuation. Les ouvertures faites par l'Egypte aux autres Etats arabes, les déclarations de Yasser Arafat le 17 mars (« Le président Moubarak sera l'ami des Palestiniens..., une nouvelle carte politique du Proche-Orient sera redessinée cette année (...) avec le retour de l'Egypte au sein du monde arabe. ») inquiètent le gouvernement israélien, car elles pourraient faciliter la relance d'une initiative autour du plan Fahd saoudien et des discussions sur l'éventualité de la création d'un Etat palestinien dans les territoires occupés.

Ce que le gouvernement sioniste veut faire comprendre aux Etats arabes, à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et aux masses palestiniennes, c'est qu'il n'y a d'autres issues que la guerre ou une négociation-capitulation à l'image des Accords de Camp David. C'est-à-dire la reconnaissance de l'Etat sioniste, non dans ses frontières — comme voudraient le faire croire les bourgeoisies européennes qui font de cette reconnaissance par l'OLP un préalable à la négociation sur la création d'un Etat palestinien —, mais dans le cadre du Grand Israël incluant la Cisjordanie, la bande de Gaza et les hauteurs du Golan. Tel est l'objectif avoué de Menahem Begin, trente-quatre ans après la création d'Israël.

Pour atteindre ce but, il faut l'écrasement, l'anéantissement de la résistance palestinienne à l'extérieur comme à l'intérieur. D'où les bombardements au Sud-Liban et la répression sanglante contre les masses palestiniennes dans les territoires occupés.

Cyniquement, le gouvernement israélien avait d'ailleurs officiellement fait part de ses projets. Selon une dépêche adressée au département d'Etat par l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, Samuel Lewis, et reproduite dans la presse israélienne (*Jerusalem Post*, 15 janvier 1982), le gouvernement israélien avait envisagé 10 « surprises » — parmi lesquelles certaines ont déjà été réalisées — avant l'évacuation définitive du Sinaï : la non-évacuation du restant du Sinaï, le transfert des bureaux du Premier ministre à Jérusalem-Est, une invasion du Sud-Liban, une attaque aérienne contre les missiles syriens dans la vallée de la Bekaa, l'extension de la loi israélienne à l'ensemble des territoires occupés, le refus de remettre à l'Egypte deux îles dans le détroit de Tiran, une intensification des attaques israéliennes contre les bureaux de l'OLP, y compris en Europe, et même le bombardement des installations nucléaires libyennes et pakistanaïses en cours de construction...

Accessoirement, le gouvernement Begin ne néglige pas quelques manœuvres diplomatiques afin de neutraliser ou divi-

ser les Etats arabes, et de donner quelques raisons à l'impérialisme ou aux bourgeoisies occidentales de justifier leur « modération ». Il en fut ainsi de l'accord de cessez-le-feu au Liban signé le 24 juillet 1981 sous l'égide des USA et allègrement violé aujourd'hui. Il en est ainsi de l'« engagement » pris par Menahem Begin devant François Mitterrand de ne pas attaquer le Sud-Liban, pour le dédouaner de sa visite en Israël..., engagement violé quelques semaines plus tard, ce qui montre le peu de cas que Menahem Begin fait des discours et des accords diplomatiques.

Mais cette politique est lourde de dangers et de menaces pour toutes les forces conservatrices en présence. Pour les Etats arabes, même les régimes les plus réactionnaires, l'exemple de l'Egypte et l'assassinat d'Anouar el Sadate l'ont montré : la poursuite de la politique de paix séparée avec Israël, la capitulation devant l'Etat sioniste sont, à terme, incompatibles avec le maintien de la « paix sociale » à l'intérieur. Une telle politique menace les régimes les plus conservateurs et la stabilité de cette région stratégique. C'est ce que comprennent tant la monarchie d'Arabie Saoudite ou le régime jordanien que les bourgeoisies européennes qui recherchent une issue négociée qui ne soit pas la simple réédition du traité égypto-israélien ou des Accords de Camp David. Tous comprennent l'inefficacité à long terme d'une politique à courte vue visant à imposer la paix telle que la comprennent Washington et l'Etat sioniste : un protectorat militaire israélien sous couvert d'« autonomie » dans les territoires occupés.

La montée de la résistance des masses palestiniennes, sa généralisation et son unification ne font que préfigurer ce qui adviendra si la politique de Menahem Begin se poursuit. Déjà, il y a un décalage entre les manœuvres diplomatiques de l'OLP à l'extérieur et la mobilisation de la population palestinienne à l'intérieur. La crainte des directions petites-bourgeoises arabes est que ce décalage n'aille croissant et menace à terme leur domination. Mais tel n'est pas le souci de Menahem Begin. Son projet de Grand Israël implique nécessairement l'écrasement de la résistance et l'expulsion des masses palestiniennes de leur territoire : ce projet ne peut évidemment pas s'accommoder de la perspective de la création d'un Etat palestinien même limité à la Cisjordanie et à Gaza qui signifierait la restitution de ces territoires et, selon Menahem Begin, un danger mortel pour Israël.

Mais cette politique sape, à plus ou moins long terme, les bases de la politique Begin-Sharon. Les jeunes Palestiniens, les adolescents, les enfants qui manifestent les mains nues à coups de pierres contre l'armée israélienne, confirment une fois de plus qu'aucune armée d'occupation ne peut faire disparaître un peuple qui lutte pour sa terre et la liberté.

C'est cette compréhension, ce sentiment qui, pour la première fois, commence à pénétrer certains secteurs de la population israélienne et leur refus de la guerre.

La seule solution révolutionnaire et internationaliste passe par la lutte conjointe des masses palestiniennes et israéliennes contre le sionisme, pour le retrait des territoires occupés, la cessation des agressions israéliennes au Liban, l'arrêt des préparatifs de guerre. Pour la première fois, une telle mobilisation ne relève pas de l'utopie, comme l'a montré la manifestation de dizaines de milliers de personnes le 27 mars dernier à Tel Aviv contre la guerre et l'occupation. ■

Jeannette HABEL
26 avril 1982.

Le gouvernement Begin toujours à la recherche de la guerre

Michel WARSCHAWSKI

Même si plusieurs ministres israéliens ont tenté jusqu'au bout de conditionner le retrait définitif du Sinaï à une série de nouvelles concessions de la part de l'Égypte, Menahem Begin, le chef du gouvernement israélien, s'est fait une raison et, le lundi 25 avril, le drapeau égyptien flottera à nouveau sur l'ensemble de la péninsule du Sinaï. Géographiquement parlant, Israël redevient le petit pays d'avant la guerre de juin 1967. Ce qui aura sans aucun doute des implications à la fois sur le plan militaire et dans le domaine de la psychologie des masses israéliennes.

Avec l'achèvement du retrait du Sinaï, se termine bien plus qu'une étape dans l'application des accords de Camp David.

Le problème posé aujourd'hui aux dirigeants de l'État sioniste est de savoir comment renverser, ou tout au moins freiner, le cours des événements, c'est-à-dire la détérioration du rapport de force global au détriment de l'État d'Israël.

C'est par rapport à cette question qu'il faut comprendre les récentes initiatives israéliennes dans les territoires

occupés de Cisjordanie, de Gaza et du Golan, et la volonté non dissimulée du gouvernement Begin de se lancer dans une nouvelle aventure militaire contre le Liban et la Syrie.

L'annexion du plateau du Golan d'une part et la mise sur pied de l'administration « civile » en Cisjordanie et dans la bande de Gaza de l'autre ont, chacune à leur manière, pour objectif de dépasser un point de non-retour pour des territoires qu'Israël considère comme définitivement intégrés à l'État juif. Ce n'est pas un hasard si la référence est l'année 1948, qui avait vu la création de l'État juif dans la foulée d'une victoire militaire sur les armées arabes et l'expulsion de plusieurs centaines de milliers de Palestiniens. Le rêve ouvertement exprimé de certains dirigeants israéliens est de « refaire 1948 ». C'est-à-dire créer une situation qui permette de briser le mouvement national palestinien — politiquement et militairement — et de réduire d'une façon substantielle le nombre de Palestiniens sous domination israélienne. C'est cela, et non un accès de folie qui aurait saisi Menahem Begin et son ministre de la Défense, Ariel Sharon, qui permet d'expliquer l'extrême gravité des mesures prises au cours de ces dernières semaines par les autorités israéliennes dans les territoires occupés.

L'annexion du Golan devait être un acte purement formel. La population syrienne du Golan ne compte pas plus de 13 000 âmes et s'est caractérisée, au cours de ces quinze dernières années, par son apparente passivité. Le refus quasiment unanime de la population du Golan d'accepter, à l'automne dernier, des cartes d'identité israéliennes aurait dû pourtant constituer un avertissement pour les autorités d'Israël. Cependant, sous la pression des colonies juives du Golan, le gouvernement Begin, en décembre 1981, prétendait faire des habitants arabes du Golan des citoyens de fait de l'État d'Israël. Face au refus unanime de la population, et après s'être convaincu que la détention administrative de 11 prétendus meneurs ne résolvait rien, le gouvernement décidait de mettre les quatre villages concernés en état de siège, de couper le téléphone, les vivres et les services médicaux et de réduire par la faim et la répression militaire la grève générale des arabes du Golan.

Plusieurs dizaines de blessés par balles, le cheptel décimé, plusieurs dizaines de personnes emprisonnées, n'ont pas réussi à briser la population arabe du Golan dont l'héroïsme sans précédent oblige

aujourd'hui le gouvernement à faire machine arrière.

Yehouda Har'el, porte-parole du Comité des colonies juives du Golan, qui avait été à la tête du mouvement « Ne pas perdre le Nord » exigeant l'annexion du Golan, a déclaré : « J'ai cessé d'être un expert des questions druzes (les Arabes du Golan sont des Druzes). Je me suis complètement trompé... Le jour où a été votée la loi du Golan, j'étais certain qu'il n'y aurait plus de problème druze. Je me suis trompé... J'ai cru que l'arrestation de quatre dirigeants pro-syriens suffirait. Là encore, je me suis trompé. Ils ont lancé une grève générale. Nous avons alors dit au gouvernement : "Aucun problème, laissez-les faire la grève pendant deux ans". Mais cela aussi, c'était un mauvais conseil. » (Haaretz, 13 avril 1982). Aujourd'hui, les colonies juives du Golan organisent des délégations et envoient des fleurs aux habitants arabes du Golan dont la grève se poursuit avec plus de détermination que jamais. Ce qui n'empêche pourtant pas le même Yehouda Har'el de poursuivre : « Les Druzes se mettent en danger, à mon avis. Si une guerre éclate — et qui peut croire qu'il n'y aura pas une guerre ? —, ils se trouvent tout près de la frontière. N'importe quel chef de bataillon pourrait les expulser. »

En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, l'opposition quasiment unanime à l'administration civile du colonel Menahem Milson a entraîné une répression encore plus violente. La démission des maires de El Bireh, de Naplouse et de Ramallah, la fermeture de l'Université de Bir Zeit et, de fait, de celle de Bethléem, la fermeture répétée des quotidiens arabes, la censure, l'arrestation et l'assignation à résidence de plusieurs dizaines de dirigeants, n'ont constitué que la première phase de la nouvelle vague de répression.

Ont suivi la mise en état de siège de plusieurs villes et camps de réfugiés, l'arrestation de plusieurs centaines de prétendus manifestants dont plusieurs dizaines ont déjà été condamnés à de lourdes amendes ou à des peines de prison ferme, et l'assassinat de plusieurs dizaines de personnes, soit au cours de manifestations soit dans des circonstances non encore éclaircies. Pour la première fois, l'armée a reçu l'ordre de tirer dans la foule et elle ne s'en est pas privée. C'est par centaines que l'on doit compter les blessés par balles. Tout se passe comme si le général Ariel Sharon voulait pousser la population palestinienne à se soulever, ce qui entraînerait alors des mesures de représail-

Israël après la remise du Sinaï. (DR)



les qualitativement nouvelles et une dynamique ouvrant la voie à l'expulsion, ou tout au moins à l'exode de centaines de milliers de Palestiniens.

RESISTANCE DETERMINEE DES POPULATIONS OCCUPEES

La répression sanglante en Cisjordanie et dans la bande de Gaza prend sa source dans un projet politique dont l'horreur n'a d'égal que l'utopie. Elle découle aussi de la détermination de la population et de l'ampleur de ses mobilisations contre les nouvelles mesures du gouvernement Begin. Jour après jour, de nouveaux secteurs de la population palestinienne se joignent à la lutte. La répression des masses ne fait même pas la différence entre « extrémistes » et « modérés ». Bien plus, pour Ariel Sharon et Menahem Milson, il n'y a pas de « modérés » : seuls les quelques dizaines de collaborateurs des prétendues Ligues des villageois sont dignes de confiance, les autres sont tous des agents de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ou tout au moins des gens soumis à la pression de cette dernière. C'est ce qui explique pourquoi les appels à la grève sont aujourd'hui suivis par tout le monde et partout. Aucune municipalité, même pas celles de Bethléem et de Gaza, n'ont accepté de collaborer avec Menahem Milson. Et les rares personnes restées encore passives face aux événements se sont lancées dans la bataille après l'agression criminelle contre la mosquée d'Omar à Jérusalem.

Ce qui saute aux yeux, c'est l'absence de peur. Les manifestants sont pour la plupart des jeunes souvent nés après l'occupation par Israël en juin 1967. Pour eux, l'occupation n'est pas une parenthèse mais une réalité qu'ils ont toujours connue. Quand ils passent les barrages de l'armée, ils ne cachent pas leur haine et, face à la troupe, ils ne reculent pas. Malgré la censure, la presse israélienne a fait état de dizaines de cas où les soldats ont été obligés de s'enfuir face à quelques dizaines d'écoliers. Plus en plus, des patrouilles militaires sont attaquées à l'aide de cocktails molotov. Dans certains quartiers et dans de nombreux camps de réfugiés, l'armée ne peut pénétrer qu'à condition de mobiliser des forces importantes. A la déclaration de Menahem Milson selon laquelle il s'agirait d'une guerre contre l'OLP et non contre les Palestiniens, ces derniers ont répondu clairement et d'une façon massive : « Nous sommes tous l'OLP ! » Et partout, sur les écoles et sur les mosquées, aux fenêtres des maisons et sur les murs, apparaissent des drapeaux palestiniens qui, sitôt enlevés par les forces d'occupation, sortent à nouveau sur d'autres demeures.

Plus admirable encore est la résistance héroïque des 13 000 habitants du Golan : « Plutôt mourir que de perdre l'honneur ! », cette phrase que l'on peut entendre à longueur de journée dans le Golan syrien n'est pas un slogan de théâtre. La calme détermination des habitants du Golan a obligé, après plus de deux mois de grève, l'ensemble de la popula-



Jeunes manifestants palestiniens. (DR)

tin d'Israël à prendre au sérieux ceux qui affirmaient : « Même si cela doit durer plusieurs années, nous continuerons notre lutte jusqu'à ce que le gouvernement israélien accepte nos revendications. » Malgré l'arrestation de nombreux dirigeants, l'état de siège total, de nombreux blessés, la faim et la maladie, la population reste complètement soudée.

« S'il le faut, nous ferons un grand kibboutz pour nous aider les uns les autres à tenir », nous avait dit, il y a deux mois, un des dirigeants aujourd'hui emprisonnés. En effet, depuis quelques jours, les grévistes ont décidé d'autoriser les agriculteurs à cultiver à nouveau leurs terres. Ces derniers donnent un quart de leurs récoltes aux ouvriers. « Je les envie, a déclaré récemment Rasiq Halabi — journaliste druze connu de la télévision israélienne, officier de réserve dans l'armée israélienne —, eux au moins, ils ont une identité, moi pas. » (Cité par Haaretz, 13 avril 1982).

Honneur, identité, c'est aussi une question de terres. Dès le lendemain du vote de la loi d'annexion du Golan, les arpenteurs israéliens étaient sur le plateau du Golan, après que le nouveau responsable du ministère de l'Intérieur pour le Golan ait expliqué : « Selon la loi israélienne en vigueur aujourd'hui, 90 % des terres du Golan appartiennent maintenant à l'Etat d'Israël. »

On raconte que, quelques jours avant la grève, le préfet de la région Nord, le tristement célèbre Israël Kenig, est venu rencontrer les notables du Golan qui lui ont demandé de reconsidérer l'application de la nouvelle loi. A quoi il leur a répondu qu'il n'était pas venu traiter avec eux, mais leur expliquer leur devoir : « Je ne suis Israël Kenig, a-t-il ajouté, et si vous ne me connaissez pas, demandez aux Arabes de Galilée. » Les notables lui ont répondu : « Nous, nous sommes les Druzes du Golan, et si tu ne nous connais pas, demande aux Turcs, aux Français, aux Anglais et aux Syriens. » Plus personne en

Israël n'ignore plus qui sont les Druzes du Golan et ce dont ils sont capables. Ce qui a contribué à provoquer un changement de l'attitude de l'ensemble de la population israélienne par rapport à leur lutte.

OPPOSITION GRANDISSANTE A LA POLITIQUE DE REPRESSION

La provocation du Golan a été le détonateur d'une vague de protestation qui ne cesse de grandir contre la politique répressive du gouvernement Begin-Sharon. Pousser à la grève générale une population qui s'était distinguée par son apparente intégration à l'occupation israélienne, pousser les Druzes d'Israël — la partie la moins politisée de la population palestinienne d'Israël — à se solidariser avec leurs frères du Golan, créer un exemple d'organisation, de détermination et d'intelligence tactique pour la population de Cisjordanie et de Gaza, c'en était trop, y compris pour le Parti travailliste.

De jour en jour, de nouvelles personnalités se joignent au concert de protestation contre les méthodes de répression barbares utilisées pour briser la population du Golan. Y compris les habitants du nord d'Israël, qui ressentent fortement l'absence de la main-d'œuvre arabe. Le dernier exemple de cette opposition grandissante à la politique de Menahem Begin dans le Golan est la position du plus célèbre juge de la Cour suprême, aujourd'hui à la retraite, le juge Haim Cohen qui, dans une conférence de presse qui a fait la « une » des journaux israéliens, a confirmé une à une les accusations portées par l'Association pour le droit des citoyens et le Comité de solidarité avec la population arabe du Golan. Haim Cohen a affirmé que ce n'était pas la loi israélienne qui était appliquée dans le Golan, mais une loi barbare et des pratiques qui foulent aux pieds les droits de l'homme les plus élémentaires. La longue réponse du porte-parole de l'armée et les attaques grossières de Menahem Begin contre l'ancien juge n'ont fait que donner plus d'échos encore aux accusations de Haim Cohen.

Menahem Begin. (DR)



En pleine crise du Golan, le gouvernement a décidé de lancer une offensive répressive contre la population palestinienne et de se confronter les armes à la main avec plus d'un million de personnes. Que cette politique ait fait en un mois plus d'une vingtaine de morts et des centaines de blessés (il est impossible d'en connaître le chiffre exact), prouve que la seule issue que laisse ouverte la nouvelle stratégie de Sharon-Milson, c'est la répression sanglante contre l'ensemble de la population palestinienne des territoires occupés. Cette politique n'est pas seulement criminelle, elle apparaît comme complètement inefficace et contre-productive. Jamais la population palestinienne n'a été aussi soudée dans sa résistance, jamais les collaborateurs n'ont été plus isolés, jamais la mobilisation n'a été si déterminée.

Comme l'a écrit l'ancien responsable des services de sécurité israéliens Avraham A'haitouv, « les ministres de la Défense ont réussi (dans le passé) à mettre sur pied une politique dont le titre pourrait être "calmer la situation" ... Il est évident qu'une telle politique est contradictoire avec la volonté d'imposer un changement du régime de domination dans les territoires. Imposer, par sa définition même, implique inciter à des troubles. » Après avoir démontré que la politique du bras de fer ne fait que renforcer la résistance, Avraham A'haitouv a conclu : « On peut calmer le terrain. Le chemin est certes difficile, mais il n'y a qu'une voie qui peut nous mener au but : la manœuvre et la patience. Je crains que la méthode dure ne nous éloigne de l'objectif. » (Haaretz, 16 avril 1982). Ces réflexions reflètent un sentiment largement partagé par la population israélienne et de nombreux cercles de l'establishment. De plus, l'impact de la politique criminelle dans les territoires occupés pour la société israélienne, et l'avenir qu'elle prépare, n'échappe pas à ceux qui rêvent encore d'un sionisme « sain d'esprit et aux mains propres ». Le journal Haaretz s'est fait, ces deux derniers mois, le porte-parole de cette critique globale de la politique du gouvernement par rapport aux territoires occupés.

Les révélations sur les crimes perpétrés quotidiennement par les forces d'occupation poussent de plus en plus de personnes à prendre clairement position contre le gouvernement. C'est ce qui explique pourquoi le Parti travailliste a rejeté la proposition d'un gouvernement d'Union nationale dont l'acceptation aurait provoqué une scission en son sein, et pourquoi le Mouvement pour la paix maintenant, *Peace Now*, s'est, après plusieurs mois où il avait disparu de la scène politique et après avoir refusé de prendre position sur le problème des territoires occupés, finalement décidé à se mobiliser contre la répression dans les territoires occupés.

Le Mouvement *Peace Now* s'était jusqu'à présent toujours intentionnellement limité au soutien aux accords de Camp David et n'avait mobilisé des dizaines de milliers de personnes que comme force de

30.000 à Tel Aviv contre la répression

En pleine confrontation entre le gouvernement et l'armée d'une part, et les populations palestiniennes et syriennes des territoires occupés d'autre part, 30 000 personnes environ se sont mobilisées le 27 mars à Tel Aviv pour exiger du gouvernement Begin qu'il mette un terme à sa politique de répression dans les territoires occupés. La présence d'une vingtaine de députés travaillistes explique le ton très modéré des slogans (« Pour un sionisme sain d'esprit ! » ; « Pour plus de modération ! » ; refus d'attaquer explicitement l'administration civile, refus de défendre les maires palestiniens démis de leurs fonctions ...). Mais elle symbolise aussi l'isolement relatif du gouvernement et de ses partisans au sein du Parti travailliste. Non moins significatif que le thème de la manifestation, ont été les slogans lancés par les manifestants du mouvement *Peace Now* eux-mêmes. Le slogan de « A bas l'occupation ! », qui était depuis plus de douze ans le monopole des antisionistes a été, cette fois, repris par des dizaines de milliers de personnes, montrant par là quels étaient les sentiments réels des manifestants et le cadre dans lequel ils percevaient leur mobilisation.

En outre, le fait que le Comité de solidarité avec l'université de Bir Zeit ait réussi à regrouper sous ses slogans plusieurs milliers de personnes malgré l'opposition des organisateurs de la manifestation, et que son matériel de propagande ait été très bien accepté par les manifestants, confirme que, au-delà des considérations des porte-parole du mouvement *Peace Now* et des slogans officiels de la manifestation, c'est contre l'occupation que se sont mobilisés à Tel Aviv plusieurs dizaines de milliers de personnes.

M. W.

pression sur le gouvernement pour qu'il ne laisse pas passer l'occasion offerte par l'initiative du président Anouar el Sadate. Proche des positions travaillistes et dirigé en partie par des membres des *kibboutzims* travaillistes, *Peace Now* s'était refusé à défendre une position — même modérée — contre l'occupation. La manifestation qui s'est déroulée le 27 mars à Tel Aviv, à l'appel de *Peace Now*, marque en ce sens un tournant qualitatif (cf. encadré).

Trois jours plus tard, c'était au tour de la population palestinienne d'Israël d'exprimer sa solidarité avec ses frères des territoires occupés. Après s'être massivement mobilisés en solidarité avec la population du Golan, y compris les notables druzes d'Israël traditionnellement proches du pouvoir, c'est entre 70 et 80 % de la population arabe d'Israël qui a répondu le 30 mars à l'appel à la grève générale lancé par le Comité national pour la défense des terres arabes et par le Comité des maires arabes d'Israël. Moins spectaculaire que la Journée de la terre du 30 mars 1976, le 30 mars 1982 a été la mobilisation la plus massive et la plus unie que la population palestinienne d'Israël ait connue depuis 1948.

Mais la résistance à la politique de Begin-Sharon ne se limite pas à la population palestinienne et aux sionistes modérés proches de *Peace Now*. Le gouvernement du Likoud est aussi confronté à une opposition très large au sein des masses populaires juives sur ce qui est le cadre général de sa politique, à savoir la tentative de provoquer une nouvelle guerre au Proche-Orient.

OPPOSITION TRES LARGE AUX MANŒUVRES BELLICISTES

Menahem Begin voulait une guerre avant la fin du retrait du Sinai. Ses pro-

pres ministres l'ont fait savoir à la presse pour que celle-ci mette le gouvernement en difficulté et l'empêche ainsi de se lancer dans une aventure sanglante. Mais pour Menahem Begin et Ariel Sharon, ce n'est que partie remise. Les déclarations en ce sens se sont multipliées tous les jours au cours de ces deux derniers mois. Moshé Arems, l'ambassadeur d'Israël à Washington, a parlé de « guerre préventive ». Le ministre des Affaires étrangères Shamir a promis d'« écraser les organisations terroristes et leurs chefs dans leurs propres bases ». Ariel Sharon a répété tous les deux jours : « Il est possible que nous puissions lancer une action. » Le général en chef Eitan a déclaré : « Israël prendra l'initiative et, du point de vue d'Israël, il n'y a pas de cessez-le-feu. » Quant à Menahem Begin, il a solennellement promis que si un seul Juif était tué, la guerre aurait lieu. Chaque incident, comme l'attentat contre l'ambassade israélienne à Paris ou une infiltration de combattants sur le front du Jourdain, est monté en épingle et utilisé pour renforcer le potentiel militaire à la frontière et créer une hystérie belliciste en Israël. Le gouvernement n'hésite même pas à monter de toute pièce de prétendues infiltrations visant à justifier la déclaration du général en chef selon laquelle le cessez-le-feu n'existe plus. Ce qui lie pour l'instant les mains du gouvernement israélien, c'est d'abord le veto américain contre toute aventure militaire, au moins avant le parachèvement du retrait des forces israéliennes du Sinai. Mais c'est tout autant l'absence de consensus national sur cette question.

Si une guerre devait éclater, pour la première fois dans l'histoire de l'Etat juif, le peuple israélien ne serait pas uni derrière le gouvernement. « La principale raison pour laquelle Israël a été par deux fois au bord de la guerre, d'une façon si

publique, découle du fait qu'il n'y a aucune menace militaire et qu'il n'existe aucune justification militaire, ni directe ni même indirecte, pour déclencher une guerre. S'il existait une seule raison pour lancer une guerre maintenant, on n'en parlerait pas tellement, mais on se préparerait discrètement et on agirait par surprise. Dans les quatre guerres que nous avons eues, deux ont été provoquées par les Arabes et deux lancées par Israël. Mais il n'y a dans aucune des quatre jamais eu aucun doute, et certainement pas en Israël, qu'il n'existait aucun autre choix. » Voilà ce qu'écrivait Yoel Marcus, un des commentateurs israéliens les plus écoutés.

Et il ajoute : « Maintenant, la situation est différente. Non seulement les colombes les plus modérées, mais même des spécialistes militaires, ne comprennent pas la nécessité d'une initiative militaire d'envergure. Le réchauffement de l'atmosphère est donc artificiel et vise à préparer le terrain pour un objectif qui est fondamentalement politique ... C'est de là que découlent le scepticisme et les craintes d'une nouvelle guerre à travers le pays, y compris chez les ministres. » (Haaretz, 13 avril 1982.)

Dans le même article, Yoel Marcus parle d'un groupe d'officiers supérieurs et de ministres, autour du général Ariel Sharon, qui poussent en direction d'une épreuve de force : « Ce groupe regrette d'avoir dû signer le cessez-le-feu (avec l'OLP) qui entrave les mains d'Israël et donne une respectabilité aux terroristes. Ce n'est pas un hasard si, depuis que Sharon est ministre de la Défense — pas encore un an —, c'est la seconde fois qu'Israël se trouve au bord d'une initiative militaire sans aucune justification militaire apparente, uniquement parce que Monsieur Sharon voit dans la destruction de l'OLP, dans l'effacement de l'OLP de la carte, un remède miracle aux dangers politiques qui menacent Israël. »

C'est précisément sur ce terrain que le gouvernement israélien est minoritaire. De plus en plus rares sont ceux qui croient qu'il existe des remèdes miracles, et plus rares encore sont ceux qui croient qu'une guerre peut résoudre quoi que ce soit. Preuve en est la pétition que font signer les habitants de localités situées près de la frontière Nord et qui affirment que les Palestiniens respectent à 100 % le cessez-le-feu et qu'ils ne voient aucune raison pour qu'Israël mette fin au calme qui règne dans le Nord. Ceux qui font signer cette pétition sont les mêmes qui acclamaient il y a moins d'un an Menahem Begin quand il se vantait de déloger en quelques heures les missiles syriens du Liban. Ce qu'expriment d'une façon active et directe les habitants des localités du nord d'Israël est en fait un sentiment très largement partagé par les travailleurs, même s'il ne s'exprime pas de façon active.

C'est bien là une des raisons pour lesquelles Menahem Begin a tant besoin d'un gouvernement d'Union nationale. Et c'est là aussi la raison pour laquelle le travailliste Shimon Perez s'y refuse. Mena-



Les soldats de Begin répriment les Palestiniens à Naplouse. (DR)

hem Begin veut créer l'Union sacrée par en haut afin d'aider à la cristallisation de cette dernière parmi les masses. Shimon Perez, qui connaît les sentiments des masses, veut se démarquer de la politique aventuriste de Menahem Begin — même si, en fait, les divergences entre les travaillistes et le Likoud ne touchent pas au fond du problème mais au style uniquement —, et ne se déclare prêt à rejoindre le gouvernement qu'une fois la guerre déclarée, pouvant alors affirmer qu'une fois la patrie en danger il n'y a plus lieu d'exprimer publiquement des divergences ...

VERS UN LARGE MOUVEMENT CONTRE LA GUERRE ET L'OCCUPATION

La répression sanglante dans les territoires occupés et les préparatifs pour une aventure militaire contre l'OLP et la Syrie sont déjà deux faces d'une même politique dont l'objectif utopique est de revenir en arrière sur le cours de l'histoire et de ramener la situation politique à ce qu'elle était dans les années 1950 et 1960, en détruisant la réalité nationale palestinienne, en brisant la force politique et militaire des Etats arabes et en redonnant à la population juive d'Israël la foi en la pérennité et le toute-puissance du sionisme. L'establishment sioniste et la bourgeoisie israélienne ne se trompent pas dans leur évaluation de la gravité de la crise et dans leur recherche de solutions radicales. Mais les masses juives d'Israël sont plus clairvoyantes dans leur estimation du rapport de force réel dans la région. C'est là la raison de leur refus de se mobiliser derrière la campagne belliciste de Menahem Begin et de la crainte que l'idée

d'une nouvelle guerre provoque chez la majorité des Israéliens. Cette crainte d'une nouvelle guerre et ce refus de payer une fois de plus le prix d'une aventure militaire qui sera incapable d'améliorer la situation des masses israéliennes, tant du point de vue de la sécurité que de celui des conditions de vie, est la base objective pour l'émergence d'un vaste mouvement contre la guerre.

Comme l'explique une récente résolution du Comité central de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section israélienne de la IVe Internationale, « l'objectif numéro 1 des forces progressistes est aujourd'hui de tout faire pour que les sentiments pacifistes des masses travailleuses se transforment en mouvement de masse contre la guerre et l'occupation. Aux mouvements existant déjà, mais encore minoritaires et isolés des masses travailleuses, qui se mobilisent contre les occupations et contre les aventures bellicistes, de faire tout ce qui est possible pour s'adresser aux plus larges couches de la population et leur offrir un cadre de résistance contre la politique qui, en dernière analyse, lie l'ensemble des partis sionistes contre l'intérêt des travailleurs. Aux forces de gauche, sionistes et anti-sionistes, de tout faire pour orienter le mouvement anti-guerre dans cette direction. »

Pour la première fois, Israël ne se retrouve pas uni face à l'ennemi et va à la guerre quand le gros de ses troupes traîne la patte. C'est là un tournant radical dans l'histoire du sionisme. ■

Michel WARSCHAWSKI
Tel Aviv, 20 avril 1982.

La situation vue par la résistance antibureaucratique

Une série de documents de Solidarité

NOUS publions ci-après trois documents choisis dans la presse clandestine de Solidarité, analysant et décrivant la situation en Pologne depuis le coup de force de la bureaucratie. Ces textes témoignent à la fois de la vitalité de la résistance de Solidarité et de l'ampleur du mécontentement des travailleurs. Ils permettent ainsi de mieux appréhender ce qui se passe dans le pays et de se faire une idée dans le miroir de leurs écrits des positions politiques de quelques-uns des courants de la résistance.

Le premier d'entre eux est une contribution au débat sur la situation après le 13 décembre. Il a été publié dans le bulletin clandestin de Solidarité de Varsovie, *Wola* (ce qui signifie « volonté », mais c'est également le nom d'un des quartiers ouvriers de la capitale polonaise). Le même numéro de ce bulletin reproduit une lettre envoyée à sa rédaction par le président du syndicat de la région de Varsovie, Zbigniew Bujak, passé à la clandestinité et dont la tête a été mise à prix.

Zbigniew Bujak y écrit notamment : « J'ai lu les trois premiers numéros de votre journal et, si je vous écris aujourd'hui, c'est parce que les choix programmatiques que vous faites sont les plus proches de ceux que, en commun avec le vice-président Wiktor Kulerski, nous voulons développer et populariser. Dès votre premier numéro, vous parlez de "mouvement de trans-

formation sociale". Les mots d'ordre que vous mettez en avant pour ce "mouvement", bien qu'ils ne soient pas ressassés à l'infini, se répètent : dans le troisième numéro vous parlez des caisses de résistance et d'entraide, du développement de la presse indépendante, des sociétés d'universités ouvrières. Vous insistez sur la réalisation du programme du syndicat, et ce programme a justement été créé pour un large mouvement. Sa réalisation demandera le développement d'initiatives comme les coopératives, les comités d'entraide sociale, le mouvement de défense des consommateurs, les diverses associations et clubs développant des programmes pour l'autogestion territoriale et préparant sa mise en place. Un tel réseau d'initiatives du Mouvement (nous proposons l'appellation "Mouvement Solidarité") permettra de mener des actions qui forceront l'autre partie à réactiver Solidarité. L'existence du Mouvement permettra, au moment opportun, de lancer le mot d'ordre de soulèvement unitaire en défense de notre droit à exister et à agir. Votre journal contient également des mots d'ordre de clandestinité, de solidarité clandestine, et vous publiez même un extrait d'un appel de l'Association indépendante des étudiants (NZS), qui parle de "l'Etat clandestin". Chacun comprend ces mots d'ordre comme un réseau clandestin national, une structure organisationnelle et une dépendance hiérarchique. Nous sommes opposés à de telles formes d'organisation. (...) »

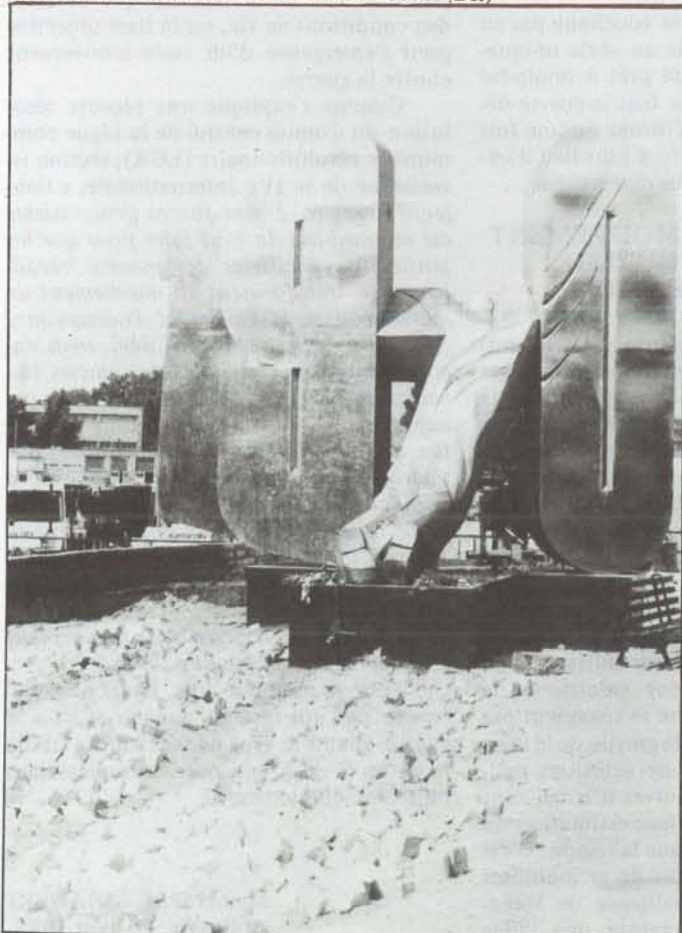
Les deux articles suivants constituent une illustration et une description des réactions des travailleurs face aux tentatives de normalisation bureaucratiques. La voix des entreprises, également publié dans *Wola*, rapporte les réactions des employés (y compris de quelques cadres) et ouvriers d'une entreprise de Varsovie. Il faut souligner que l'auteur, pour réaliser les interviews, a dû agir ouvertement. Deux enseignements doivent être tirés des réponses qu'il a recueillies : d'une part, toutes sont opposées à l'état de guerre ; de l'autre, l'attitude des cadres (et en particulier celle du directeur adjoint) témoigne de leur crainte devant la force de la résistance et de leur volonté de se ménager la sympathie des militants de Solidarité.

Le dernier article, tiré d'un des bulletins qui circulent dans la région de Poznan, fait état d'un autre échec de la bureaucratie dans sa tentative de faire jouer aux organes d'autogestion ouvrière le rôle de courroie de transmission de sa politique économique et de leur faire porter la responsabilité de la faillite de sa propre gestion. Il met également en lumière le rôle clé des militants ouvriers de la production dans le refus formulé par les conseils ouvriers de se laisser manipuler.

Ces quelques éléments, qui éclairent la situation en Pologne quatre mois après le coup de force de la bureaucratie, confirment l'appréciation d'un commissaire militaire exprimée au cours d'une conférence destinée à expliquer la situation actuelle aux membres du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) de la radio et de la télévision polonaise : « Nous sommes encore vraiment loin de pouvoir fêter la victoire. Nous pouvons encore nous retrouver en face de choses, de phénomènes, d'événements, que nous ne sommes même pas en état d'imaginer maintenant. Tout est encore possible. (1) » ■

Cyril SMUGA
15 avril 1982.

Monument à la mémoire des victimes de 1970. (DR)



1. Le Monde du 15 avril 1982 a publié de très larges extraits de ce document passionnant et révélateur.

Les quatre phases de l'évolution depuis le coup militaire

Krzysztof PIOTROWSKI

Dans le texte qui suit, nous n'analysons pas la situation qui prévaut dans tous les milieux professionnels. Des différences notables existent, qui varient selon le milieu professionnel, l'appartenance organisationnelle, le lieu d'habitation, etc. Nous nous contenterons de présenter ici une ébauche d'analyse du développement de la situation dans le pays selon des critères chronologiques. On peut diviser la période de référence en quatre phases successives.

PREMIERE PHASE : LA CONTINUITE

Il s'agit là de la période allant approximativement du dimanche 13 au dimanche 20 décembre 1981, c'est-à-dire la première semaine qui a suivi l'imposition de l'état de guerre. Elle se caractérise par le maintien de la conscience sociale dans son état d'avant le 13 décembre, qui se manifeste par des réactions semblables à celles de la période du conflit pour l'enregistrement de Solidarité en novembre 1980 ou de celles qui ont marqué la période du conflit de Bydgoszcz en mars 1981. Ceux des membres des directions syndicales qui avaient échappé aux internements et aux arrestations se sont portés à la tête de la résistance. Celle-ci a pris des formes identiques aux formes de lutte antérieures au 13 décembre : les membres des comités de grève apparaissaient publiquement et leur structuration ressemblait à celle de la période antérieure. Du fait de l'interruption des communications, une grande partie de la société espérait qu'il s'agissait là d'un conflit de plus avec le pouvoir qui, comme les précédents, déboucherait sur une victoire, ou du moins sur un compromis. On croyait possible également que l'armée passerait du côté de la société (de nombreux cas d'insubordination étaient connus), et que l'attitude de la milice et des unités spéciales anti-émeutes ZOMO ne serait pas nécessairement la même qu'auparavant. Ce qui a caractérisé cette période, c'est que les gens ne cachaient pas leurs opinions en public. On peut donc en conclure que la rupture dans la conscience sociale s'est produite non pas au moment de l'introduction de l'état de guerre, mais seulement une semaine après, lorsque l'afflux des informations a balayé les illusions. Après le 20 décembre, ces illusions ont complètement disparu, indépendamment du fait que certaines entreprises se défendaient encore (la mine Piast jusqu'au lundi 28 décembre, et une partie du port de

Gdansk — selon des informations que nous n'avons pu vérifier — jusqu'au mardi 29 décembre).

DEUXIEME PHASE : LE COMPLEXE DE L'ECHEC

Il s'agit des dix derniers jours de décembre. On peut estimer que cette dernière phase prend fin le vendredi 1er janvier 1982. La prise de conscience de la réalité a alors paralysé la volonté de résistance. La disparition des illusions de la première phase a mis fin à l'espoir. La société était sous le choc. La conviction, entretenue par la propagande officielle, que l'écrasement de Solidarité était total, était généralisée. C'est la période où la brutalité de la propagande a atteint son sommet, dans l'espoir de terroriser la population. De nombreuses informations sur les arrestations et sur la répression étaient publiées dans la presse sans même que celle-ci se donne la peine de cacher leur caractère revanchard, parallèlement à des informations destinées à faire croire à la faiblesse de Solidarité, voire à sa liquidation totale (et cela indépendamment du fait que, formellement, le syndicat n'était que suspendu). Tout cela devait entraîner la conviction qu'aucune résistance n'était possible face au nouveau pouvoir.

TROISIEME PHASE : LES PREMIERS PAS DE L'ORGANISATION

Cette phase recouvre tout le mois de janvier. C'est la période de la constitution des groupes clandestins. Ils sont le plus souvent nés sur la base des structures syndicales existantes, sans pour autant leur être identiques. Dans certaines entreprises, la direction de ces structures a été confiée aux dirigeants syndicaux mais, le plus souvent, elle a été confiée à des militants moins connus. Une double clandestinité est devenue la règle : à l'intérieur de l'entreprise, indépendamment de la structure clandestine correspondant plus ou moins à la structure normale du syndicat, de petits noyaux de personnes étroitement liées entre elles et prenant des initiatives autonomes se sont créés. Un autre courant non moins important de la résistance s'est constitué sur la base non pas des lieux de travail, mais des lieux d'habitation. Dans le premier cas, le développement de la résistance a été facilité par l'existence préalable des structures syndicales ; dans le second, elle l'a été par l'instauration du couvre-feu, qui a renforcé les liens entre les habitants des grands immeubles. C'est durant cette phase que les activités d'impression et de diffusion de la presse clandestine ont commencé.

Devant le siège de Solidarité à Varsovie, le jour du coup de force militaire. (DR)





Dans un camp de détention. (DR)

QUATRIEME PHASE : LE DEVELOPPEMENT ET LA CONSOLIDATION DE L'ORGANISATION DE LA RESISTANCE

Cette phase, qui dure toujours, a débuté avec les Journées de solidarité avec Solidarité et l'introduction des hausses de prix, fin janvier-début février. Ces événements ont amené les différents groupes à coordonner leurs activités en vue d'actions communes ayant déjà un caractère de masse. Parmi les plus significatives, on peut citer la grève générale du vendredi 29 janvier à Wrocław, qui a touché 90 % des entreprises ; les affrontements de rue le samedi 30 janvier à Gdansk ; les manifestations de masse devant le monument de Poznan le samedi 13 février et, enfin, le boycott du journal télévisé à Swidnik, puis à Lublin et à Pulawy, qui a commencé le vendredi 5 février et qui dure encore.

Cette phase se caractérise par l'existence d'un réseau déjà développé d'imprimeries, de diffusion et de circulation de l'information. On constate que les gens s'habituent à la présence des militaires en faction dans les rues et des forces de police. Leur vue ne provoque plus de réaction de panique.

Il faut souligner certains éléments importants qui déterminent la situation sociale et, selon toute probabilité, son évolution future. La brièveté de la seconde phase est un élément important du développement de la conscience sociale. Au fur et à mesure que les informations parvenaient, non seulement les illusions de la première phase disparaissaient, mais le complexe de l'échec s'estompait. Il devint évident que, malgré l'absence de communication et l'arrestation des dirigeants de Solidarité, malgré la menace de peines draconiennes — et y compris de la peine capitale —, les gens qui ne savaient rien les

uns des autres ont réagi par la grève dans tous les coins du pays. Selon les informations les plus récentes, les grèves ont touché plus de 80 % des entreprises.

Même lorsque la grève n'a pas été formellement déclarée, des arrêts de travail ont eu lieu dans presque toutes les entreprises, y compris celles qui étaient militarisées. Bien que non coordonnées et morcelées en une multitude de grèves isolées, il s'agissait en fait d'une grève générale qui a montré l'attitude unie de la société face à l'état de guerre. De ce fait, Solidarité a rempli totalement la tâche que lui imposait l'état de guerre.

Le 13 décembre a démontré une impréparation totale de Solidarité dans la lutte contre la violence du pouvoir. Bien que cela ait été totalement en accord avec les principes et les statuts de Solidarité, cela n'en a pas moins témoigné de la croyance naïve qu'on pourrait empêcher l'appareil du pouvoir de recourir à la violence, même lorsque sa domination est en jeu. Cela traduisait l'illusion que la volonté de la société tout entière peut suffire à imposer la démocratie sans avoir besoin de recourir à la force. Solidarité n'était pas préparé à l'affrontement, malgré de nombreuses mises en garde (dès décembre 1980).

Ainsi, la possibilité de construire des structures clandestines capables de soutenir une résistance prolongée, pendant qu'il existait encore une relative liberté, fut irrémédiablement gaspillée, et maintenant nous devons repartir de zéro dans des conditions incommensurablement plus difficiles. Ce n'est que dans la région de Wrocław, et au dernier moment, que l'on a commencé à se préparer à une telle

éventualité : le résultat en est particulièrement concluant.

Il s'est agi là d'une erreur identique à celle de 1939. Comme alors, bien que conscients du rapport de forces défavorable et de l'échec inévitable, rien n'a été tenté pour préparer le mouvement de résistance futur (armes, imprimerie, caches, cadres, etc.) et il a fallu partir de zéro sous l'occupation. En 1939, cette erreur avait été fatale. Pour résumer, Solidarité a réalisé toutes ses tâches statutaires, mais il a déçu les attentes qui dépassaient de loin ses buts statutaires.

Tous les sondages d'opinion confirment que la société considère l'état de guerre comme une occupation étrangère et les analogies avec l'occupation de 1939-1945 sont courantes. Cela produit des mécanismes sociaux connus. Pour se rendre compte de l'ampleur du mouvement qui se développe, il suffit de rappeler qu'alors qu'au début 1940 il y avait en Pologne environ 200 organisations de base de la résistance ; aujourd'hui, si on se base sur le nombre de titres de la presse clandestine, ces organisations sont au nombre de 1 700 (d'après *Wiadomosci* numéro 18).

Enfin, il faut souligner l'isolement total d'institutions telles que la Diète (Parlement) ou le POUP. La session de la Diète du mercredi 27 janvier non seulement n'a entraîné aucun changement dans la conscience sociale, mais elle n'a même pas suscité l'intérêt auquel on aurait pu s'attendre. De même, les débats du plénum du Comité central (CC) du POUP ne peuvent rien changer dans la conscience sociale. Les discussions au sein de ces deux institutions peuvent être riches en événements intéressants mais, dans la conscience sociale, leur résultat était connu d'avance dès le 13 décembre 1981.

Krzysztof PIOTROWSKI
« Wola », numéro 6-7
Varsovie, 15 mars 1982.

"La voix des entreprises"

Enquête ouvrière dans la clandestinité

R. KLENIEWSKI

Suite à la proposition faite par le gouvernement d'ouvrir un débat sur l'avenir du mouvement syndical, en tant que travailleur d'une usine de Varsovie, j'ai posé à plusieurs dizaines de personnes la question suivante : « Qu'as-tu à dire dans la discussion sur l'avenir des syndicats proposée par les autorités ? » Voici quelques-unes des réponses :

— Tourneur, 32 ans : « Non, je n'ai pas envie de discuter maintenant avec eux. Qu'ils lèvent la suspension de Solidarité et on pourra discuter, pas forcément en faisant la grève. »

— Monteur, 45 ans : « Vous croyez qu'il s'agira d'une vraie discussion ? Comme d'habitude, ils vont poser la question à un gars du parti ou des syndicats de branche (officiels), et après, ils diront que c'est l'avis de tous les travailleurs. »

— Employée, 27 ans : « Tu tombes mal ! Tu sais, je ne parlerai avec eux que lorsqu'ils libéreront mon frère de prison. Et la seule chose dont on peut discuter, ce sont les crimes dont ils sont responsables. »

— Contrôleuse, 58 ans : « Il faut discuter avec eux, mais seulement pour qu'ils rétablissent Solidarité tel qu'il était. »

Affichage de Solidarité avant le 13 décembre 1981. (DR)



Moi, je suis déjà vieille, mais je vous souhaite le meilleur à vous autres, les jeunes. Je serai toujours prête à vous aider et à vous appuyer. Mais faites attention, car je les connais, et je ne leur fais pas confiance. »

— Ingénieur, 45 ans : « Vous savez que je ne suis pas membre de Solidarité ? »

— Je le sais.

— Si vous voulez m'en croire, cette discussion est nécessaire. Mais il faut que ça soit une vraie discussion et que ce que diront les gens arrive vraiment aux autorités. Mais pensez-vous que, même chez nous, dans l'entreprise, le parti et la direction seront d'accord pour une telle solution ? Moi, je ne le pense pas, car ils ont peur pour leurs sièges. Moi, je ne prendrai pas part à cette discussion-là. Je sympathise non seulement avec le syndicat, mais avec tout le mouvement de Solidarité. Une discussion sous la menace des fusils, une discussion sous la contrainte, avec des traîtres au syndicat, c'est une fiction. Et pour moi qui suis ingénieur, seuls les faits comptent. »

— Tourneur, 28 ans : « Est-ce que tu crois qu'ils ont suspendu le syndicat pour lever aujourd'hui la suspension sous prétexte que les gens le veulent ? C'est des conneries, ça. Moi, je peux leur dire : soit Solidarité sera comme il était, soit ils nous pousseront à bout. Et, alors, on verra ! »

— Responsable de l'approvisionnement en matières premières et en pièces détachées, 52 ans : « Il faut discuter, on peut renoncer au libre accès à la télévision, ne plus envoyer de lettres aux Russes, lâcher quelques experts, empêcher que le parti soit mis hors-la-loi dans les entreprises (de toute façon, ses militants ne sont pas pris au sérieux). Mais on ne peut pas renoncer au syndicat tel qu'il était. Ils n'ont pas le droit de changer les statuts, car ce ne sont pas eux qui les ont votés. »

— Emballeuse, 43 ans : « Moi, je ne connais rien à la politique et j'ai peur de la guerre. Mais, en appartenant à Solidarité, je savais ce que je faisais. Et Jaruzelski n'a pas le droit de me dire où je dois m'inscrire. S'il avait des reproches à faire à nos dirigeants, il n'avait qu'à venir nous le dire et pas nous menacer avec ses tanks. Qu'est-ce que je dirais si on me posait la question ? Qu'ils rétablissent le syndicat tel qu'il était. »

— Chauffeur, 37 ans : « Me suis-je inscrit à Solidarité de mon propre gré ? Oui. Les gens peuvent être bons ou mauvais, mais les accords de Gdansk et les statuts sont bons. On peut changer quel-

ques personnes, mais c'est aux syndicalistes de le faire. Le syndicat doit être tel qu'il était. »

— Monteuse, 46 ans : « Mon fils est déjà depuis un an à l'armée, et il m'a dit qu'il ne tirerait pas sur les gens. Moi, je peux vous dire une chose parce que je vous connais : ils préparent quelque chose de mauvais. Car, sans avoir besoin de toute cette discussion, ne savent-ils pas ce que les gens pensent, que les gens sont enragés et veulent que Solidarité existe ? Sous quelle forme ? Certainement, il ne faut pas faire grève pour n'importe quoi, mais quand il le faut, il le faut. »

— Soudleur, 36 ans : « Ecoute, j'ai relu exprès plusieurs fois les statuts, car avant je n'avais fait que les parcourir et je pense que tout ce qu'il y a dedans, c'est bon. Qu'est-ce qu'ils veulent ? Qu'on discute de ce que doit être le syndicat à l'encontre du syndicat ? Pour discuter avec eux, il y a Lech Walesa. »

— Directeur adjoint, membre du POUP : « Je ne veux pas discuter de ces questions, et surtout pas avec vous. Il fut un temps, c'est vrai, où nous avons pu collaborer ensemble. Mais souvenez-vous, au cas où ..., tout ce que je vous dis, je le désavouerai. Est-ce que vous croyez qu'une discussion de plusieurs millions de personnes peut être une vraie discussion ? Car l'affaire est délicate et sérieuse. Si, dans le parti, il y a moins de gens et qu'ils ne sont pas capables de se mettre d'accord, alors que dire des ouvriers, des membres de Solidarité ? Chacun aura un avis différent si on approfondit un peu. Ce que veut le gouvernement, c'est noyer le poisson. Alors, il y a le choix : soit on fait un référendum pour savoir si Solidarité doit être tel qu'il était, co-organisé avec notre direction ; soit il n'y aura plus jamais de Solidarité tel qu'il était. Si vous voulez discuter, allez-y. Mais le résultat, ce sera un syndicat comme celui qu'il y avait avant, avant Solidarité. Vous devriez être fermes, mais cependant limiter un peu l'insolence de certains de vos dirigeants. Dites la vérité aux gens. Un Polonais — contrairement à ce qu'on pourrait penser — n'est pas prêt de se laisser acheter pour un peu de soupe et une paire de bas. Mais souvenez-vous de notre accord : je ne vous ai pas parlé ... »

Il s'agit-là de quelques voix choisies parmi les employés de mon entreprise. Je les ai transcrites tel quel. Je connais les noms de toutes ces personnes et l'authenticité de ces propos peut être démontrée. ■

Propos recueillis par R. KLENIEWSKI
« Wola », numéro 6-7
Varsovie, 15 mars 1982.

Autogestion ouvrière et pouvoir bureaucratique

EN janvier 1982, la dictature militaire a pris l'initiative de convoquer la Commission de la Diète pour les problèmes de l'autogestion. Celle-ci a déclaré : « *Les Conseils régionaux de coopération des conseils ouvriers, aussi bien que la Fédération nationale de l'autogestion, sont des organes illégaux, qui n'ont de fondement ni dans la Loi sur l'autogestion des entreprises d'Etat ni dans aucun autre acte légal.* » Le président de la Commission, Adam Lopatka, a ajouté que la Fédération nationale de l'autogestion « *était un signe d'insubordination civile et de contestation de la Loi récemment votée par la Diète* ». La Fédération nationale de l'autogestion a été fondée le 17 octobre 1981, peu après le Ier Congrès national de Solidarité qui avait décidé de rejeter de nombreux articles de cette Loi et annoncé une lutte sans compromis pour l'autogestion ouvrière.

En septembre dernier, des comités constitutifs de conseils ouvriers (KZSP) ont été élus démocratiquement dans l'ensemble des usines et des ateliers autonomes de l'entreprise « H. Cegielski » de Poznan. Leur activité — qui se donnait notamment pour but de réunir les conditions de l'élection de conseils ouvriers dans leur forme définitive et de jouer provisoirement le rôle de ces conseils — a été interrompue en plein développement par l'introduction de l'état de guerre et la suspension des organes d'autogestion. Les comités constitutifs — à l'image de la structure de l'entreprise — étaient structurés à deux niveaux : le niveau inférieur était constitué par les usines et les ateliers autonomes, et leurs représentants constituaient l'organe supérieur, le comité constitutif de l'entreprise tout entière.

A peu près à la mi-février 1982, la direction du trust et les directions des différents secteurs ont proposé aux membres des KZSP des deux niveaux de se joindre au travail des commissions consultatives. Ces dernières devaient être nommées auprès des directions des diverses structures de l'entreprise et, au début, il était question d'en faire des appendices des comités d'usine du Parti ouvrier unifié polonais (POUP). Elles devaient être formées de militants du POUP, de l'Union socialiste de la jeunesse polonaise (ZSMP - l'organisation de jeunesse du POUP), et des éléments du Comité constitutif du conseil ouvrier (KZSP) les plus soumis aux autorités. Cette proposition a été rejetée par l'ensemble des KZSP. Les autorités administratives et celles du POUP se sont rapidement rendues compte que ces tentatives étaient sans avenir et ont donc proposé que les KZSP participent au grand complet à ces commissions consultatives, proposant d'y adjoindre des membres du POUP et du ZSMP faisant partie des commissions économiques auprès du POUP. Il a également été admis que les commissions agissent auprès des directions des usines et des ateliers.

Au début, cette proposition pouvait

L'activité des conseils ouvriers au sein des entreprises a été suspendue par le décret instaurant l'état de guerre. Cette suspension peut être levée, si tel ou tel ministre considère que, dans une entreprise donnée, les conditions « nécessaires » ont été réunies. Mais la dictature annonce que les conseils ouvriers ne pourront exister qu'à la condition de respecter scrupuleusement la Loi, cette Loi qui avait été massivement rejetée par les travailleurs.

La tentative d'intégration du conseil ouvrier de la plus grande entreprise de la région de Poznan, « H. Cegielski » (ex-ZISPO) — décrite ci-dessous dans un bulletin clandestin de Solidarité de la région — témoigne de la manière dont la bureaucratie s'y prend pour lever la suspension des conseils ouvriers et des difficultés qu'elle rencontre.

sembler alléchante : même avec des prérogatives réduites, cela pouvait valoir le coup de participer à la gestion de l'entreprise. Il faut souligner ici que ce sont les ouvriers qui, les premiers, ont rejeté tout doute sur la question, considérant à juste titre qu'ils ne pourront avoir aucune influence sur la gestion, mais qu'ils perdraient par contre immédiatement la confiance des autres travailleurs en se laissant utiliser dans le cadre de tels organes. Les techniciens et ingénieurs membres des KZSP ont réfléchi plus longtemps. Mais, aujourd'hui, ils n'ont plus d'illusions sur les intentions des autorités. Celles-ci ont d'ailleurs été claires dès le début.

La production chute sans que cela soit la faute des travailleurs (le manque des matières premières et pièces de rechange est plus criant que jamais, du fait de la crise que les rigueurs de l'état de guerre accentuent encore) et les salaires sont fonction des résultats économiques de l'entreprise. Il faut donc trouver quelqu'un qui puisse prendre sur lui d'expliquer aux travailleurs pourquoi leurs revenus stagnent.

L'appareil économique est incapable de cela, le POUP n'a plus aucun crédit, donc le mieux serait d'attribuer cette tâche à ceux qui bénéficient de la confian-

ce des travailleurs telle qu'elle s'est exprimée dans des élections libres. Et si, de ce fait, même ces gens se déconsidèrent, tant mieux. Il sera d'autant plus facile par la suite d'expliquer aux travailleurs que l'autogestion ne peut rien leur amener...

Le résultat aujourd'hui est le suivant : dans une seule usine du groupe (W-4 — machines-outils), le KZSP, avec beaucoup de précautions, a accepté de coopérer avec la direction. Pour voir. Tous les autres KZSP ont refusé de collaborer. Il faut souligner que les militants des KZSP ont exprimé leurs opinions au cours d'entretiens individuels auxquels ils ont été convoqués par la direction et les responsables du POUP. Il n'y a pas eu de réunions, ni de votes ni de résolutions. Malgré cela, chacun a jugé de la même manière les intentions des autorités et leur volonté d'utiliser les représentants authentiques des travailleurs pour masquer leur propre incapacité à gérer l'économie.

Les arguments avancés ont été divers. Mais, le plus souvent, les militants arguaient que, dans les conditions de l'état de guerre et d'un fort mécontentement des travailleurs provoqué par l'emprisonnement illégal de plusieurs milliers de personnes, par la répression contre les travailleurs et l'ensemble de la société, aucune forme d'autogestion n'était concevable. Personne n'a voulu risquer de perdre son crédit auprès des travailleurs, acquis par des années de travail et exprimé au cours d'élections démocratiques. Comme conditions posées à toute coopération, les militants avançaient au moins la levée de l'état de guerre et de toutes les restrictions qui en découlent, la libération des personnes injustement emprisonnées et le rétablissement des droits syndicaux et de l'activité syndicale dans les conditions et dans les formes d'avant le dimanche 13 décembre 1981.



« Obserwator Wielkopolski »
numéro 13-14
Poznan, mars, 1982.



Les syndicats indépendants à l'avant-garde de la lutte contre l'Apartheid

**Malgré la répression des centaines de milliers
de travailleurs noirs sont organisés en syndicats indépendants**

CES dernières années, le mouvement ouvrier noir d'Afrique du Sud est apparu, malgré la répression, comme une force active et puissante sur la scène politique. Son action s'est traduite par de nombreuses grèves et par de premiers et précieux acquis dans le domaine de l'organisation, avec l'apparition de syndicats indépendants organisant déjà des dizaines de milliers de travailleurs noirs.

Il s'agit-là d'un phénomène d'une grande importance pour l'avenir du processus révolutionnaire en Afrique du Sud. C'est ce que l'article que nous publions ci-dessous met en évidence par une analyse détaillée de la situation actuelle du mouvement syndical noir en République sud-africaine (RSA).

Mais cela pose des tâches nouvelles et fondamentales dans le domaine de la solidarité internationaliste avec le combat des masses opprimées par le régime raciste de Pretoria. En effet,

nombreuses sont les multinationales impérialistes qui tirent profit de la situation d'exploitation des masses noires codifiée par le régime d'Apartheid qui dénie les moindres droits démocratiques à la population et aux travailleurs non blancs. Malgré tous les « Codes de conduite » qu'ils ont feint de se donner, ces trusts impérialistes ne reconnaissent pas aux travailleurs sud-africains les droits syndicaux élémentaires qu'ils ont été obligés de concéder aux travailleurs des mêmes branches d'activité dans les métropoles impérialistes.

Le mouvement ouvrier occidental a donc une responsabilité particulière dans les efforts tendant à contraindre le patronat et les Etats impérialistes à la reconnaissance des droits syndicaux des travailleurs noirs d'Afrique du Sud. Des actions multiples peuvent être menées en ce domaine pour venir en aide aux militants syndicaux d'Afrique du Sud. Des contacts

peuvent être pris entre syndicalistes des mêmes trusts ou des mêmes branches d'activité. Le mouvement ouvrier occidental se doit aussi de participer à la défense des militants syndicaux face aux attaques de l'Etat raciste. Ainsi, le suicide récemment « organisé » par les forces répressives sud-africaines du syndicaliste Neil Aggett, en prison, doit-il être largement dénoncé.

Pied à pied, les sections syndicales des usines et des trusts investissant en Afrique du Sud doivent informer les travailleurs occidentaux de la situation réelle qui est faite aux ouvriers noirs de ce pays, en popularisant leurs luttes et en dénonçant systématiquement la répression dont ils sont l'objet. Des actions de solidarité militantes peuvent aussi être envisagées dès

qu'une grève éclate dans une filiale sud-africaine d'un trust international.

Les militants de la IVe Internationale présents dans les entreprises qui disposent de capitaux ou de filiales en Afrique du Sud participent activement à ce combat qui doit s'ajouter à la mobilisation générale contre l'aide multiforme apportée par les métropoles occidentales au régime raciste. C'est là la meilleure contribution que les marxistes révolutionnaires peuvent apporter aux luttes de la classe ouvrière noire d'Afrique du Sud. ■

V. K.

Nathan PALMER
Peter BLUMER

Les années 1980 ont commencé par une vague de grèves sans précédent en Afrique du Sud. C'est avec vingt ans de recul qu'il faut apprécier l'importance de ce mouvement. Au début des années 1960, en effet, le mouvement de masse, au sein duquel la classe ouvrière industrielle n'apparaissait pas encore comme une avant-garde, a subi une nette défaite. Les massacres de Sharpeville (21 mars 1960) et de Langa, ainsi que la mise hors-la-loi de l'African National Congress (ANC) et du Pan-African Congress (PAC, issu d'une scission de l'ANC dirigée par Robert Sobukwe en 1958) ont clos une période de quinze années d'agitation populaire et de résistance à l'Apartheid. Les mobilisations stoppées par cette répression portaient principalement sur le système des « pass », contrôle policier des éléments africains de la population, faisant d'eux des étrangers dans leur propre pays.

Il a fallu attendre les années 1970 pour voir renaître un réel mouvement de

masse. Le temps le plus fort de cette lente remontée de la combativité a été, en 1973, une importante vague de grèves ouvrières dans la province du Natal et particulièrement à Durban. En fait, il s'est agi là d'un événement majeur qui a échappé à la majorité des observateurs. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, la classe ouvrière industrielle se plaçait réellement en première ligne du combat social. C'était là le produit d'une évolution objective de l'économie sud-africaine, marquée par un développement industriel significatif et une importante concentration de la classe ouvrière.

Cette vague de grèves a été un creuset pour les premiers pas d'un syndicalisme noir indépendant. Le développement actuel des syndicats plonge ses racines dans les luttes du Natal de 1973 et leur impact à l'échelle nationale.

Les grèves de Durban ont concerné environ 100 000 travailleurs au cours du premier trimestre de l'année 1973, principalement dans les secteurs de la construction, du textile et des services municipaux. Après avoir démarré sur des ques-

tions de salaires, ces luttes ont débouché sur une confrontation avec le patronat sud-africain et impérialiste, avec l'Etat et ses institutions racistes, tant il est vrai que, dans ce pays, la discrimination raciale est une des conséquences de la logique de la recherche du profit capitaliste maximum. Le ministre du Travail déclarait le 2 février 1973 : « Les grèves du Natal montrent dans leur déroulement qu'il ne s'agit pas d'un problème de salaires (...). Tout indique qu'une action a été organisée et que les grévistes sont utilisés pour obtenir autre chose qu'une simple augmentation de salaires. (1) »

Ces grèves vont constituer une sorte de point de repère pour les futurs noyaux qui animeront le syndicalisme indépendant. L'histoire de la Federation of South African Trade Unions (FOSATU) en est un exemple. En 1973, se crée le Trade Union Advisory and Coordinating Council (TUACC), qui regroupe cinq syndicats non enregistrés par l'administration dans le Natal, et parmi eux deux syndicats de branche significatifs de l'industrie locale, le Metal and Allied Workers Union (MAWU) de la métallurgie et le National Union of Textile Workers (NUTW) du textile. Plus tard, grâce à un développement national, c'est de ce regroupement initial que naîtra la fédération FOSATU.

L'année 1973 marque donc un tournant que viendront confirmer le soulèvement de la jeunesse à Soweto et dans d'autres Townships à partir du 16 juin 1976, puis la nouvelle offensive ouvrière de 1980. Selon le département sud-africain de la Main-d'œuvre (National Manpower Commission), le nombre de grèves en 1981 a été en augmentation de 65 % par rapport à l'année précédente, atteignant le niveau de 1973, avec 342 grèves et arrêts de travail. Ce sont 92 842 travailleurs qui auraient participé à ces mouvements, occasionnant la perte de 206 225 journées de travail (40 % de plus qu'en 1980). Jamais, même en 1973, les luttes ouvrières n'avaient coûté aussi cher aux capitalistes.

Mais le journal *Cape Times* du 5 février 1982, commentant ces chiffres, fait remarquer qu'il ne s'agit que des grèves « officiellement » enregistrées. Elles ont porté aussi bien sur des questions de salaires que sur des problèmes de conditions de travail, de répression anti-syndicale

6 numéros d'Inprecor sur l'Afrique du Sud pour 20FF

Depuis le mois de septembre 1981, *Inprecor* a publié une série d'articles consacrés à la dénonciation et à l'analyse des relations économiques, politiques et diplomatiques des différents pays occidentaux avec le régime de Pretoria.

Tour à tour, il a été question de la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy face à l'héritage impérialiste français en Afrique du Sud (numéro 108 du 14 septembre 1981), des responsabilités des bailleurs de fonds suisses de l'Apartheid (numéro 109 du 28 septembre 1981), des liens particuliers de la bourgeoisie belge avec Pretoria (numéro 111 du 26 octobre 1981), des fructueux investissements britanniques en Afrique du Sud (numéro 112 du 9 novembre 1981), de la complicité renforcée du gouvernement américain avec Pretoria depuis l'élection de Ronald Reagan (numéro 115 du 21 décembre 1981) et, enfin, des bonnes affaires des capitalistes ouest-allemands en République Sud-Africaine sous le couvert de la théorie social-démocrate du « changement par le commerce » (numéro 117 du 25 janvier 1982).

Pour chacun de ces articles, il a été fait appel à nos collaborateurs membres des sections de la IVe Internationale dans les pays concernés.

Cette série d'articles représente donc un important travail. Elle constitue de ce fait le support politique et informatif de toute campagne nationale contre l'Apartheid sud-africain et pour le droit à l'émancipation des masses noires opprimées de ce pays.

Nous proposons aux lecteurs d'*Inprecor* cette série de six numéros pour la somme de 20 francs français (FF), qu'il est possible de trouver à la Librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris (métro Nation). Il est aussi possible de l'obtenir en écrivant à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Libellez vos chèques à l'ordre de PEC, avec mention au verso « *Inprecor Spécial Afrique du Sud* » (ajouter 5 FF de port pour tout envoi hors de France).

1. *The Durban Strikes, 1973*, IEE, Durban, 1974.

que de réclamations pour la reconnaissance du syndicat par le patron.

LES REGROUPEMENTS SYNDICAUX ACTUELS

On estime à quelque 200 000 le nombre de travailleurs qui sont membres des différents syndicats indépendants (2). Leurs affiliés sont donc ceux qui ont clairement refusé de cautionner le syndicalisme officiel organisé sur une base raciale et notamment le Trade Union Council of South Africa (TUCSA). Dans ce dernier, les travailleurs « africains » n'ont pas le droit d'être dans les mêmes syndicats que leurs camarades « métis » ou « asiatiques » et *a fortiori* que des Blancs. Le TUCSA collabore totalement avec le régime et constitue — c'est le moins que l'on puisse dire — le syndicat de l'aristocratie ouvrière blanche.

Mais, au cours des mouvements de grève, ce sont bien plus que 200 000 travailleurs qui peuvent se reconnaître dans le mouvement des syndicats indépendants. Beaucoup d'ouvriers travaillant dans de toutes petites entreprises ou craignant la répression ne sont affiliés à aucun syndicat. Ils n'en soutiennent pas moins leur combat.

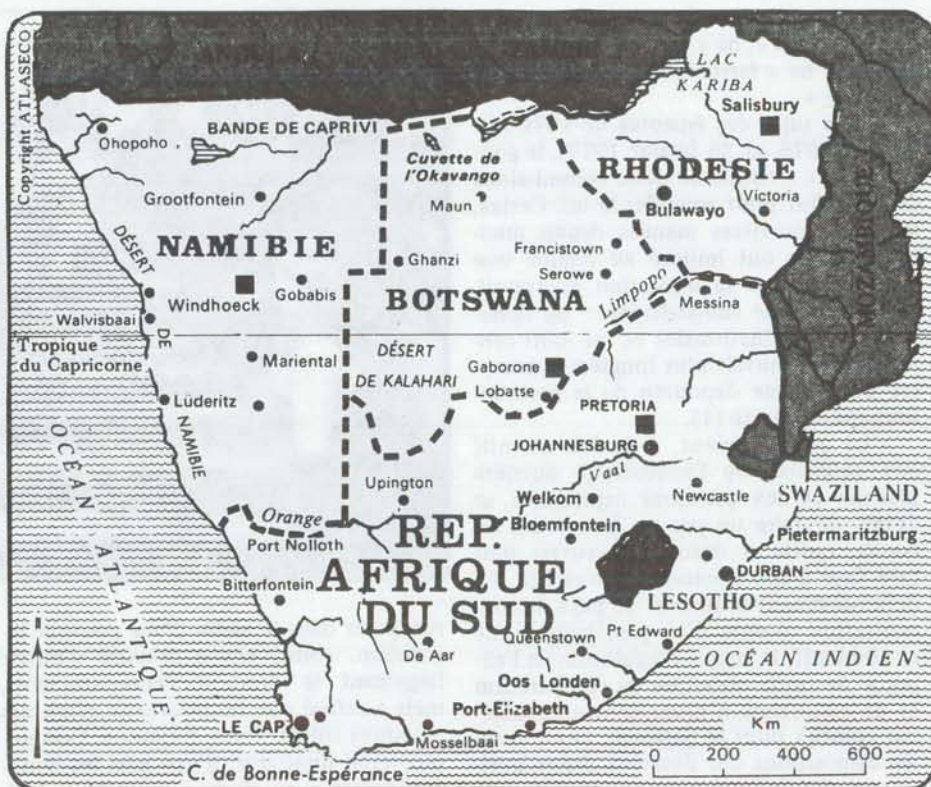
On compte à l'heure actuelle, parmi les organisations les plus significatives, deux fédérations et plusieurs syndicats de branche.

Les fédérations sont la FOSATU déjà citée et le Council of Unions of South Africa (CUSA). Si la première se dit non raciale, la seconde fait encore référence à l'idéologie de la « *black consciousness* », qui ne veut organiser que les travailleurs « africains », jugés plus à l'avant-garde que les autres (3). La FOSATU, de son côté, comprend onze syndicats de branche qui regroupaient 95 000 travailleurs à la fin de l'année 1981, ce qui représente environ 60 % de croissance en une seule année. Cette fédération posséderait 1 500 délégués (*shop stewards*) et serait majoritaire dans 387 usines. Ses syndicats les plus implantés sont le MAWU dans la métallurgie avec 24 300 adhérents et le PWAWU dans l'industrie du papier et du bois avec 8 300 adhérents. La FOSATU elle-même revendique 53 grèves victorieuses sur les 90 menées en 1981.

Le CUSA a été créé en septembre 1980 à Johannesburg, mais les syndicats qui le composent proviennent pour certains de la première moitié des années 1970. Dès sa création, il revendiquait 30 000 membres dans sept syndicats de branche, dont celui de la blanchisserie et celui de l'alimentation et de la confiserie, tous deux impliqués dans de récentes luttes.

A part ces deux fédérations existent un grand nombre de syndicats, parmi lesquels émergent quelques grandes organisations.

Le South African Allied Workers Union (SAAWU) par exemple, issu lui aussi du mouvement de la « conscience noire », a été créé en 1978 et déclare organiser aujourd'hui 80 000 adhérents, principalement dans les régions de



l'Eastern Cape et de Durban. Il a été au centre d'une grève et d'un boycott de soutien aux travailleurs de l'entreprise de confiserie Wilson-Rowntree.

Plus petit mais également très actif, le General Workers Union (GWU) a été créé en 1978 sous le nom de Western Province GWU, dans la mesure où son implantation originelle était dans la province du Cap. Ses effectifs actuels seraient de 20 000 membres.

C'est aussi 20 000 membres que revendique le syndicat de l'alimentation et de la conserverie divisé en deux branches, l'une enregistrée auprès des autorités, l'autre pas (le Food and Caning Workers Union et l'African Food and Caning Workers Union).

Enfin, un autre syndicat, le Motor Assemblies and Components Workers Union (MACWUSA) est une scission de la FOSATU, principalement implantée dans certaines branches de l'automobile.

LE POUVOIR BLANC FACE AU DEVELOPPEMENT DES SYNDICATS

Croire que le régime a laissé de bon gré se développer les syndicats indépendants serait évidemment une erreur grossière. Ce développement récent est un processus qui s'est trouvé menacé à chaque étape et que seul un rapport de force complexe entre les masses, le régime raciste, les directions des entreprises multinationales et l'opposition libérale a réussi à préserver pour l'instant.

Déjà au début des années 1960, le gouvernement avait interdit la South African Congress of Trade Unions (SACTU) qui était lié à l'ANC et qui regroupait à l'époque jusqu'à 50 000 membres. Aujourd'hui, le SACTU n'est plus qu'un sigle et un appareil en exil qui sert d'instru-

ment à la direction de l'ANC dans un certain nombre de conférences internationales.

La législation en vigueur lors des grèves de 1973 reposait principalement sur deux lois, celle sur les salaires (*Wage Act*) et celle sur la « conciliation dans l'industrie » (*Industrial Conciliation Act*). Ces réglementations s'articulaient avec un système de conseils d'industrie (*Industrial Councils*) dans lesquels les travailleurs africains se voyaient représentés par un fonctionnaire blanc. Ainsi pouvaient se « négocier » des conventions collectives hors du cadre de l'entreprise et en dehors de tout contrôle des travailleurs.

Après 1973, une nouvelle législation a été mise en chantier. Les innovations ont consisté principalement à autoriser les travailleurs africains à participer aux *Industrial Councils*, sans droit de vote et à la condition que les autres participants ne s'y opposent pas. Il a également été prévu la constitution de *Liaison Committees* dont une moitié des membres serait élue par les travailleurs noirs et l'autre désignée par la direction de l'entreprise.

Ces nouvelles dispositions n'autorisaient toujours pas les travailleurs africains à faire la grève. Les quelques débrayages prétendument rendus possibles pouvaient toujours être déclarés hors-la-loi

2. Les chiffres sont généralement ceux de la presse syndicale. Les syndicats prennent eux-mêmes la précaution de distinguer les « cotisants » des militants actifs. Il faut en plus interpréter ces données, tant la croissance rapide des effectifs rend parfois anachroniques les chiffres avancés par les statistiques au moment de leur publication.

3. La loi (et par conséquent la terminologie officielle) distingue les « Africains », les « Métis » et les « Indiens ». Afin de contester cette politique raciale de division des masses opprimées, il est parfois fait usage du terme unificateur de « Noirs ».

par le ministère du Travail sous prétexte de « sabotage », de « rassemblements subversifs », de « terrorisme » ou de « communisme ».

A la suite des émeutes de 1976 (du 16 juin 1976 au 28 février 1977), le gouvernement a constitué deux commissions de réflexion pour amender la loi. Certes, les luttes ouvrières menées depuis quelques années ont imposé au régime une modification de sa législation du travail. Mais l'industrie sud-africaine — où dominent les multinationales et les *joint ventures* — ne pouvait plus longtemps accepter un système dépourvu de la moindre soupape de sûreté (4).

Le gouvernement, à la fois attentif aux exigences de l'aristocratie ouvrière blanche et aux pressions capitalistes, se devait de faire un pas en faveur des seconds, quitte à devoir manœuvrer plus tard face à son électorat ultra-raciste. Le développement industriel du pays, la concentration récente d'un prolétariat jeune et combatif, le risque d'explosion en l'absence de toute structure de récupération et de concertation devenaient un problème épineux pour le patronat. Les nouvelles dispositions qui devaient naître quelques mois plus tard seront l'expression de ce paradoxe, à la fois compromis face à la combativité ouvrière et pression des nécessités d'un capitalisme moderne.

LES COMMISSIONS RIEKERT ET WIEHAHN

La première de ces commissions, réduite d'ailleurs au seul Dr Riekert, a eu pour objet de mettre au point des propositions pour les zones d'habitation des « Africains », les excluant définitivement (si ce n'était déjà le cas le plus souvent) et confirmant l'articulation entre les *Townships* — sorte de réserves urbaines — et les bantoustans, c'est-à-dire des réserves tout court, supposés devenir à terme pour le régime des Etats « indépendants ». Ainsi considéré, le travail des « Africains » était strictement un travail sous contrat temporaire « en zone blanche », c'est-à-dire en Afrique du Sud, pays étranger pour l'ouvrier « provenant de son Etat (bantoustan) "indépendant" ».

La Commission Wiehahn, pour sa part, avait à réfléchir sur les droits des travailleurs noirs, et notamment sur les droits syndicaux. Confrontée aux débuts du syndicalisme indépendant, elle a d'abord dû s'attaquer à cette curieuse contradiction qui aurait fait des syndicats reconnus et collaborationnistes des organisations moins efficaces que ces syndicats indépendants, nés du travail militant dans les entreprises et liés par aucune obligation au système antérieur.

La seconde contradiction pour les membres de la Commission Wiehahn était le développement de négociations dans les entreprises entre patrons et syndicats hors du système des *Industrial Councils*.

La Commission a accouché d'un système complexe qui prétendait résoudre ces problèmes. Elle a été obligée de reconnaître dans les faits la réalité du syndicalisme indépendant, mais à chercher à le



L'Apartheid présent jusque dans les stades. (DR)

récupérer dans le cadre d'une nouvelle législation. Ainsi, elle a proposé d'ouvrir largement le droit à l'enregistrement, mais a refusé que les nouveaux syndicats reconnus soient « non raciaux ». Cela impliquerait donc que, d'une part les syndicats soient — au choix — pour des « Africains », ou des « Métis », ou des « Indiens », ou des Blancs, et qu'ils se soumettent au contrôle de l'Etat en ce qui concerne leurs finances, leurs revenus, le nombre d'adhérents, etc. Par ailleurs, les nouvelles règles excluaient les travailleurs agricoles, les gens de maison, les migrants et — jusqu'à une date toute récente — les mineurs. La loi interdit toute collecte de fonds en soutien à une grève et à plus forte raison toute aide venant de l'étranger. Bien sûr, toute relation avec une organisation politique ou assimilée — comme des associations communautaires de quartier dont le développement et la combativité sont aussi un fait saillant du moment — est prohibée.

ETRE OU NE PAS ETRE ENREGISTRE ?

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que cette question de l'« enregistrement » soit devenue une des questions les plus débattues et les plus controversées au sein du mouvement syndical indépendant. La FOSATU, par exemple, est constituée par un certain nombre de syndicats enregistrés, et elle explique ce choix par des raisons tactiques, afin de ne pas avoir à

engager prématurément l'épreuve de force avec le régime, ce qui se ferait au détriment d'une première étape d'implantation et de stabilisation dans les entreprises.

Il est un fait que le gouvernement, en s'attaquant à tout le mouvement syndical, trouve plus aisément la brèche parmi les syndicats non enregistrés, dont la situation vis-à-vis des réglementations est plus précaire. Ainsi, le SAAWU et le GWU déjà cités sont particulièrement visés ces derniers temps. La Fédération CUSA est, tout comme la FOSATU, constituée de syndicats enregistrés. Mais cette dernière se déclare aussi comme syndicat « non racial », ce qui est une autre forme de « non-conformité » (5).

Généralement, les observateurs qui se situent dans le camp anti-Apartheid jugent que la question de l'enregistrement est décisive et discriminante pour séparer les syndicats radicaux des autres. Il ne semble pourtant pas que cela soit aussi simple. Certes, il ne fait de doute pour personne qu'il faille dénoncer cette exigence de l'enregistrement ainsi que toutes les réglementations qui visent à contrôler les syndicats indépendants. Mais la naissance du mouvement syndical indépendant est encore très récente ; l'histoire de chaque syndicat, parfois dans chaque usine, est très souvent spécifique.

L'aboutissement de ce processus a pu être, dans certains cas, la formation d'un syndicat enregistré, sans que cela signifie que sa direction soit compromise (6). Il

4. Le principal groupe industriel sud-africain, Barlow Rand, précise comme suit sa politique : « Le groupe doit agir dans le cadre de la loi et des accords professionnels ayant force de loi. Néanmoins, il s'attachera à faire changer les lois et les attitudes qui aboutissent à une discrimination contre ses employés ou qui s'opposent à la réalisation des objectifs énumérés ci-dessus (à savoir le code social interne fortement paternaliste). » Code d'honneur de Barlow Rand, 3e édition, février 1981.

5. L'Apartheid n'a pas comme seul objet de séparer les Blancs des autres. Il a aussi pour fonction de séparer les différents groupes d'opprimés entre eux et d'empêcher leur unité. C'est pourquoi la proclamation de syndicats « non raciaux » (FOSATU, GWU, SAAWU, etc.)

prend un caractère de syndicalisme de classe, à l'encontre des tentatives de quelques couches de privilégiés indiens ou métis de s'approprier les luttes et les mouvements de « leur » groupe racial.

6. « La position sur l'enregistrement est que la FOSATU ne l'a jamais conçu comme un principe. Nous ne croyons pas que les syndicats devraient être enregistrés : ils devraient simplement avoir le droit de faire leur travail. Mais là où nous voyons que nous pouvons l'utiliser (l'enregistrement) pour atteindre nos objectifs, nous devons l'utiliser. Par exemple, avant que notre syndicat ne soit unifié avec le syndicat national NUMARWOSA, nous étions enregistrés. » Joe Foster, secrétaire général de la FOSATU, interview parue dans SASPU National, septembre 1981.

en est de même quant à l'attitude envers les *Industrial Councils*.

Il suffit de voir ce qui se passe au cours des luttes et de constater que la répression entraîne régulièrement la solidarité de tous, « enregistrés » ou pas, pour se rendre compte que cette question demeure aujourd'hui du domaine de la tactique.

Il ne faudrait toutefois pas croire qu'il en sera toujours de même. Mais, lorsque l'épreuve de force éclatera, ce ne sera plus la seule question de l'enregistrement ou la simple participation aux *Industrial Councils* qui sera en jeu (7).

La question de l'unité reste sans aucun doute la question centrale. C'est dans l'unité que s'était organisée la riposte à la répression contre des syndicalistes dans des bantoustans, notamment au Ciskei où 205 militants, entre autres du SAAWU, avaient été emprisonnés. Plus récemment, au mois de février 1982, l'unité s'est de nouveau forgée après l'assassinat en prison (sous couvert d'un « suicide ») de Neil Aggett, secrétaire de l'African Foods and Canning Workers Union du Transvaal. Sa mort a soulevé une émotion considérable dans le pays. Il était le premier Blanc tué dans de pareilles conditions parmi les 43 détenus politiques morts en détention depuis 1963. Le 11 février 1982, un mot d'ordre d'arrêt de travail de une heure, lancé par tous les syndicats indépendants, a été suivi par environ 100 000 travailleurs. Bien qu'apparemment modeste, ce chiffre est très significatif. Il est de l'ordre

de celui des grèves de 1973 ou de 1981. D'autre part, il était le premier mouvement appelé unitairement et, au cours des funérailles célébrées le 13 février, le secrétaire général du GWU a pris la parole au nom de l'ensemble des syndicats indépendants. Enfin, il s'agit d'un symbole, puisque Neil Aggett lui-même était l'un des responsables de l'organisation de la IIe Conférence unitaire des syndicats qui doit se tenir au cours du premier semestre de l'année 1982.

LA QUESTION DE L'UNITÉ

Rien n'est plus important que la question de l'unité, même si chacun s'accorde à dire qu'on ne fait pas l'unité pour elle-même, mais pour faire avancer la classe ouvrière.

Le prolétariat sud-africain est généralement jeune et sans expérience. Il est le produit de l'industrialisation de ces vingt dernières années. La division syndicale est donc souvent l'expression de l'inégalité des expériences. Certains syndicats en sont à découvrir l'importance de la structuration au niveau de l'entreprise. Sur les questions de démocratie interne aussi, il faut être capable de distinguer entre une véritable aptitude à organiser la vie syndicale sur une base de masse et des professions de foi très démocratiques qui peuvent couvrir une insuffisance de réflexion sur les questions organisationnelles. Les racisés sud-africains ne sont pas des enfants

de chœur et les syndicalistes ont à se préparer organisationnellement à de très durs affrontements.

C'est précisément parce que la division actuelle est le résultat d'une histoire éclatée que le combat pour l'unité est si important. Il n'y a pas à proprement parler de division politique du mouvement syndical. Les divergences sur l'enregistrement, sur les questions de revendication et d'organisation ne suffisent pas pour justifier une division prolongée. D'une certaine manière, ces divergences sont justement la conséquence d'expériences très différentes car non débattues et non centralisées dans un syndicat unique.

S'il faut qu'un jour le prolétariat sud-africain puisse avoir un syndicat unique, non racial et indépendant, il faut s'intéresser de très près, dès aujourd'hui, aux rapports unitaires entre les différentes composantes du mouvement.

Cela a notamment été le cas lors de la Ire Conférence unitaire des syndicats, tenue à Langa, qui est un quartier du Cap, en août 1981. Cette initiative d'une portée considérable a rassemblé une centaine de délégués dans une unité certes précaire, mais qui a tout de même été capable de produire plusieurs résolutions pour une stratégie commune face à la législation gouvernementale, à l'enregistrement, aux *Industrial Councils*, à la répression, etc. (voir encadré). L'unité réalisée lors des funérailles de Neil Aggett trouve en partie son origine dans cette Conférence de Langa.

Si chacun doit travailler à l'unité, il ne faut tout de même pas ignorer la responsabilité toute particulière de l'avant-garde politique dans les efforts tendant à l'unification syndicale. Celle-ci est encore dramatiquement faible en Afrique du Sud et il n'est pas envisageable de voir apparaître à brève échéance un courant politique qui puisse, dans les divers syndicats et fédérations, avancer la même politique en vue de pousser vers l'unification.

Chaque direction a sa part de responsabilités dans l'avenir de l'unité. Mais il se pourrait que les fédérations puissent jouer un rôle décisif dans la mesure où elles sont déjà un cadre de rassemblement large. Le degré d'organisation sur le terrain des entreprises, la capacité à structurer réellement la classe ouvrière sur le lieu de travail (comme le fait déjà la FOSATU par exemple), la possibilité de fédérer et de coordonner les activités dans tout le pays sont aussi des éléments importants pour une politique d'unification du mouvement ouvrier. De telles capacités accroissent la responsabilité de certaines directions.

7. Dans l'interview cité à la note 6, il a été posé à Joe Foster la question de savoir quelle serait l'attitude de son syndicat si le régime refusait le caractère « non racial » de sa centrale. Il a répondu : « S'il est nécessaire de se désenregistrer, je ne pense pas qu'il y aurait une quelconque hésitation de la FOSATU pour se désenregistrer. J'estime que nous avons dit que nous n'acceptons pas l'enregistrement racial. »

Extraits de la conférence syndicale de Langa

« Nous acceptons que les syndicats soient des organismes publics et en conséquence nous ne contestons pas le fait de fournir des informations concernant nos statuts, nos finances et notre représentativité. Cependant, nous refusons de nous soumettre au contrôle de quiconque d'autre que nos membres. Nous combattons donc et nous refusons l'actuel système d'enregistrement, puisqu'il est présenté comme devant contrôler et interférer dans les affaires internes du syndicat.

« Notre réunion est tombée particulièrement d'accord pour soutenir chacun d'entre nous contre tout abus des moyens d'investigation accordés aux autorités par l'Industrial Conciliation Act.

« Notre réunion est également tombée d'accord pour que les syndicats apportent leur appui à tous ceux qui remettent en cause les restrictions au droit de soutien aux grèves ouvrières. C'est un droit reconnu internationalement aux travailleurs de cesser le travail. D'ailleurs, dans les conditions et dans le cadre de la législation actuelles, les grèves sont fréquentes du fait des bas salaires, des procédures de négociation insuffisantes et des procédures officielles complètement impraticables en cas de conflit. Les travailleurs n'ont donc pas d'autre alternative que de se lancer dans des grèves illégales. C'est, dans tous les cas, le devoir et la fonction des syndicats de soutenir leurs membres dans toutes les circonstances, y compris par le paiement des jours de grève. L'interdiction d'un soutien financier aux grévistes ne sera pas respectée ... »

General Workers Union (GWU), Food and Canning Workers Union (FCWU), African Food and Canning Workers Union (AFCWU), Federation of South African Unions (FOSATU), Council of Unions of South Africa (CUSA), South African Allied Workers Union (SAAWU), Motor Assemblers and Component Workers of South Africa (GWUSA), Black Mu-

nicipal Workers Union (BMWU), Commercial Catering and Allied Workers Union of South Africa (CCAWUSA), Orange Vaal General Workers Union (OVGWU), General and Allied Workers Union (GAWU), Cape Town Municipal Workers Association (CTMWA).

Ire Conférence unitaire des syndicats
Langa, Cape Town, 8 août 1981.

Il ne peut cependant échapper à personne que cette question est fondamentalement d'ordre politique. La construction d'une avant-garde politique se joue pour beaucoup sur cette affaire. Le fondement de l'unité syndicale, c'est tout le problème des revendications de masse contre le système dans sa totalité. En Afrique du Sud, c'est la question nationale qui peut demain faire clivage et diviser les rangs ouvriers. Et l'indépendance de classe du mouvement des masses ne se joue pas seulement vis-à-vis du régime, mais aussi vis-à-vis du patronat, des libéraux et de toutes les officines impérialistes.

UN TOURNANT DE L'ANC ET DE LA SACTU ?

Précisément, le programme de l'ANC n'est pas celui de l'indépendance de classe du mouvement des masses sud-africaines pour leur émancipation. En perpétuel *flirt* avec les libéraux blancs, la direction de l'ANC — contrôlée conjointement par les nationalistes et les stalinien du South African Communist Party (SACP) — s'était jusqu'à présent comportée de manière sectaire. L'ANC étant présentée comme l'unique et naturelle avant-garde du peuple sud-africain, il allait de soi que la SACTU, son satellite syndical, « devait » être la seule organisation représentative des ouvriers...

Or, la lecture de la presse de la SACTU montre une évolution récente sur la question syndicale. Fait impensable voilà quelques années, le bulletin de la SACTU s'est mis à mentionner la conférence de Langa et à interviewer des syndicalistes du SAAWU et du GWU (8).

Une telle évolution peut s'expliquer par la pression des événements. La SACTU, appareil extérieur, ne peut passer par dessus l'existence de dizaines de milliers de travailleurs membres de syndicats indépendants. Mais cette explication est à elle seule sans doute insuffisante. Il faut aussi y voir une évolution de l'ANC et, en son sein, du Parti communiste sud-africain (SACP). Le tournant politique serait effectivement de s'adapter à un mouvement syndical qui est né en dehors d'eux et de tenter de le capitaliser à leur profit. Pour ce faire, l'ANC bénéficie d'un incontestable écho parmi les masses. Sans que ce soit sur la base de son programme et encore moins sur la base d'une organisation clandestine à caractère de masse, l'ANC — sorte de symbole — voit grandir son prestige dans la mesure où elle apparaît comme la seule organisation à caractère politique faisant largement parler d'elle dans la presse (9).

Il serait pourtant faux de ramener la politique de l'ANC et du SACP à la seule guérilla urbaine. Si, pour des raisons de propagande, ces directions s'évertuent à dire que telle est la seule stratégie centrale pour l'Afrique du Sud, elles ne font pas exactement ce qu'elles disent. La guérilla urbaine n'est qu'un aspect secondaire d'une politique qui se fonde d'abord sur les rapports particuliers avec l'opposition bourgeoise libérale. Dans ce contexte, il ne fait pas de doute que la politique de

l'ANC peut être aussi de se réclamer de l'unité syndicale.

Mais, si cette unité venait à se réaliser demain dans le cadre de la politique de collaboration de classe de la *Freedom Charter* (10) et des pratiques réformistes de ce courant, il serait à craindre que tout son potentiel en soit dilapidé.

Il s'agit donc bien d'une course de vitesse, même si — dans un tel pays — il est encore plus dangereux qu'ailleurs de confondre vitesse et précipitation. Le mouvement des masses aurait tout à gagner d'une unification syndicale qui évite l'ornière de la collaboration de classe préconisée par l'ANC.

Lors des funérailles de Neil Aggett, qui ont été suivies par plusieurs milliers de personnes, le drapeau de l'ANC a été posé sur le cercueil et l'hymne de l'organisation a été entonné par la foule.

Il ne fait pas de doute que ces symboles relèvent souvent d'un réflexe spontané des travailleurs qui y voient un moyen de lier le passé au présent, sans que cela signifie un accord réfléchi avec le programme et la pratique de la direction de l'ANC. Mais, par contre, ces mêmes symboles peuvent couvrir, au niveau des directions syndicales, de réelles divergences politiques sur l'avenir de la lutte, son programme et ses objectifs.

VERS DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS

Le régime s'est vu imposer, malgré toutes les précautions qu'il a prises, un mouvement syndical qui lutte, rassemble et organise. Personne n'ignore, en Afrique du Sud, que le mouvement syndical est dans le collimateur du régime qui cherche la faille pour l'attaquer et le réduire à néant. S'il ne l'a pas encore fait, c'est pour une raison précise : l'intensité qu'aurait une telle épreuve de force, dépassant largement les affrontements des années 1960 et 1970, est actuellement hors de sa portée. Le gouvernement de Pieter Willem Botha est confronté à de vives fluctuations économiques du fait des mouvements des cours de l'or, mais il s'est engagé dans des projets qui exigent toujours plus d'investissements.

En 1976 déjà, les émeutes de Soweto avaient ralenti pour un temps le flux des capitaux impérialistes. Un affrontement avec les syndicats porterait le fer directement dans les entreprises, compromettrait les rapports avec le patronat et bloquerait une partie des investissements étrangers.

Mais personne ne peut s'imaginer que

les syndicats vont continuer à croître au rythme actuel sans que la classe dirigeante blanche ne se rebiffe. L'unité sera donc une arme importante pour faire front dans une telle épreuve.

Un autre danger existe pour les syndicalistes et pour tout le mouvement de masse : il s'agit des libéraux et de certains groupes patronaux qui s'offrent avec compassion pour « aider » et « former » des syndicalistes (11). Certains patrons sont parfois tellement prévenants qu'on pourrait oublier qu'ils exploitent allègrement cette même main-d'œuvre noire depuis des années. Des fédérations mondiales — comme la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) — aimeraient bien aussi jouer les marieuses entre le syndicalisme indépendant et les intérêts à long terme de l'impérialisme, au côté de fondations comme la Fondation Friedrich-Ebert, liée à la social-démocratie allemande.

En définitive, tout cela ramène la question de la croissance syndicale à une interrogation : que faire après ? On trouve curieusement, dans le cas sud-africain, des questions déjà posées tant au Brésil qu'en Pologne. Comme dans ces deux cas, on assiste à un mouvement de masse dont l'une des formes principales de composition est l'apparition d'un syndicalisme indépendant de masse. Tout comme dans la situation polonaise et brésilienne, l'avenir dépend de la capacité d'une partie des directions syndicales à résoudre la question de la direction politique du mouvement de masse et à construire un *parti ouvrier* d'avant-garde.

Cette question est objectivement à l'ordre du jour. Mais il est encore difficile de savoir comment elle se concrétise dans l'esprit des militants, dans la mesure où ce type de débat ne peut avoir d'expression publique, car la répression serait sauvage et sans merci pour tous ceux qui oseraient défier pareillement le régime raciste. Il s'agira donc dans un premier temps d'un mouvement moléculaire et souterrain.

Obligé d'avancer pour ne pas reculer, telle est la situation dans laquelle se retrouve le mouvement syndical sud-africain. La question reste posée de savoir si de ce mouvement de masse naîtra une avant-garde révolutionnaire capable de diriger tous les opprimés contre la barbarie de l'Apartheid et contre l'exploitation capitaliste. ■

Nathan PALMER
Peter BLUMER
Mars 1982.

8. Voir *Workers Unity*, journal de la SACTU, janvier 1982. Dans ce numéro, une grande importance est donnée à la Conférence unitaire de Langa, au syndicat SAAWU et on y parle copieusement d'unité syndicale..., toutes choses impensables dans la presse de la SACTU voilà encore une année. Cette « ouverture » s'accompagne évidemment d'un rappel du rôle d'avant-garde de la SACTU, de l'ANC et de son bras armé, l'Umkhonto we Sizwe (Fer de lance de la nation), donnant à entendre que l'unité syndicale en question devrait se faire sous l'égide de ce bloc.

9. L'autorité dont peut bénéficier l'ANC provient largement des opérations militaires auxquelles s'ajoute l'emprisonnement, depuis

1963, de son ancien leader, Nelson Mandela, qui est par lui-même un symbole.

10. *Freedom Charter* (Charte pour la liberté) : sorte de programme général démocratique dont l'ANC considère la réalisation comme une étape nécessaire dans la lutte du peuple africain.

11. Alors que la direction du syndicat raciste TUCSA feignait d'ignorer les funérailles de Neil Aggett, des groupes patronaux ont fait savoir leur désapprobation de la répression policière. La Chambre fédérale des industries a fait passer une note aux patrons leur conseillant une parfaite neutralité au moment de la grève de une heure le jour de l'enterrement. (*Cape Times*, 10 février 1982.)

La résistance ouvrière à la politique du Pacte social

DEPUIS que l'article que nous publions ci-dessous a été rédigé, a eu lieu en Italie la grève générale de deux heures du vendredi 2 avril. La mobilisation des travailleurs a été assez inégale. Dans certains cas, elle est même passée presque inaperçue. Elle a eu, par contre, un certain succès là où l'« arrêt du travail » a été prolongé ou suivi par des manifestations.

Le mercredi 7 et le jeudi 8 avril, une assemblée nationale de la métallurgie (qui, en Italie, inclut aussi bien les industries mécaniques que la sidérurgie et l'automobile), réunie à Montecatini, a discuté les propositions des dirigeants syndicaux pour la définition de la plate-forme de renouvellement du contrat national.

La bataille a été dure et les dirigeants ont dû reculer sur certains points, dont l'introduction d'une nouvelle catégorie privilégiant les cadres et les contremaîtres, que la plupart des délégués a rejetée.

La plate-forme reste néanmoins assez modérée (la revendication la plus significative est celle des 37 heures 30 de tra-

vail hebdomadaire pour tous d'ici à la fin de 1984) et, en fait, elle accepte le cadre fixé par le gouvernement — et déjà accepté par les directions de trois centrales syndicales — qui s'oppose à toute revendication salariale remettant en cause le plafond de 16 % du taux d'inflation espéré.

Les luttes ne commenceront sans doute pas immédiatement. Les patrons pourront jouir d'un « délai de réflexion ». Sur un total de 1 300 délégués, environ 150 se sont abstenus et une dizaine ont voté contre.

La modération des dirigeants syndicaux n'a pas eu, toutefois, le résultat qu'ils espéraient. Le patronat de la métallurgie a repoussé, dans une déclaration très dure, les revendications de la Fédération unitaire de la métallurgie (FLM). On peut donc s'attendre à des conflits importants dans les mois qui viennent. ■

L. M.
19 avril 1982.

Elettra DEIANA

Tout au long de l'année 1981, les travailleurs italiens ont subi les effets d'une double attaque particulièrement intense et concentrée : d'une part, le patronat a cherché à imposer une réduction massive de la main-d'œuvre active, par le recours à la procédure de mise en chômage technique (« mobilité externe ») et par des licenciements collectifs ; d'autre part, le gouvernement Spadolini a développé une politique d'austérité particulièrement dure pour la classe ouvrière, en recourant à des coupes sombres dans les dépenses publiques d'équipements collectifs et de santé, en relevant les tarifs publics, et surtout en remettant en cause l'échelle mobile des salaires, présentée comme la principale cause des difficultés rencontrées par la prétendue économie « nationale ».

L'attaque contre l'échelle mobile a été soigneusement préparée par le patronat et par le gouvernement par une campagne lancinante engagée depuis plus d'un an et qui a duré pendant des mois. L'objectif de cette campagne a été de démontrer que si l'économie capitaliste italienne n'est pas compétitive sur le marché international, c'est du fait du coût de la force de travail, coût excessif causé par les trop nombreux automatismes qui pèsent sur la formation des salaires des travailleurs italiens, liés à des mécanismes sans rapport avec la productivité du travail. La conséquence qu'en tirent le patronat et le gouvernement est simple : remettre en cause l'échelle mobile qui est l'élément central de tous ces automatismes, celui qui — malgré les limites de son fonctionnement — a permis au salaire ouvrier, et de manière générale aux revenus

du travail exploité, de ne pas trop se laisser rogner par l'inflation.

Au cours du printemps 1981, il y a eu entre les travailleurs d'un côté, et le patronat et le gouvernement de l'autre, une véritable partie de bras de fer. Les pressions pour arriver à une remise en cause de l'échelle mobile ont été énormes. On pouvait lire chaque jour dans les principaux quotidiens nationaux des interviews et des déclarations de représentants patronaux réclamant une telle mesure, ou des propositions d'experts économistes bourgeois visant à substituer à l'actuel mécanisme d'échelle mobile un système moins favorable aux travailleurs.

La bonne volonté dont ont fait preuve les directions syndicales — la Confédération générale italienne du travail (CGIL) à direction communiste, la Confédération italienne syndicale des travailleurs (CISL) d'origine chrétienne et l'Union italienne du travail (UIL) à direction socialiste — pour discuter d'une telle modification de l'échelle mobile a provoqué une véritable levée de boucliers dans les entreprises en 1981 : sur tous les lieux de travail comme dans les structures de base des syndicats a été affirmée une condamnation nette et sans appel de la position des directions ainsi qu'une exigence que soit défendue l'échelle mobile. Luciano Lama (CGIL), Pierre Carniti (CISL) et Giorgio Benvenuto (UIL) ont dû faire marche arrière. Mais ce recul public n'a pas été, comme on pouvait s'y attendre, un changement d'orientation. A l'intérieur des trois centrales syndicales s'est alors ouverte une longue phase de discussions et de tractations pour déterminer une « proposition unitaire autonome » en matière salariale comme base de négocia-

tion avec le patronat et le gouvernement. En d'autres termes, plutôt que de reprendre à leur compte la position claire et nette des travailleurs : « *Bas les pattes devant l'échelle mobile !* », les confédérations ont accepté de s'engager sur la voie choisie par l'adversaire de classe, celle de la police des salaires. Les directions ont ainsi pratiquement bloqué pendant des mois toute initiative syndicale, en ne faisant rien pour préparer le renouvellement des conventions collectives (contrats) des principales branches de l'industrie qui arrivaient à terme à la fin 1981, et en laissant dans l'isolement le plus complet les luttes qui se déclenchaient dans les entreprises — toujours plus nombreuses — touchées par les licenciements.

Entre-temps, le gouvernement Spadolini lançait une autre grande campagne qui est toujours son cheval de bataille aujourd'hui, celle du maintien des augmentations de salaires à l'intérieur d'un taux d'inflation prédéterminé. Les travailleurs devraient accepter que leur salaire et l'échelle mobile ne progressent pas plus de 16 % en un an en échange d'un engagement du patronat et du gouvernement à contenir la progression des prix à ce niveau. En somme, une proposition de Pacte social qui ferait que la classe ouvrière renoncerait à son autonomie de lutte et de défense de ses conditions de vie et de travail, en laissant les mains libres au patronat.

LE DEBAT SYNDICAL SUR L'ECHELLE MOBILE

La discussion entre la CGIL, la CISL et l'UIL a continué pendant des mois au milieu de pressions et d'intimidations de

toutes sortes de la part du patronat et du gouvernement. Alors que la CISL et l'UIL se sont montrées dès le début (elles l'étaient même avant les mobilisations ouvrières du printemps 1981) favorables à une politique de concertation en matière de salaires et d'inflation, pour un accord tripartite entre les syndicats, le patronat et le gouvernement, et pour l'acceptation complète de la politique de Spadolini, cette orientation a rencontré plus de difficultés dans la CGIL. Non pas, certes, parce que Luciano Lama et les autres dirigeants de cette confédération seraient en désaccord avec la nécessité d'un Pacte social et de sacrifices ouvriers — ils ont toujours été en première ligne pour défendre une telle orientation depuis quatre ans —, mais tout simplement parce qu'ils se heurtent à une base plus ouvrière, plus combative et plus consciente que celle des autres confédérations, et à des structures syndicales de base encore liées aux expériences de lutte de la fin des années 1960 et du début des années 1970.

Finalement, en décembre 1981, les secrétaires généraux des trois confédérations se sont mis d'accord sur un document long et alambiqué dont l'axe principal est l'acceptation du plafond des 16 %.

Ils n'ont pas pu éviter pour autant une consultation de leur base ouvrière. La CGIL, particulièrement — du fait des fortes pressions qu'y exercent encore des cadres syndicaux et des délégués combattifs —, a poussé dans ce sens en surmontant les résistances de la CISL et de l'UIL qui auraient préféré éviter une confrontation avec la base.

Il y a ainsi eu, en janvier 1982, une consultation, c'est-à-dire une discussion du document des directions syndicales sur tous les lieux de travail. Cette consultation a été menée de façon très anti-démocratique : les travailleurs n'ont pas eu la possibilité de lire ni de discuter de manière approfondie le document qui leur a été distribué au dernier moment et qui, du fait de sa longueur, rendait nécessaire un certain délai pour permettre une réflexion approfondie. De plus, le calendrier de la discussion a été réduit au minimum et, contrairement à ce qui avait été fait dans le passé à l'occasion d'autres consultations syndicales, aucune forme, même partielle, d'assemblée nationale de délégués de base n'a été prévue. Le dernier mot est donc resté aux instances dirigeantes des trois confédérations élues lors des Congrès syndicaux de 1981.

Malgré ces importantes limites, la consultation a fourni une nouvelle confirmation de la vitalité, de la conscience et de la combativité qui animent encore de larges secteurs de la classe ouvrière italienne.

Un autre élément significatif apparu au cours de cette consultation concerne la profonde défiance que des secteurs de masse très significatifs nourrissent à l'égard de la stratégie du mouvement syndical. Cette défiance a déjà provoqué des phénomènes de rupture entre la base et les directions et une désaffection à l'égard de l'activité syndicale chez de nombreux délégués et militants. Ainsi, un

nombre important de travailleurs s'est-il abstenu de participer à ces assemblées que les directions syndicales manipulent sans tenir compte des volontés exprimées par la base. Les secteurs les plus politisés et les plus conscients ont au contraire participé à ces consultations et ont exprimé une position clairement négative à l'égard des propositions de la CGIL, de la CISL et de l'UIL. Les métallurgistes, qui ont toujours représenté le secteur le plus combatif et le plus conscient de la classe ouvrière italienne, ont rejeté le document des confédérations de la manière la plus vigoureuse.

Le refus des travailleurs s'est exprimé de diverses façons, soit par la présentation d'amendements au texte syndical, soit par la rédaction de motions contradictoires.

Selon les sources syndicales elles-mêmes, il n'y a eu — au niveau national — que peu d'assemblées générales qui n'aient pas voté d'amendements ou de compléments, modifiant souvent complètement le sens général du document, tout particulièrement en ce qui concerne le plafond des 16 %. Ces amendements traduisaient souvent une profonde défiance à l'égard du gouvernement et le rejet de sa politique d'austérité anti-ouvrière.

Les rejets de la plate-forme des confédérations, exprimés par l'adoption de motions opposées à celle des directions syndicales, ont été très nombreux et extrêmement significatifs. La situation la plus significative à cet égard, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, concerne la Lombardie, où le pourcentage de votes négatifs a été particulièrement élevé et s'est exprimé de manière parfaitement clair sur le plan politique. Cela n'est pas fortuit, car la classe ouvrière milanaise est aujourd'hui la cible d'une attaque patronale particulièrement importante sur le terrain de l'emploi. Après avoir infligé au mouvement ouvrier italien la défaite de la FIAT d'octobre 1980, le patronat s'engage aujourd'hui sur la voie d'autres épreuves de force significatives et Milan, où est concentré un des secteurs du mouvement syndical bénéficiant de la plus longue expérience historique, représente un enjeu

particulièrement important pour le patronat public et privé. De plus, tout au long de l'année passée, les travailleurs milanaise ont été à la tête des mobilisations contre les atteintes répétées à l'échelle mobile.

A l'Alfa Romeo, la plus grosse entreprise de Milan, 90 % des travailleurs ont repoussé une motion présentée par la majorité du conseil d'usine et ont approuvé celle qui a été présentée par la minorité de gauche. Le même phénomène s'est reproduit dans d'autres entreprises importantes de Milan et dans le reste de la Lombardie. A Brescia, autre grosse concentration industrielle de la Lombardie, un secteur syndical entier, la FIOM (c'est-à-dire les métallurgistes de la CGIL), a organisé la bataille pour le « non », qui l'a emporté dans presque toutes les entreprises de la métallurgie. La critique fondamentale faite par les travailleurs aux bureaucraties syndicales concerne la priorité donnée au problème du « coût du travail » au détriment de la défense de l'emploi.

L'OPPOSITION OUVRIERE

Divers facteurs ont contribué à déterminer cette attitude des travailleurs. En premier lieu, une coupure de plus en plus grande entre la base et les directions. La ligne des bureaucraties a perdu de sa crédibilité ; les interventions des directions apparaissent de plus en plus pesantes et anti-démocratiques. Cela ne signifie pas que la base ouvrière s'oppose systématiquement à la politique des directions, comme cela s'est produit au cours de la consultation sur le document concernant l'échelle mobile. Très souvent, quand des choix immédiats doivent être faits, et que les travailleurs ne voient pas d'alternative, ils acceptent la solution proposée par les directions, même si c'est à contre-cœur, en l'assortissant de critiques. Il en a été ainsi au cours de nombreuses luttes sur l'emploi qui se sont conclues par des accords défavorables — licenciements plus ou moins déguisés par des mises à pied temporaires — que les travailleurs ont acceptés, même après des luttes extrêmement dures, parce que la bureaucratie qui les a isolés, s'est ensuite efforcée de les

Manifestation à Rome en 1977. (DR)



convaincre qu'il n'y avait plus rien à faire et que ces accords représentaient un moindre mal.

Cependant, au cours des mobilisations les plus massives, l'affrontement avec les directions devient pour la masse des travailleurs le seul moyen concret d'exprimer son désaccord et de lancer un avertissement politique.

Deux autres facteurs ont cependant pesé sur les résultats de cette dernière consultation : d'une part, la combativité maintenue des travailleurs italiens et le haut niveau de conscience que de larges secteurs de la classe ouvrière conservent, malgré les revers subis, les divisions entretenues et les reculs provoqués par l'offensive capitaliste et par l'orientation des bureaucraties ; par ailleurs, un processus de différenciation politique a commencé à s'esquisser, même si c'est de manière encore confuse, incertaine et contradictoire, à l'intérieur du mouvement syndical.

Au cours de cette consultation de la base, un rôle déterminant a souvent été joué par de petits noyaux d'avant-garde et par des militants isolés dont l'intervention a redonné confiance et élan aux assemblées générales de travailleurs. Dans des endroits comme Brescia, où ce phénomène a pris des dimensions considérables, de profonds processus de différenciations se sont produits dans la sphère d'influence communiste. Malgré les efforts de persuasion de la direction du Parti communiste italien (PCI), et malgré les interventions des fédérations pour inciter les militants ouvriers à voter « oui », de nombreux secteurs ouvriers du PCI ont rejeté ce document, en votant des motions alternatives, en rejetant tout simplement la proposition des syndicats, ou bien enfin en présentant des amendements importants, voire des résolutions contradictoires.

Cette tendance à la différenciation politique à l'intérieur des syndicats italiens va aller en s'accroissant. Dans la période qui vient, le patronat s'efforcera d'intensifier sa politique d'austérité, en essayant de faire avaler une pilule amère aux travailleurs. La centrale patronale Confindustria s'est lancée depuis des mois dans une violente campagne contre les contrats de branche et prétend subordonner l'ouverture des négociations dans ce domaine à la signature d'un accord général sur le problème du coût de la main-d'œuvre. Si l'échelle mobile est toujours dans la ligne de mire de la bourgeoisie, la réduction des dépenses sociales est l'axe principal de la politique du gouvernement.

DIFFERENCIATIONS AU SEIN DU MOUVEMENT SYNDICAL

Dans cette situation, il est clair que l'orientation des confédérations, leurs reculs successifs et leur adaptation aux exigences capitalistes, se heurtent aux intérêts des travailleurs et entrent en conflit avec les acquis de larges secteurs des masses ; par exemple, les garanties représentées par les automatismes salariaux indépendants de la productivité, ou les aspirations égalitaires qui amènent de nom-

breux travailleurs à refuser les propositions d'ouverture de l'éventail des salaires formulées par les bureaucraties syndicales dans les dernières plates-formes contractuelles.

Il en découle des tensions, des déchiirements et des conflits qui peuvent donner lieu à des formes de polarisation particulièrement aiguës à l'occasion d'échéances importantes comme celle de la consultation de janvier 1982. Ou comme, plus récemment, la lutte des travailleurs de l'Alfa Romeo, entreprise à participation publique où le patronat a tenté de provoquer une épreuve de force analogue à celle déclenchée par Agnelli à la FIAT en octobre 1980. A l'Alfa Romeo, en effet, avec le prétexte des « *travailleurs en surnombre* (*'esuberanti'*) » (c'est par cet euphémisme qu'on désigne en Italie les travailleurs destinés à être expulsés des usines du fait du processus de restructuration) qu'il faudrait mettre au chômage technique (de manière prolongée, comme étape vers un licenciement véritable), la direction de l'entreprise a tenté de se débarrasser de tous les délégués et des travailleurs les plus combattifs, pour désorganiser la structure interne du mouvement syndical et priver les travailleurs de ceux qui ont toujours été les organisateurs de leurs luttes et de la résistance ouvrière.

La réaction des ouvriers a été très violente. Que ce soit à l'usine de Milan ou à celle de Campana di Pomigliano d'Arco, seule une courte majorité a accepté le principe de l'accord sur la mise en chômage technique, et la direction de la Fédération unitaire de la métallurgie (FLM) a été durement contestée. La situation est devenue plus explosive encore après la publication des listes des travailleurs mis au chômage technique, quand l'objectif politique du patronat s'est révélé au grand jour. La direction syndicale elle-même a dû remettre l'accord en question.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore comment se conclura la lutte des travailleurs de l'Alfa Romeo, même si tout nous porte à penser que les directions syndicales s'efforceront d'en réduire la portée, en essayant d'arracher quelques concessions au patronat sur la liste tout en bloquant toute possibilité d'élargissement de la mobilisation. L'épisode de l'Alfa Romeo est cependant une illustration significative de la situation actuelle des travailleurs italiens et de leur rapport avec leurs directions syndicales.

La disposition à la lutte et à la mobilisation de la classe ouvrière italienne demeure extrêmement élevée : en témoignent les très nombreuses luttes en défense de l'emploi que les travailleurs italiens mènent avec ténacité et cohésion dans presque tous les secteurs, et le succès des dernières manifestations centrales à Rome de travailleurs de diverses branches de l'industrie, qui ont vu la mobilisation de très nombreux travailleurs (textile, chimie, retraités, et surtout métallurgie). Ce dernier élément montre que les travailleurs ont conscience de la nécessité de sortir de leur isolement pour rechercher des solutions politiques d'ensemble au très grave problème auquel ils sont

confrontés. La conscience de ce qu'il n'est plus possible de gagner sur le seul terrain de l'usine sans une épreuve de force avec le patronat et le gouvernement explique l'arrêt de nombreuses luttes en défense de l'emploi, qui se concluent sans résultat parce que les travailleurs ne voient pas d'autre solution.

Les phénomènes de différenciation à l'intérieur du mouvement syndical et les fortes tensions entre les directions et la base n'ont pas encore engendré de dynamique de formation d'un pôle de référence « lutte de classe » à l'intérieur du mouvement syndical, qui serait disposé à mener bataille pour une stratégie et pour des solutions alternatives à celles des bureaucraties syndicales. La gauche syndicale traditionnelle s'est soit alignée sur les positions majoritaires, soit montrée incapable d'engager une réelle bataille pour s'opposer aux choix des directions et pour construire un rapport de forces différent à l'intérieur du mouvement ouvrier. Les secteurs de la nouvelle opposition ouvrière sont hétérogènes et sont dépourvus de cadre organisationnel commun. Dans de nombreux cas, tel celui de la gauche de la FIOM (la Fédération de la métallurgie liée à la CGIL), la pression de la direction syndicale et celle du PCI est encore trop forte pour que ces secteurs s'engagent aujourd'hui sur la voie d'une opposition de gauche à l'intérieur du syndicat.

Cette situation prive l'opposition et la contestation de la base ouvrière de perspectives, en permettant une récupération par la bureaucratie, comme cela s'est produit avec le « Document en 10 points » durement contesté par la base, et cependant repris sans modification par les directions CGIL, CISL et UIL après la consultation de janvier 1982.

Aujourd'hui, Luciano Lama, Pierre Carniti et Giorgio Benvenuto continuent, au mépris total de la volonté des travailleurs, de négocier sur la limitation du coût du travail et sur les « *compatibilités* » qu'il faudrait insérer dans les nouveaux contrats de travail.

Aussi, la bataille quotidienne et ponctuelle contre la politique du Pacte social et pour faire avancer dans la conscience des travailleurs tant des objectifs partiellement alternatifs à ceux de la bureaucratie — comme le blocage des licenciements ou la réduction de l'horaire hebdomadaire de travail à 35 heures — qu'une réponse politique d'ensemble concernant les objectifs et leur solution en termes de gouvernement, doit aller de pair avec les initiatives tendant à organiser tous les secteurs critiques du mouvement syndical : pour donner un prolongement aux batailles partielles et aux épisodes de contestation qui seront toujours plus nombreux dans la période qui vient, et pour commencer à créer un rapport de forces entre les secteurs de gauche et la bureaucratie, rapport de forces qui éviterait la déperdition du potentiel de lutte et de mobilisation qui existe encore aujourd'hui chez les travailleurs italiens. ■

Elettra DEIANA
Milan, 30 mars 1982.

La crise du Parti communiste belge après son XXIVe congrès

LE XXIVe Congrès du Parti communiste belge (PCB) est finalement parvenu à éviter la scission entre « eurocommunistes » et « stalinien ». L'éloignement croissant entre Flamands et Francophones, qui double dans une certaine mesure la division eurocommunistes/stalinien (si on laisse de côté les Bruxellois), semble avoir aussi été surmonté, au prix d'un nouveau pas dans la structuration paritaire de la direction du parti et d'un Congrès extraordinaire pour la fin de l'année 1982 (1).

François VERCAMMEN

Après le sérieux choc de la défaite électorale lors des élections générales du 8 novembre 1981 (2), le PCB a été, à peine quelques semaines plus tard, secoué en profondeur, lorsque le général Jaruzelski a lâché l'armée contre les ouvriers polonais. Du coup, le PCB a dû faire face aux deux origines de sa crise politique interne : son attitude équivoque vis-à-vis des prétendus « pays socialistes » et sa formulation d'une stratégie (parlementaire) gradualiste pour aller vers le socialisme en Belgique.

PAS DE DROIT DE TENDANCE MAIS DES FRACTIONS ET DES MANŒUVRES

Comme la direction du PCB elle-même le dit, l'orientation générale concernant le droit de tendance est déjà connue et acceptée depuis des années (se référant surtout au Congrès d'Os-tende de 1968). Mais il subsiste à ce sujet

d'importantes différences d'opinion dans le parti, aussi bien au niveau de la direction que parmi les cadres intermédiaires et à la base. Le PCB ne reconnaît pas le droit de tendance, ce qui signifie que les militants qui ont des conceptions semblables n'ont statutairement pas le droit de se rassembler dans la période préparatoire au Congrès pour confronter leurs idées, les mettre sur papier et les défendre dans tout le parti. Cet interdit menace d'être catastrophique pour le parti : au lieu d'avoir des tendances (temporaires) avec des options politiques claires entre lesquelles la base peut choisir, le PCB est pris dans un tourbillon d'idées contradictoires et non discutées, de choix embrouillés, de manœuvres bureaucratiques et, en fin de compte, se trouve confronté à des fractions ouvertes et publiques.

Deux exemples illustrent cela. L'opposition de la Fédération liégeoise, qui combine une approche stalinienne au niveau international avec des prises de position de gauche au niveau intérieur belge, décide au Congrès même de voter pour la

Le PCB est secoué par une très forte crise. La gravité des pertes en membres et en militants n'est pas connue. Le proche avenir dira la force du ciment politique fourni par le XXIVe Congrès. Ce Congrès aurait dû être celui des options claires. A ce niveau, il n'y a pas eu beaucoup de progrès. Mais il semble que la direction nouvellement élue veuille vraiment imposer les décisions majoritaires à l'ensemble du parti. Ce qui signifie d'obtenir la soumission de l'opposition bien structurée de la Fédération de Liège. C'est là une bien lourde tâche.

résolution de politique intérieure et contre celle concernant la politique internationale, alors qu'à son propre congrès régional, elle avait rejeté toutes les résolutions. Les cartes ont été ainsi complètement brouillées.

Quinze jours avant le Congrès, apparaît tout à coup une « bande des quatre » (Jacques Nagels et Duchateau du Brabant wallon, Beauvois du Centre et Dussart de Charleroi) qui se sont présentés comme des « unificateurs » dans un article très remarqué du *Drapeau Rouge* du 19 mars 1982. Leur but est de combattre « l'influence liégeoise » qui progresse rapidement en Wallonie. Les quatre découvrent tout à coup, pour les besoins de la cause, l'existence d'un « courant ultra-eurocommuniste » qui doit être combattu tout autant que le courant stalinien. Qui sont ceux du « courant ultra-eurocommuniste », quelles sont leurs conceptions, où sont leurs documents écrits ? Mystère. Mais, du même coup, Jacques Nagels est devenu le grand maître du jeu.

EUROCOMMUNISTES DE DROITE CONTRE STALINIENS DE GAUCHE

Dans ces circonstances, il est difficile de se faire une idée claire des courants qui

Les votes les plus importants

Le XXIVe Congrès du PCB a voté trois résolutions amendées :

1. « Pour un parti plus uni avec des positions plus claires » : 119 pour, 41 contre, 14 abstentions.
2. « Résolution générale sur la politique intérieure », unanimité, 2 abstentions.
3. « Notre lutte pour la paix, le droit des peuples et un nouvel ordre international, à partir d'une perspective progressiste belge » : 116 pour, 41 contre, 28 abstentions.

La tendance majoritaire du parti voulut aussi mettre au vote le rapport oral du président Van Geyt

« donnant mandat au nouveau CC d'adapter les résolutions ». Cela s'est heurté à une résistance politiquement significative. Deux votes en ont résulté :

4. « Sur l'opportunité de ce vote » : 105 pour, 71 contre, 12 abstentions.
5. « Sur le contenu du rapport verbal » : 112 pour, 11 contre, 66 abstentions.

On voit donc qu'il existe une large tendance d'opposition qui, suivant les cas, par sujets ou par tactique, peut réduire la tendance principale de la direction du parti à 68 % ou même 56 % des voix. ■

1. La direction nouvellement élue a été largement renouvelée. Un premier calcul donne une trentaine de nouveaux élus au Comité central sur 72 membres. Mais, pour répondre à la tendance croissante à la fédéralisation, les organes dirigeants sont de plus en plus formés de façon paritaire. Le Bureau politique de 14 membres est désormais rigoureusement paritaire, ce qui est également le cas du Comité central (35 Flamands et 37 francophones). Compte tenu de son influence réelle dans le parti, la tendance liégeoise est notablement sous-représentée dans les instances dirigeantes du PCB.

2. Le PCB a perdu 1 % de l'électorat (passant de 3,25 % à 2,30 % des suffrages), soit quelque 40 000 voix, lors des élections anticipées du 8 novembre 1981. Vu l'augmentation du corps électoral, cela correspond à un « manque à gagner » d'environ 60 000 voix. Le PCB a ainsi perdu entre 20 et 27 % de son propre électorat, selon les régions. Il régresse dans tous les arrondissements du pays, sauf trois.

traversent le PCB. Le courant majoritaire eurocommuniste droitier reste groupé autour de son président, Van Geyt. Il combine une « *solidarité critique* » avec l'URSS avec une « *transition graduelle, par étapes, vers le socialisme* » qui envisage, dans l'immédiat, des changements politiques « *limités* », basés sur une large alliance progressiste contre le cinquième gouvernement Wilfried Martens. Dans le courant Van Geyt, on trouve toute une série de conceptions politiques qui prennent date pour l'avenir. Cela est vrai par exemple pour Jef Turf, qui a eu affaire à une forte opposition en Flandre et qui essaie de la canaliser vers une structure fédéraliste du parti, vers plus d'attention aux mouvements de la base et vers les « *autres fronts sociaux* ».

Le groupe autour de Jacques Nagels essaie d'une part d'endiguer l'évolution critique vis-à-vis de l'URSS (un vent glacial va-t-il souffler sur le *Drapeau Rouge* ?) et d'autre part, avec son « *nouveau modèle de croissance* », il cherche une manière plus sophistiquée de réchauffer la soupe froide des discours gradualistes de Van Geyt.

A cela s'oppose la minorité pro-soviétique groupée autour de la Fédéra-

tion liégeoise. Celle-ci exerce une influence qu'on ne peut pas sous-estimer (même si elle n'est pas claire) sur les autres fédérations wallonnes, surtout parmi les cadres ouvriers traditionnels. Au niveau de la politique intérieure, Liège se place nettement à gauche : rupture avec le capitalisme, pour la grève générale, pour des revendications claires et radicales (36 heures tout de suite, nationalisation de la sidérurgie, etc.). Mais elle se bat de façon isolée pour sa prise de position pro-soviétique au Congrès national et elle se contente d'appliquer sa stratégie en politique intérieure à Liège même.

Une tendance eurocommuniste de gauche n'est pas encore apparue pour le moment. Globalement, on peut aussi constater une évolution vers un jugement plus rationnel sur les possibilités réelles du PCB. Dans ce sens, le passage suivant de la résolution sur les affaires intérieures — « *Les stades intermédiaires qui parviennent déjà à une unité partielle de la gauche, peuvent être importants en tant qu'étapes vers le but à atteindre* (de la formation d'un front progressiste très large) » — représente une ouverture pour surmonter la dispersion paralysante des fractions à la gauche du Parti socialiste - Socialistische Partij (PS-SP). Comment

cela se traduira en pratique, il faut attendre pour le savoir.

ET MAINTENANT ?

Chaque parti subit des fluctuations qui peuvent conduire à des crises internes. Ce qui est spécifique à la crise du PCB, c'est qu'elle dure déjà depuis plusieurs années et qu'elle s'approfondit encore dans le sens d'une mise en question radicale du programme fondamental du parti, c'est-à-dire de sa raison d'être elle-même.

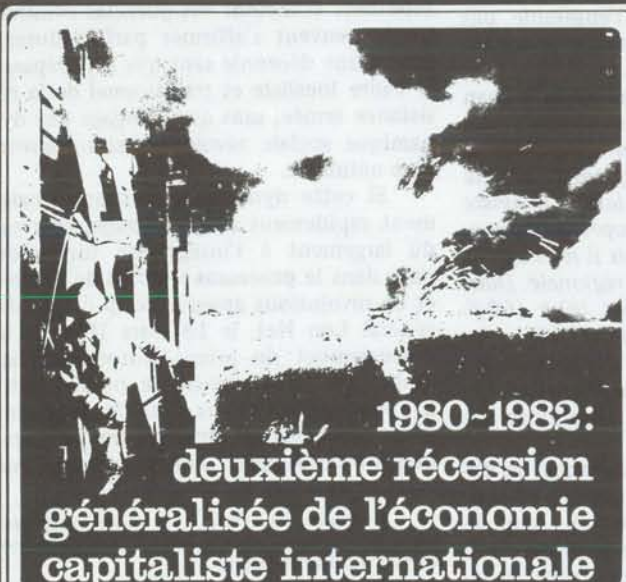
Cette crise est encore aggravée par le refus du PCB, confirmé une fois de plus, de prendre radicalement ses distances vis-à-vis de la bureaucratie soviétique, et par une évolution réformiste renforcée qui veut donner un contenu « positif » à sa stratégie parlementaire gradualiste. Y a-t-il de la place pour un parti politique de ce genre sur le terrain politique belge, dans une période où de nouvelles révoltes ouvrières ne sont pas à exclure en Europe de l'Est et où, en Belgique, la grève générale et les alternatives anticapitalistes radicales à la crise gagnent du terrain chez les travailleurs ?

François VERCAMMEN
Bruxelles, 9 avril 1982.

Numéro 124 du 23 avril 1982 — 10 FF — 70 FB — 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**1980-1982:
deuxième récession
généralisée de l'économie
capitaliste internationale**

**Spécial économique
ESPAGNE, BRÉSIL, CRISE DE L'AUTOMOBILE,
CRISE MINIERE...**

SPECIAL ECONOMIQUE

Comme elle le fait chaque année, la rédaction d'*Inprecor* vient de publier un numéro spécial entièrement consacré à l'analyse de la situation économique internationale.

Dans un article d'introduction traitant de la conjoncture économique internationale, Ernest Mandel y étudie les traits caractéristiques de la seconde récession généralisée (1980-1982) du monde capitaliste depuis la fin de la guerre.

De son côté, Winfried Wolf fait le point de la crise de l'industrie automobile internationale, dont une des conséquences est d'avoir entraîné la plus importante vague de licenciements pour une branche d'activité depuis la grande crise économique des années 1929-1932.

C. Jane s'interroge ensuite sur la grande peur des stratèges occidentaux devant les problèmes de l'approvisionnement en produits miniers. Car les métaux stratégiques seront, dans les années 1980, ce que fut le pétrole dans la décennie 1970.

A. Jos se penche sur le sort du grand malade des Amériques, le Brésil, où récession, chômage et misère accrue coïncident avec le durcissement de la dictature.

Enfin, J. Albarracín et P. Montes analysent les effets de la crise impérialiste sur l'économie d'un pays capitaliste de second ordre, l'Etat espagnol, et ses conséquences désastreuses en matière d'emploi et de chômage.

Daté du 23 avril 1982, ce numéro de 36 pages, vendu au prix normal de 10 francs français (FF), est disponible à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris, et dans toutes les librairies qui diffusent *Inprecor*. Il peut être commandé directement à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France (chèque libellé au nom de PEC). Les abonnés à notre revue recevront directement ce numéro dans le cadre normal de leur abonnement.

Les avatars du "communisme national"

PAR son radicalisme sanglant et l'évolution de sa politique dans la dernière phase de la lutte de libération et — surtout — après la prise du pouvoir, la direction Pol Pot du Parti communiste du Kampuchea (PCK) représente un cas largement unique dans l'histoire du mouvement communiste international (1).

Pour comprendre l'histoire de la constitution de cette équipe dirigeante, il faut tenir compte de l'histoire très particulière du communisme khmer et des contradictions propres qui se sont manifestées entre les processus révolutionnaires du Cambodge et du Vietnam.

Pourtant, le cours dramatique de la révolution cambod-

gienne et la violence de la crise sino-indochinoise expriment aussi sous une forme aiguë des problèmes généraux auxquels se voient aujourd'hui confrontés les mouvements de libération nationale et le « monde socialiste ».

Il importe donc pour les militants révolutionnaires de tenter de tirer les leçons politiques de l'expérience cambodgienne, leçons dont la portée dépasse le seul cadre indochinois.

C'est à l'analyse des causes de la crise cambodgienne et de ses leçons politiques que s'attache l'article qui suit. L'évolution actuelle de la situation au Cambodge fera l'objet d'une prochaine étude.

Pierre ROUSSET

Le cours suivi par la révolution et le Parti communiste cambodgiens pose très directement un ensemble de problèmes enchevêtrés concernant les relations entre processus révolutionnaires nationaux et régionaux ; entre droits nationaux, nationalisme des masses et nationalisme des partis ; entre la crise du « camp socialiste » et les conditions de développement

des luttes de libération nationale ; entre l'établissement de nouveaux régimes révolutionnaires et les conflits entre les Etats ouvriers bureaucratisés.

Mais, pour comprendre comment ces rapports se sont exprimés au Cambodge, il faut rappeler ce qu'était ce pays dans les années 1960, quand la direction khmère rouge s'est retrouvée à la tête du PCK, et en 1975, quand le nouveau régime s'est mis en place.

l'impact socio-économique de la guerre du Vietnam sur le Cambodge (3).

Mais ces explosions sociales dans la paysannerie sont liées à des développements économiques récents (début et milieu des années 1960) comme à l'intervention de l'armée visant à imposer des réquisitions de riz. On assiste probablement alors au début d'une longue transition de résistances paysannes traditionnelles à l'autorité étatique (fonctionnaires, armée) à des luttes sociales modernes s'attaquant aux mécanismes profonds de l'économie néocoloniale du royaume. Le rôle actif joué par le Parti communiste du Kampuchea (PCK) ne contredit pas ce tableau : les exemples birman et thaïlandais montrent comment des guérillas communistes peuvent s'affirmer parfois durant plus d'une décennie sans que soit dépassé le cadre localiste et traditionnel de la résistance armée, sans que s'engage une dynamique sociale révolutionnaire d'envergure nationale.

Si cette dynamique s'engage finalement rapidement au Cambodge, cela est dû largement à l'intégration forcée du pays dans le processus régional de guerres et de révolutions après le coup d'Etat du général Lon Nol, le 18 mars 1970, et le renversement du prince Norodom Sihanouk. En conséquence, le poids relatif des facteurs extérieurs dans l'engagement d'un processus révolutionnaire au Cambodge est très grand, la base sociale d'une

LE CAMBODGE DES ANNÉES 1960 ET 1970 : LES RACINES SOCIALES DE LA RÉVOLUTION

A l'arrière-plan des contradictions qui se sont manifestées au sein des luttes révolutionnaires en Indochine, on trouve un problème objectif : le Vietnam était, avec la Chine, le pays de la région où les conditions, à la fois nationales et sociales, du combat révolutionnaire sont arrivées le plus précocement à maturité. C'était loin d'être le cas au Cambodge. Pourtant, la constitution de l'ensemble colonial indochinois, puis le déroulement de conflits militaires successifs et de grande envergure, ont rendu étroitement interdépendantes les luttes de libération au Laos, au Vietnam et au Cambodge. Le cours de la révolution cambodgienne a été largement accéléré par le contexte régional.

Au sortir de la première guerre d'Indépendance en 1954, le mouvement communiste cambodgien bénéficie d'une influence réelle. Néanmoins, l'autorité du régime du prince Norodom Sihanouk n'est pas massivement et directement contestée et les tensions sociales restent encore relativement faibles dans le pays. Compte tenu d'une faible densité démographique (31,6 habitants au km² en 1962), la stabilité rurale du royaume n'est pas minée par une rareté générale de terres cultivables. L'urbanisation n'a encore touché que la surface de la société cambodgienne et le monde urbain ou

ouvrier est largement composé de Non-Khmers. La concentration de la propriété foncière ne s'est, dans l'ensemble, pas encore développée et la petite propriété paysanne domine toujours.

Certes, a pu noter le géographe Jean Delvert, « quelques nuances doivent être apportées au tableau traditionnel de la société paysanne cambodgienne, société de petits paysans propriétaires. Il existe quelques régions où la propriété moyenne est assez forte (...), mais il ne s'agit-là que de faits d'importance régionale. Dans les régions les plus peuplées, 90 à 100 % des paysans sont propriétaires (2). » La très profonde crise agraire qui secoue, dès les années 1920 et 1930, le Vietnam et la Chine n'existe pas dans le Cambodge des années 1960.

Pourtant, des luttes paysannes se déroulent et, en 1967, un ensemble de soulèvements paysans se produit, dont le principal est connu sous le nom de révolte de Samlaut. Ben Kiernan offre un tableau saisissant de la crise qui secoue alors le royaume : insurrections locales, répression militaire brutale, manifestations étudiantes de solidarité, rôle actif du mouvement communiste, désordres économiques, crise gouvernementale. La révolte de Samlaut illustre l'instabilité nouvelle du régime Sihanouk, la montée de tensions sociales inconnues jusqu'alors, et

1. Pierre Rousset, « Le radicalisme sanglant du régime khmer rouge », *Inprecor* numéro 122 du 5 avril 1982.

2. Jean Delvert, *Le Paysan cambodgien*, Mouton, Paris, 1961, p. 501 et 509. Voir aussi Alain Forest, *Le Cambodge et la colonisation française*, l'Harmattan, 1980, p. 335.

3. Ben Kiernan, « The Samlaut Rebellion and its Aftermath, 1967-1970 : The Origine of Cambodia's Liberation Movement », Center of Southeast Asian Studies, Université de Monash, Australie, *Working Papers* numéro 4 et 5. Publié en français sous forme remaniée dans Serge Thion, Ben Kiernan, *Khmers rouges*, Albin Michel, Paris, 1981.

transcroissance socialiste de la révolution khmère est très étroite, l'expérience de luttes de classes modernes est faible, tant dans la paysannerie que dans le maigre prolétariat.

A ces données générales s'ajoute l'impact de ce que fut la guerre américaine. Le pays est d'emblée plongé dans une guerre de grande envergure. La population est frappée sans préparation par les combats et surtout par les terribles bombardements de 1973 : la flotte aérienne US d'Indochine tout entière s'attaque systématiquement, 6 mois durant, de mars à août, aux zones de population dense, provoquant probablement un véritable traumatisme social et politique (4). En effet, non seulement la paysannerie khmère avait peu de traditions de luttes collectives, mais, en plus, à en croire Jean Delvert, elle avait peu de traditions d'organisation sociale en général : « *Le paysan n'est pas individualiste : il pratique volontiers toutes sortes d'entraides (mais non codifiées) ; il s'associe à toutes les fêtes religieuses collectives. Mais il n'est encadré par aucune structure traditionnelle. (...) L'absence de toute organisation de base mettait d'autorité la paysannerie cambodgienne entre les mains des fonctionnaires.* (5) » De même, elle a dû laisser les paysans particulièrement désarmés face à la guerre aérienne de destruction décidée à Washington (et plus tard face à la répression déclenchée par la direction Pol Pot).

L'intelligentsia au Cambodge est, elle aussi, faible. Les intellectuels de gauche ont souvent été durement réprimés sous le régime Sihanouk et l'intelligentsia a été systématiquement abêtie par l'instauration d'un régime autocratique exigeant l'abandon de tout esprit critique à l'égard du « prince » et un avilissement général face au pouvoir personnel de Norodom Sihanouk.

Plusieurs traits de la révolution cambodgienne plongent probablement leurs racines dans la structure socio-économique du Cambodge des années 1960-1970, à commencer par le caractère particulièrement substitutiste du parti et de l'armée khmers rouges par rapport à la population. A commencer aussi par la tentative de faire usage de la terreur, et de la terreur de masse si besoin, pour consolider un nouveau pouvoir socialement très faible. Les échecs de la politique économique du nouveau régime Pol Pot s'expliquent aussi partiellement par l'ignorance de traits essentiels de la paysannerie khmère.

Cette dernière, par exemple, avait perdu depuis des siècles les traditions d'irrigation du royaume d'Angkor (IXe-XVe

siècles) et elle pratiquait généralement la culture du riz « sous pluie ». Le Kampuchea démocratique a imposé à sa population la mise en œuvre de gigantesques travaux d'irrigation réalisés à marche forcée. Le bouleversement du paysage a été, en quelques années, considérable dans les campagnes. Mais les travaux d'irrigation ne s'improvisent pas, surtout quand on élimine les ingénieurs des ponts et chaussées et les agronomes. Si des canaux creusés alors sont aujourd'hui toujours utilisables ou peuvent être renforcés, beaucoup d'autres travaux ont été détruits ou ont dû être comblés : digues favorisant le refoulement des eaux ou les inondations, etc. Là encore, le système politico-économique mis en place par la direction Pol Pot n'a pas « fonctionné ».

REVOLUTIONS CAMBODGIENNE ET VIETNAMIENNE : DES CONTRADICTIONS

Du fait du développement de la révolution coloniale, de l'idée maoïste (et populiste) de la « page blanche » (selon laquelle il est plus facile d'inscrire le socialisme sur la « page vierge » d'un pays pauvre), on a souvent négligé l'importance des données socio-économiques objectives dans la dynamique et la profondeur des luttes de libération. Pourtant, ces données constituent l'une des raisons qui permet de comprendre la consolidation au Cambodge du régime Sihanouk dès 1953-1954 et son succès momentané, alors que des tentatives similaires ont échoué au Vietnam. Or, l'existence de ce régime « nationaliste » et « neutre » a posé bien des problèmes au PCK et provoqué l'émergence de *contradictions objectives* entre les processus révolutionnaires au Cambodge et au Sud-Vietnam dans les années 1960.

Le sihanoukisme est un régime bourgeois, néocolonial, autoritaire (il impose

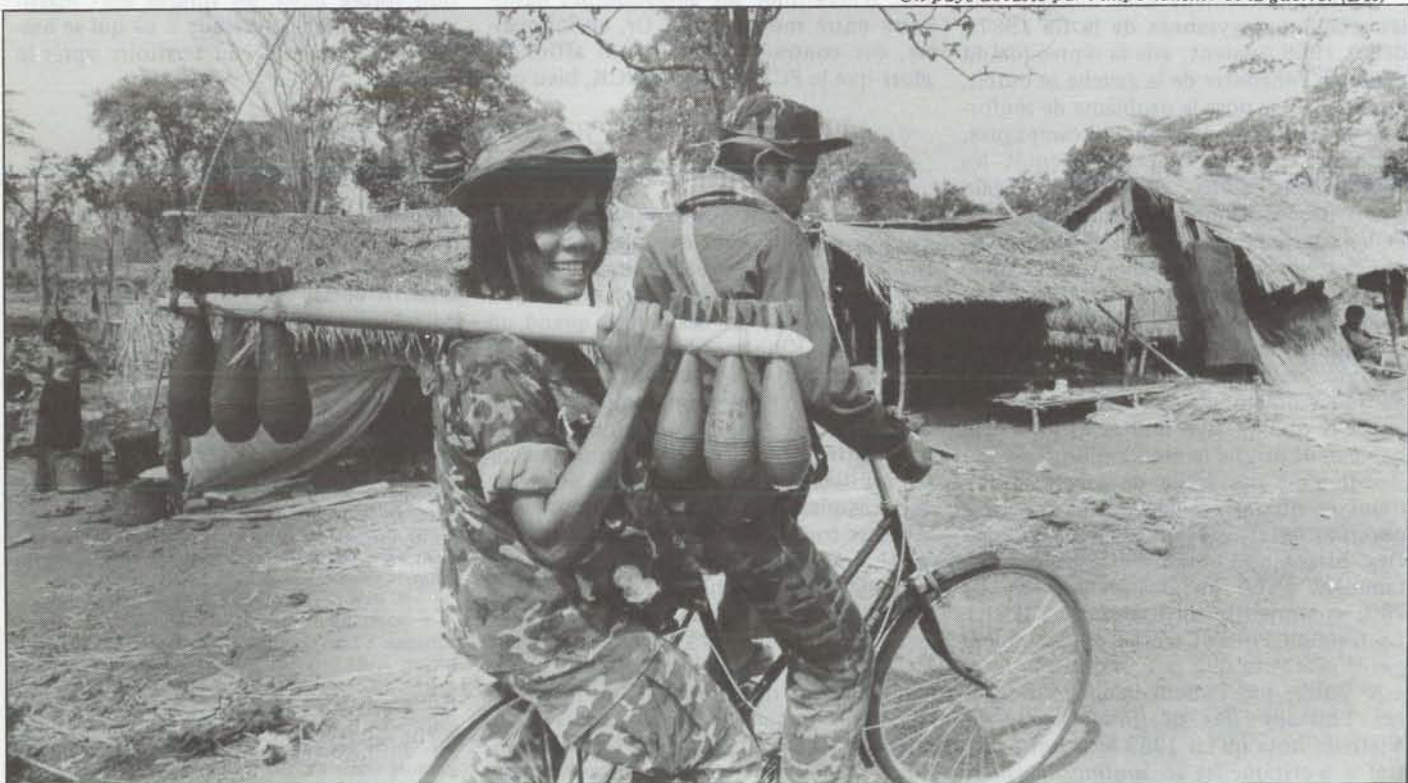
un parti unique, le Sangkum), au culte de la personnalité hypertrophié, dont l'idéologie officielle (le « *socialisme bouddhique* ») est particulièrement insipide et s'insère dans les structures théocratiques traditionnelles du pays. Mais Norodom Sihanouk prendra aussi, en 1963 tout particulièrement, de vastes mesures de nationalisation de l'économie. L'influence du prince reste profonde dans le monde rural, même quand elle s'est évanouie dans les villes, et ce jusqu'en 1970 (6).

4. William Shawcross, *Sideshow*, André Deutsch, London, 1979, p. 263-264.

5. Jean Delvert, « La paysannerie khmère avant 1970 », dans *Mondes en développement*, numéro 28, 1979, p. 741-742.

6. On trouvera une étude de l'influence de Norodom Sihanouk et du PCK au sein de la paysannerie cambodgienne, au moment du coup d'Etat de Lon Nol, dans Ben Kiernan, « The Peasant Uprising in Kampuchea », *Journal of Contemporary Asia*, volume 9, numéro 3, 1979.

Un pays dévasté par l'impérialisme et la guerre. (DR)



Cela explique que des intellectuels liés au PCK (Hou Youn, Hu Nim et Khieu Samphan) soient rentrés pour un temps dans le Sangkum et le gouvernement ; cela explique aussi que le PCK ait dû, après le renversement de Norodom Sihanouk en 1970, s'allier avec lui pour fonder le Front uni national du Kampuchea (FUNK).

Surtout, la politique « neutraliste » de Norodom Sihanouk prendra une réelle importance sur le plan régional, tout particulièrement après le début des bombardements américains du Nord-Vietnam à partir du 5 février 1965, et le débarquement des marines à Danang le 6 mars. L'un des principaux objectifs militaires américains est d'isoler le Front national de libération (FNL) au Sud-Vietnam de ses arrières au Nord et de ses contacts extérieurs. Face au déclenchement de l'escalade américaine au Vietnam, la question cambodgienne devient essentielle pour le Parti communiste vietnamien (PCV). C'est le moment où Norodom Sihanouk prend le maximum de distance par rapport à l'intervention impérialiste : le général de Gaulle vient prononcer son fameux « discours de Phnom Penh » ; Norodom Sihanouk accueille la Ire Conférence des peuples indochinois ; il rompt ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis et reconnaît de jure la République démocratique du Vietnam du Nord (RDVN) et le FNL. La fameuse « piste Ho Chi Minh » passe pour une part par le Cambodge. Les forces vietnamiennes bénéficient de « sanctuaires » du côté cambodgien de la frontière et elles peuvent se ravitailler en riz et en armes sur place ou via le port de Kompong Som. Pour résister à l'encerclement américain et pour préparer l'offensive du Têt de 1968, les Vietnamiens ont besoin du Cambodge ..., donc de bonnes relations avec Norodom Sihanouk.

C'est exactement à ce moment que les rébellions paysannes de la fin 1967 - début 1968 éclatent, que la répression du régime à l'encontre de la gauche se durcit, que le PCK se pose le problème de renforcer ses forces armées dans les campagnes. Norodom Sihanouk accuse bientôt les Vietnamiens d'être derrière le regain d'activité des Khmers rouges. Pourtant, le PCV, soucieux avant tout de ne pas repousser Norodom Sihanouk vers les Américains et n'espérant pas un développement suffisamment rapide des luttes révolutionnaires au Cambodge même, compte tenu des échéances rapprochées au Sud-Vietnam, n'a probablement fourni au PCK qu'une aide limitée et lui a probablement prêché la modération.

Il n'est pas facile de savoir aujourd'hui ce qu'ont été réellement sur cette question les attitudes du PCV et du PCK. Des divergences durables semblent notamment s'être manifestées au sein du Parti communiste du Kampuchea (PCK). La fraction Pol Pot n'était apparemment pas si offensive que cela, puisque le *Livre noir* publié par Phnom Penh pour retracer l'histoire des relations Cambodge-Vietnam note qu'en 1969 le Comité central « a critiqué les déclarations des intel-

lectuels qui ont rejoint le maquis et attaqué Samdech Norodom Sihanouk. Il estimait que ces déclarations étaient contraires à la ligne du parti ... (7) ». Par ailleurs, une *Histoire* du PCK publiée en 1973, par une autre fraction que celle de Pol Pot ; de toute évidence, « inclut dans sa liste des victoires importantes remportées dans les années 1960, le rejet de l'aide américaine par Norodom Sihanouk en 1963, la rupture des relations diplomatiques avec Washington en 1965 et la démission du premier gouvernement Lon Nol en 1967. Il s'agit-là d'une analyse nettement différente des positions que le groupe Pol Pot adopte dans le *Livre noir* (8) ». Il est d'autant plus difficile de se faire une idée précise de ce que furent les différends entre le PCK et le PCV à l'époque, que l'appareil de direction du parti cambodgien était éclaté et régionalisé.

Cependant, on peut conclure, avec Steve Heder, que les contradictions entre le PCV et le PCK sont « devenues plus aiguës » à la fin des années 1960. « Le PCV croyait probablement que le PCK pourrait résoudre la contradiction (entre les besoins de la lutte au Sud-Vietnam et ceux de la lutte au Cambodge) par quelques variations tactiques sur le thème du front uni. Le PCK croyait probablement qu'une telle tactique ne marcherait pas. Chaque parti a perçu l'autre comme ne pensant qu'en fonction de ses intérêts propres. (9) »

Il est fréquent qu'un processus régional de luttes révolutionnaires se développe de façon inégale et laisse place à des contradictions momentanées et des conflits d'intérêts immédiats entre ses diverses composantes. Cela soumet à rude épreuve la solidarité des partis placés à la tête des luttes nationales. Si la qualité des rapports politiques entre ces partis n'est pas suffisante, de telles épreuves risquent fort d'accentuer les antagonismes nationaux entre mouvements. Or, en Indochine, ces contradictions se sont affirmées alors que le PCV comme le PCK, bien que

de manière différente, ont été formés à juger des choix politiques à faire très strictement en fonction du cadre national dans lequel ils opéraient. Il semble évident que les années 1960 ont contribué à miner la solidarité politique entre le PCK et le PCV.

Cela a eu de graves conséquences quand l'heure est venue d'agir à nouveau étroitement de concert en 1970. Très rapidement, des frictions, y compris militaires, apparaissent dans les rapports entre forces vietnamiennes et khmères rouges. Très vite aussi, l'élimination physique des cadres cambodgiens revenus du Nord-Vietnam (où ils s'étaient repliés après les Accords de Genève de juillet 1954) a commencé dans les rangs du PCK. Et, en 1972-1973, quand les Vietnamiens, suivis des Laotiens, décideront d'engager les négociations qui aboutiront à la signature des Accords de Paris (27 janvier 1973) puis de Vientiane (21 février 1973), les Cambodgiens refuseront d'engager un mouvement tactique analogue, malgré les sollicitations de Hanoi. Les tensions politiques étaient trop fortes (et les situations nationales peut-être trop différentes) pour que les orientations aient pu être effectivement coordonnées. Le fameux Front révolutionnaire indochinois n'a jamais su devenir autre chose qu'une façade et le cadre de vagues accords militaires.

Le prix que les peuples de la région devront payer pour cet échec sera lourd, à commencer par le prix payé par le peuple cambodgien : le feu concentré de toute la flotte aérienne américaine d'Indochine, une fois interrompus les bombardements sur le Vietnam et le Laos. Six mois d'enfer (mars-août 1973) avant que Washington ne soit forcé d'interrompre le massacre. Six mois durant lesquels le cours de la révolution cambodgienne s'est brusquement infléchi, brusquement durci : les purges s'étendent, la collectivisation forcée aussi, les villages sont massivement déportés, prélude à ce qui se passera sur l'ensemble du territoire après la victoire.

LE POIDS DE LA « REALPOLITIK » BUREAUCRATIQUE SUR LA REVOLUTION CAMBODGIENNE

C'est très tôt que la future direction Pol Pot du PCK a dû être marquée par le poids de la *Realpolitik* bureaucratique. Ce noyau se forme en effet à Paris, au tout début des années 1950, quand un groupe de Khmers (dont Saloth Sar, le futur Pol Pot) constitue une « cellule de langue » du Parti communiste français (PCF). Il est tentant, bien que d'ordre spéculatif, de chercher à retrouver dans ce lointain passé les premiers éléments idéologiques de l'orientation propre aux Khmers rouges. Le PCF est à l'époque un parti stalinien entre tous. Il n'est pas difficile d'y apprendre les vertus de la collectivisation forcée, de la planification autoritaire, des appareils policiers dans le parti et dans l'Etat. Des éléments de la future direction Pol Pot semblent aussi en contact avec des militants nationalistes arabes et africains (Khieu Samphan se réfère à l'économiste marxiste

égyptien Samir Amin dans sa thèse de doctorat). Saloth Sar (Pol Pot) se serait rendu en 1950, à l'en croire, en Yougoslavie. Il aurait été alors le témoin direct du schisme soviéto-yougoslave et de la résistance du Parti communiste yougoslave

7. *Livre noir, faits et preuves des actes d'agression et d'annexion du Vietnam contre le Kampuchea*, département de la Presse et de l'Information du ministère des Affaires étrangères, Phnom Penh, septembre 1978. Cité par Ben Kiernan à partir de la version originale, dans « Pol Pot et le mouvement communiste cambodgien », dans Serge Thion et Ben Kiernan, *Khmers rouges, op. cit.*, p. 218.

8. Ben Kiernan, *ibid.*, p. 208.

9. Stephen Heder, « Kampuchea's Armed Struggle : The Origin of an Independent Revolution », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, volume 11, numéro 1, janvier-mars 1979, p. 12. Cet article offre une intéressante analyse des tensions et contradictions qui se sont manifestées entre les partis cambodgien, vietnamien et chinois avant 1970.

(PCY) à la tentative de mise au pas et d'étouffement opérée par la bureaucratie soviétique. De là peut-être la conviction que le grand frère le plus proche devient, après la victoire, l'ennemi le plus direct. Voilà plusieurs sources possibles au nationalisme chauvin qui sera celui de la direction Pol Pot.

Les éléments de cette équipe rentrent un à un au Cambodge. Il est l'heure de tirer le bilan des Accords de Genève. Il est catastrophique pour les communistes cambodgiens qui n'ont pas été acceptés à la table des négociations. Le gros de leurs forces se replie sur le Nord-Vietnam et le régime Sihanouk réussira à décimer l'appareil politique militant resté au pays. Le groupe Pol Pot rejettera la responsabilité des Accords de Genève sur les Vietnamiens, sans se soucier du fait que le PCV et le peuple vietnamien paient eux aussi un prix extrêmement lourd pour le compromis qui leur a été imposé lors des négociations par la délégation chinoise et la délégation soviétique. Le Vietnam doit abandonner nombre de ses positions au Sud, les cadres du PCV dans la partie méridionale du pays sont massivement liquidés par le régime de Ngô Dinh Diem, le pays est durablement divisé, la deuxième guerre d'Indochine marque le pays tout entier de ses terribles stigmates.

Le groupe Pol Pot semble avoir systématiquement utilisé l'impact des Accords de Genève dans le mouvement communiste cambodgien pour nourrir une position avant tout hostile aux Vietnamiens. Mais des positions fort différentes s'expriment au sein même du PCK sur cette question, positions qui attestent de l'hétérogénéité politique de la direction khmère rouge à la veille de la prise du pouvoir. L'*Histoire* publiée en 1973 présente une position analogue à celle alors publiquement affichée par la direction vietnamienne : la Conférence de Genève a constitué « une victoire sur les impérialistes français et laquais (...) (remportée) par le parti et le peuple du Vietnam, du Laos et du monde entier ». Grâce à elle, le parti cambodgien a pu « forcer les classes féodales, bourgeoises, réactionnaires, et les propriétaires terriens à suivre une politique de neutralité ».

Comme la position qui fut longtemps celle officiellement présentée par le PCV, l'éloge des Accords de Genève contenu dans l'*Histoire* de 1973 passe sous silence l'ampleur du compromis que l'ensemble des forces révolutionnaires indochinoises ont été contraintes d'accepter lors des négociations, contre leur gré. Par contre, une position plus proche de ce que pensaient vraiment les Vietnamiens (et qu'ils expriment aujourd'hui partiellement en dénonçant la « trahison » chinoise de 1954 ... mais en se gardant bien de soulever les responsabilités soviétiques en la matière) fut avancée par Hou Youn lors d'un meeting tenu en mai 1972 : « Les puissances socialistes européennes, saignées à blanc par la Seconde Guerre mondiale, et les puissances socialistes d'Asie, très affaiblies par les guerres de Chine et de Corée, ont surestimé la force qu'a-

vaient les impérialistes et ont fait pression sur les forces révolutionnaires vigoureuses d'Indochine pour qu'elles arrêtent le combat et qu'elles acceptent un traité de paix avec les forces impérialistes. » Selon un témoin, Hou Youn y voyait « une manœuvre tactique calculée de la part des puissances socialistes » tout en reconnaissant que « les révolutionnaires vietnamiens en avaient autant souffert que les Cambodgiens (10) ».

La position exprimée ici par Hou Youn est importante à plus d'un titre. Parce qu'elle est très proche de la vérité historique, d'une part, Zhou Enlai puis Molotov ayant en effet exercé de fortes pressions pour obliger les Vietnamiens à accepter des compromis dont ils ne voulaient pas. Parce qu'elle est le fait d'une figure centrale de l'équipe khmère rouge qui sera ultérieurement liquidée par la fraction Pol Pot.

La fraction Pol Pot apparaît ainsi de plus en plus clairement comme l'aile la plus chauvine des générations khmères rouges qui s'étaient constituées dans les années 1950 et 1960, sans lien direct avec le mouvement révolutionnaire cambodgien de l'époque du Vietnam et de la première guerre d'Indochine. Les auteurs de l'*Histoire* de 1973 situent la constitution du PCK dans le cadre du mouvement communiste mondial et la révolu-

tion cambodgienne dans celui de la révolution mondiale. Par contre, Pol Pot, dans un discours prononcé le 22 juillet 1975, déclarait sans ambages que : « Nous avons remporté une victoire totale, définitive et propre, ce qui veut dire que nous l'avons remportée sans lien et sans apport de l'étranger. Nous avons osé mener une lutte sur une position complètement différente de celle de la révolution mondiale. La révolution mondiale mène la lutte avec toutes sortes de soutiens massifs, matériels, économiques et financiers, apportés par les peuples du monde. Mais nous avons engagé notre lutte révolutionnaire sur les principes de base de l'indépendance, de la souveraineté et de l'autosuffisance (...). Il ne s'est trouvé, dans le monde entier, depuis le début de la guerre révolutionnaire et la naissance de l'impérialisme américain, aucun pays, aucun peuple et aucune armée pour pouvoir (de la sorte) chasser les impérialistes jusqu'au dernier et rem-

10. Cités par Ben Kiernan, « Pol Pot et le mouvement communiste cambodgien », dans *Khmers rouges*, op. cit., p. 18. Le discours de Hou Youn est reproduit par un transcribeur khmer rouge, Ith Sarin. Voir l'intéressant dossier présenté par Timothy M. Carney, « Communist Party Power in Kampuchea (Cambodia), Documents and Discussion », *Data Pater* numéro 106, Southeast Asia Program, Department of Asian Studies, Cornell University, Ithaca, New York, janvier 1977 (citation p. 37).

A la frontière avec la Thaïlande. (DR)



porter sur eux une victoire totale. Personne ne le pouvait. (11) »

En bref, la victoire sur le régime Lon Nol le 17 avril 1975 a été « un grand succès comme le monde n'en avait jamais connu... La plus grande victoire du monde (12) ». Ce discours d'un nationalisme chauvin et mégalomane serait risible s'il n'avait été suivi d'effets concrets. C'est au nom de l'indépendance et de la souveraineté que le régime khmer rouge a refusé, en 1975-1976, de lancer un appel à l'aide internationale pour demander des médicaments et des aliments dont la population avait le plus grand besoin. C'est son hostilité aux Vietnamiens qui a servi à justifier les pires purges au sein de l'appareil du PCK et de l'armée. C'est le chauvinisme revanchard et le racisme qui ont nourri la violence des combats frontaliers qui ont opposé le Cambodge et le Vietnam après la victoire de 1975. En témoigne cette émission radio de mai 1978 où le commentateur de la radio gouvernementale à Phnom Penh affirmait que « chacun de nous doit tuer trente Vietnamiens (...). Jusqu'à maintenant, nous avons réussi à appliquer ce mot d'ordre de un pour trente (...). En utilisant ces chiffres, un soldat kampuchéen est égal à trente soldats vietnamiens (...), et un million de Kampuchéens valent trente mil-

lions de Vietnamiens. Si nous avons deux millions d'hommes de troupes, il faudra soixante millions de Vietnamiens. C'est pourquoi deux millions d'hommes de troupes, c'est plus qu'il n'en faut pour lutter contre les Vietnamiens, car le Vietnam n'a que cinquante millions d'habitants. Nous n'avons pas besoin de huit millions de personnes (population totale du Cambodge). Nous n'avons besoin que de deux millions d'hommes de troupe pour écraser les cinquante millions de Vietnamiens; et il nous restera toujours six millions de personnes. Nous devons formuler de cette façon notre ligne de combat afin d'obtenir la victoire (...). Si nous pouvons nous en tenir au compte de un contre trente, nous l'emporterons certainement, même si le combat doit durer sept cent ans ou plus. (12) »

Là encore il y a de quoi rire. Non seulement les combats à la frontière vietnamo-cambodgienne ont souvent été atroces, mais le régime Pol Pot a organisé, avant d'être renversé, un vaste mouvement de déportation de populations : des populations cambodgiennes des régions frontalières, suspectées de sympathies pro-vietnamiennes, ont été déportées vers l'ouest du pays avant d'être pour une part sélectivement exterminées.

LA NATURE DE L'ALLIANCE ENTRE LE RÉGIME POL POT ET PÉKIN

La direction du PCK avait quelques raisons de se tourner contre la direction soviétique. Dans des conférences internationales, comme celle de l'UNESCO, Moscou a soutenu la représentation du gouvernement Lon Nol contre celle du Gouvernement royal d'union nationale du Kampuchea (GRUNK) de Norodom Sihanouk et des Khmers rouges. Et, sordide, les convois de bateaux qui acheminaient les armes et munitions américaines du Sud-Vietnam à Phnom Penh, durant la guerre, étaient assurés par... des compagnies soviétiques. Mais le PCK avait aussi bien des raisons de se tourner contre Pékin.

La direction chinoise a en effet entretenu d'excellentes relations avec le régime Sihanouk alors même que ce dernier réprimait la gauche : la Chine a continué à fournir une importante aide militaire au Cambodge. Et il semble que, même en 1975, Pékin ait maintenu des contacts non seulement avec Norodom Sihanouk (qui devenait le rival du PCK dans la lutte pour le pouvoir) mais aussi avec le régime fantoche de Phnom Penh.

En fait, avant 1970, la diplomatie chinoise à l'égard du Cambodge de Norodom Sihanouk ne fut probablement jamais à l'unisson de la politique du PCK, sauf peut-être durant une brève période, au cœur de la Révolution culturelle, quand les « gauchistes » (et notamment l'ancien ambassadeur chinois en Indonésie, échaudé par le massacre de 1965) occupaient le ministère des Affaires étrangères. Et, après 1970, il est probable que les Chinois n'ont jamais approuvé le fond de la politique du PCK à l'égard du prince et des éléments sihanoukistes.

Politiquement et idéologiquement, il est vrai que la direction Pol Pot semble avoir été influencée par le maoïsme du Grand Bond en avant (des textes khmers parlent de la nécessité de réaliser un « Super-Grand Bond en avant » dans la production économique) et de la Révolution culturelle (Pol Pot se rend au Vietnam et en Chine en 1965). Mais il est faux de dire que la fraction Pol Pot est « prochinoise » ou « maoïste ». Des thèmes politico-idéologiques centraux dans le maoïsme sont complètement absents chez les Khmers rouges version Pol Pot, tel celui de la « ligne de masse ». Et le nationalisme chauvin exprimé dans les citations reproduites plus haut n'est pas, loin de là, « prochinois ». Des statuettes à l'effigie de Pol Pot, pas de Mao, avaient été produites en masse pour être distribuées, à la veille de la chute du régime, préparant de toute évidence un culte « national » de la personnalité.

Pourtant, la direction du PCK se tournera exclusivement vers la Chine (et la Corée du Nord) et Pékin assurera longtemps, grâce une aide multiforme, la survie du régime. Par milliers, les conseillers chinois se sont retrouvés dans tous les secteurs importants de la vie nationale, notamment dans les secteurs militaires et économiques. Plusieurs centaines d'experts nord-coréens ont été envoyés en renfort, en particulier dans l'agriculture et la sécurité publique (13) et aussi probablement dans l'aviation. Sur le plan diplomatique, financier et commercial, l'activité internationale du régime khmer rouge était « couverte » par Pékin. C'est d'ailleurs par le biais d'une banque chinoise de Hong Kong que les échanges

extérieurs du Kampuchea démocratique s'opéraient. Enfin et surtout, Chinois et Coréens du Nord ont joué un rôle irremplaçable dans le renforcement de l'armée cambodgienne à la frontière vietnamienne. L'« autosuffisance » et l'indépendance matérielle du Kampuchea démocratique était un mythe.

Cette aide chinoise ne s'est pas démentie, alors même que la direction Deng Xiaoping dénonçait le « gauchisme » de la « Bande des Quatre » et révisait Mao. A tout prendre, les conceptions du développement de la direction chinoise sont plus proches de celles des Soviétiques ou des Vietnamiens que de celles de la direction Pol Pot. Il n'y a rien d'idéologique dans la rencontre entre le Kampuchea démocratique des Khmers rouges et la Chine de Deng Xiaoping, mais il y a beaucoup de *Realpolitik* : les ennemis de mes ennemis sont mes amis, en l'occurrence, les ennemis du PCV se retrouvent amis.

La rupture politique entre le PCV et le Parti communiste chinois (PCC) n'a rien à voir avec le Cambodge. Elle remonte en fait à 1971, quand la direction chinoise invite Henry Kissinger à se rendre à Pékin en secret le 9 juillet, pour préparer la visite de Richard Nixon des 21-28 février 1972. Le conflit qui se dessine alors entre Hanoï et Pékin est du même ordre que celui qui avait opposé une douzaine d'années plus tôt Pékin à Moscou. Confronté à de graves tensions intérieures, décidé à engager une politique active de coexistence pacifique avec l'impérialisme américain, soucieux de déployer librement une diplomatie traditionnelle de puissance, Moscou hier, Pékin alors, ont tenté sans succès de mettre au pas leur voisin.

De même, le durcissement de la politique chinoise à l'égard du Vietnam n'est pas fondamentalement dû à l'intervention vietnamienne au Cambodge en janvier 1979. Cette dernière n'a été que l'occasion de la « leçon chinoise » contre le Vietnam (17 février-16 mars). Le principe de l'intervention contre le Vietnam (et probablement les préparatifs concrets) avaient été arrêtés avant l'invasion du Cambodge par les forces vietnamiennes. C'est ce que reconnaît Deng Xiaoping lui-même, dans une interview accordée à la journaliste italienne Oriana Fallaci en août 1980 : « C'est vrai, nous avons lancé une contre-offensive (au Vietnam), déclare Deng Xiaoping, mais, à en juger par les résultats, je ne pourrais pas jurer que cela a été très efficace. Nous avons attendu

11. Ben Kiernan, *ibid.*, p. 181 et 182. Il s'agit d'un discours intitulé « Vive la grande Armée révolutionnaire du Parti communiste du Kampuchea ! », reproduit dans *Tung Padeyat*, août 1975.

12. Cité par Lowell Finley, « The Propaganda War », *Southeast Asia Chronicle*, numéro 64, septembre-octobre 1978, p. 33. Cette émission a été reproduite par le Foreign Broadcast Information Service des Etats-Unis, *Daily Report, Asia and Pacific*, 12 mai 1978, p. H-3.

13. On a parfois parlé de 20 000 conseillers chinois au Cambodge. Le chiffre de plusieurs centaines d'experts nord-coréens est avancé par Nayan Chanda, « The Ice is Broken but the Chill Lingers on », *Far Eastern Economic Review*, 5 mars 1982.

trop longtemps. De nombreux pays étaient contre, alors nous avons différé. Mais nous avons différé trop longtemps. (14) »

Du point de vue de la direction chinoise, la question cambodgienne n'est qu'un prétexte, un élément dans le conflit qui l'oppose à la direction vietnamienne. Et, pour cette dernière, le conflit khméro-vietnamien s'est irrémédiablement inséré dans le cadre du conflit sino-vietnamien (et simultanément dans le cadre du conflit sino-soviétique). Les conflits politiques sont devenus conflits de régimes avant de déboucher sur les conflits militaires.

LES LEÇONS DE LA CRISE CAMBODGIENNE

On touche ici à l'une des principales leçons de la crise cambodgienne. Cette leçon n'est pas particulièrement nouvelle : elle date du conflit soviéto-yougoslave de 1948. Elle s'est vue répétée lors du conflit sino-soviétique de 1960. Elle peut se résumer ainsi : la conquête du pouvoir politique et étatique réel par la bureaucratie, en URSS d'abord avec la victoire de la fraction stalinienne, a irrémédiablement introduit le venin du chauvinisme de puissance au sein du mouvement communiste mondial. Le cadre d'existence de la bureaucratie est, en effet, l'Etat dit national. Sur le plan intérieur, elle le renforce pour conforter son propre pouvoir contre les masses. Sur le plan international, elle l'utilise pour défendre ses intérêts propres : elle retrouve les canons traditionnels de la diplomatie d'Etat, de la diplomatie de puissance. Elle s'appuie, au sein même du mouvement communiste mondial, sur les rapports de force que lui assure son contrôle de l'Etat et de l'économie d'un pays. Ce faisant, elle pousse les partis nationaux à se soumettre à sa volonté, aux besoins de sa diplomatie, ou à opposer leur enracinement national, leur nationalisme, à celui de la bureaucratie au pouvoir.

Le triomphe de la bureaucratie en URSS a amorcé deux réactions en chaîne : le renforcement de toutes les déviations nationalistes et chauvines au sein du mouvement communiste mondial (processus illustré jusqu'à la caricature par la direction Pol Pot) et la transformation des contradictions politiques entre régimes socialistes en conflits d'Etat violents (tendance exprimée de façon aiguë par les conflits sino-indochinois). A leur tour, ces réactions en chaîne contribuent à la généralisation de processus de bu-

reaucratisation dans le monde socialiste.

La logique de cette transformation des contradictions entre régimes dits « socialistes » en conflits d'Etat est aujourd'hui très directement exprimée par la direction chinoise. Les fondements idéologiques de la diplomatie chinoise ont été une nouvelle fois exposés en 1981 par Huan Xiang, vice-président de l'Académie des sciences sociales de Pékin. Celui-ci explique comment les rapports sino-américains sont entrés dans une nouvelle phase (la quatrième depuis 1949) avec la visite du président Richard Nixon à Pékin du 21 au 28 février 1972 et avec la publication du fameux communiqué de Shanghai : « *Le président Mao Zedong (...) a avancé la théorie des Trois Mondes dans laquelle il a résumé de façon scientifique la situation stratégique mondiale. Cette théorie est devenue le guide de la politique étrangère chinoise. Le noyau de cette théorie est que le social-impérialisme soviétique poursuit une politique hégémoniste (...) dirigée non seulement à l'encontre du Tiers Monde et des pays industrialisés (du Second Monde), mais aussi et de façon plus importante directement à l'encontre des Etats-Unis ; que la principale source nouvelle de guerre dans le monde est l'Union soviétique ; et que, pour le bien de la défense de la paix mondiale, tous les pays et les peuples opposés à l'expansion soviétique devraient s'unir.* » C'est dans ce cadre que « *la Chine et les Etats-Unis se sont rapprochés face à la menace soviétique croissante (...). Ces intérêts stratégiques communs constituent une base très importante servant de soubassement aux relations sino-US qui, espérons-le, continueront de croître.* » (15) »

Quels que soient les aléas actuels des relations sino-US, ce texte de Huan Xiang illustre bien la logique interne de la théorie des Trois Mondes d'où toute référence de classe disparaît. Et le rôle actif joué par la direction chinoise dans l'éclatement de la crise cambodgienne et l'ouverture des conflits indochinois montre qu'il ne s'agit pas que d'idéologie.

Les révolutions indochinoises se sont trouvées prisonnières d'un champ de conflits inter-étatiques initié en Asie par la bureaucratie soviétique, puis élargi par la bureaucratie chinoise. Cela a été d'autant plus grave que la pression impérialiste ne s'est pas relâchée après l'échec américain de 1975 et que Washington a pu, rapidement, jouer efficacement de ces divisions pour poursuivre sa politique d'étranglement des Etats ouvriers indochinois en général et du Vietnam en parti-

culier. Les tâches de défense des révolutions indochinoises restent donc d'une actualité brûlante pour les militants anti-impérialistes.

Mais le débat doit se poursuivre et s'élargir sur les leçons que l'on doit tirer de la crise cambodgienne. En commençant par une analyse critique du rôle ambivalent du nationalisme dans les mouvements de libération nationale d'aujourd'hui : à la fois moteur irremplaçable de la mobilisation anti-impérialiste de masse et ferment de chauvinisme dans les organisations révolutionnaires. En poursuivant par une critique systématique de la *Realpolitik* bureaucratique, critique indispensable car cette *Realpolitik* bureaucratique s'exprime dans les orientations de toutes les directions concernées. En témoigne la politique poursuivie au Cambodge par la direction vietnamienne.

Plus l'on insiste sur la gravité extrême des mesures prises par le régime Pol Pot à l'encontre de la population cambodgienne, et plus on doit s'interroger sur le silence longtemps gardé par Hanoi sur le problème.

La direction vietnamienne a répondu à la montée des tensions à la frontière vietnamo-khmère par la négociation secrète entre partis, par des représailles militaires aux attaques khmères rouges, par la diplomatie enfin, quand elle a avancé son plan de règlement du différend frontalier début 1978. Mais jamais elle n'a pris l'initiative politique d'expliquer publiquement la réalité de la situation, la nature du conflit, le sort réservé à la population cambodgienne, le rôle de la bureaucratie chinoise. Jamais elle n'a pris les peuples à témoin. Jamais ..., si ce n'est après avoir décidé de la « solution militaire ».

Par réalisme ? Force est de constater que la politique poursuivie entre 1975 et 1978 a échoué. Elle n'a pas évité l'aggravation de la situation au Cambodge. Elle n'a pas évité l'ouverture de nouveaux conflits militaires durables. Elle a laissé l'initiative politique à Phnom Penh d'abord et à Pékin ensuite. Elle a largement contribué à désorienter le mouvement ouvrier international et le mouvement révolutionnaire dans le Sud-Est asiatique. Elle n'a pas évité, bien au contraire, l'isolement international du Vietnam, isolement qui pèse douloureusement sur le niveau de vie des masses vietnamiennes. Elle n'a pu éviter que le Vietnam se retrouve à nouveau sur pied de guerre. Enfin, bien que les armées vietnamiennes aient été accueillies avec soulagement par la majorité de la population cambodgienne, la « solution militaire » finalement adoptée peut nourrir demain une crise nationale. C'est de tout cela aussi qu'il faut discuter. ■

Pierre ROUSSET
21 avril 1982.

ABONNEZ-VOUS
A INPRECOR

14. « Pourquoi la troisième guerre mondiale est inévitable », interview de Deng Xiaoping par Oriana Fallaci, *le Nouvel Observateur*, 22 septembre 1980, p. 123.

15. Huan Xiang, « On Sino-US Relations », *Foreign Affairs*, automne 1981, p. 36 et 37.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

COLOMBIE

Les candidats libéraux en tête des élections

Les résultats définitifs des élections générales colombiennes du 14 mars 1982 sont les suivants : 2 200 000 voix pour le Parti libéral d'Alfonso Lopez Michelsen, 2 000 000 pour le Parti conservateur de Belisario Betancourt, 600 000 pour le « Nouveau libéralisme » de Luis Carlos Galan et 90 000 pour la gauche (voir *Inprecor* numéro 112, du 5 avril 1982).

Dans la région de Bogota-Cundinamarca, le Parti communiste colombien (PCC) a obtenu 30 000 voix, et l'Union de la gauche démocratique (coalition à laquelle participait le Parti socialiste révolutionnaire — PSR —, la section colombienne de la IVe Internationale), 5 000 voix.

Le candidat unitaire de la gauche pour les élections présidentielles du 30 mai prochain, Gerardo Molina, a participé aux élections générales comme candidat au Sénat sur les listes du PCC. Il a finalement été élu avec 32 000 voix et paraît décidé à maintenir sa candidature présidentielle.

Une importante discussion s'est développée dans les organisations révolutionnaires sur le maintien ou non de leur soutien à Gerardo Molina. Il est en effet le seul homme politique de gauche à être membre de la « Commission de paix », organisme formé à l'initiative du gouvernement dans le but de formuler des propositions de « pacification » du pays. Dans un premier temps, la plupart des organisations ouvrières (y compris l'organisation de guérilla M-19) ont appuyé la présence de Gerardo Molina dans cet organisme, sur la base de son engagement à défendre notamment l'amnistie totale et inconditionnelle. C'était une position risquée, dans la mesure où la Commission devait fonctionner selon la règle du consensus et sans publicité des débats en son sein.

La Commission a obtenu certaines réformes légales mais, finalement, à la veille des élections, elle est apparue compromise dans un décret d'amnistie considéré comme une farce par toute la gauche. Or, Gerardo Molina a accepté le compromis, considéré par lui comme un progrès partiel dans le « processus de pacification ».

Un fait spectaculaire a alors contribué à compliquer la situation. Le principal dirigeant du M-19, Jaime Bateman, en prison, a rendu publiques des déclarations attaquant durement Gerardo Molina et

faisant en même temps un éloge modéré des candidats libéraux, Alfonso Lopez Michelsen et Luis Carlos Galan. La position de Gerardo Molina sur le décret d'amnistie n'est que le prétexte de cette attaque, puisque le Parti libéral au pouvoir porte dans son ensemble la responsabilité principale de la situation répressive en Colombie. Il est donc plus probable que la position du M-19 a été guidée par le principe du moindre mal et du vote utile face au Parti conservateur. C'est avec des considérations similaires que l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez avait manifesté, il y a déjà plusieurs mois, son appui à Alfonso Lopez Michelsen.

Dans ces conditions, le Comité central du PSR a finalement décidé une formule de soutien critique à la candidature de Gerardo Molina, considérant qu'elle sera encore le 30 mai prochain, en dépit de ses faiblesses criantes, la seule façon d'exprimer un vote de classe.

ETATS UNIS

Droit d'asile refusé à Hector Marroquin

Après plus de deux ans de silence, le Bureau des appels pour l'immigration a rejeté la demande d'asile aux Etats-Unis de Hector Marroquin, l'enjoignant de quitter « volontairement » le pays dans les trente jours.

Hector Marroquin, né au Mexique il y a 28 ans, est membre du Comité national du Socialist Workers Party (SWP) et du Bureau national de la Young Socialist Alliance (YSA). Il a fait appel de la décision qui lui refuse l'asile.

Cette décision du Bureau d'immigration constitue en effet une nouvelle escalade dans la guerre de l'administration Reagan contre les droits politiques des travailleurs aux Etats-Unis. Elle suit l'introduction au Congrès, avec l'appui de l'administration, d'une nouvelle législation anti-immigrés et s'inscrit dans le cadre de la relance des raids du Service d'immigration et naturalisation (INS) dans les entreprises. Les militants politiques sont la cible privilégiée de la *vendetta* de Ronald Reagan contre les immigrants. L'INS refuse obstinément d'accorder l'asile aux Haïtiens et aux Salvadoriens fuyant les dictatures brutales de leur pays.

Hector Marroquin était étudiant et militant à l'Université de Nuevo Leon à Monterrey, la plus importante ville du nord du Mexique. En janvier 1974, il a été accusé, avec trois autres étudiants, de

terrorisme par la police qui a prétendu publiquement qu'ils étaient les dirigeants d'un groupe de guérilla responsable de la mort d'un fonctionnaire universitaire.

En avril 1974, Hector Marroquin entra aux Etats-Unis. En 1977, l'INS arrêta Marroquin et le jeta en prison pour trois mois pour être entré illégalement dans le pays. Sa première demande d'asile était rejetée sous prétexte qu'il était recherché au Mexique pour des « crimes sérieux à caractère non politique ». Une campagne a alors été organisée pour soutenir sa demande. Elle bénéficia d'un large soutien d'organisations et de personnalités, en particulier parmi les *Chicanos* et autres communautés latino-américaines.

Aujourd'hui, le Bureau de l'immigration feint toujours d'ignorer ce qui est arrivé aux trois étudiants qui étaient accusés avec Hector Marroquin au Mexique. Deux ont été tués par la police au cours de prétendus combats. Le troisième, Jesus Piedra Ibarra, a été kidnappé par la police en avril 1975 et son sort demeure inconnu à ce jour.

Le Comité de défense d'Hector Marroquin aux Etats-Unis a décidé de poursuivre le combat contre la décision du gouvernement américain de le déporter. Il va redoubler ses efforts de collectes de fonds pour faire appel de la dernière décision, devant la Cour suprême si nécessaire. Le Comité demande que des télégrammes de protestation exigeant le droit d'asile pour Hector Marroquin soient envoyés à Alan Nelson, directeur du Immigration and Naturalization Service (INS), Washington DC 20 536. Des copies doivent être envoyées au Hector Marroquin Defense Committee, c/o Political Rights Defense Fund, P. O. Box 649 Cooper Station, New York, New York 10003, USA.

GRANDE BRETAGNE

Fusion de l'IMG avec la LSA

L'International Marxist Group (IMG), la section britannique de la IVe Internationale, vient de fusionner avec la League for Socialist Action (LSA). Cette fusion, dont *Socialist Challenge*, l'organe de l'IMG rend compte dans son édition du 25 mars dernier, avait été ratifiée par le Comité directeur de la LSA en décembre 1981, puis par le Comité central de l'IMG les 20 et 21 février 1982.

Bien qu'il n'en résultera pas une organisation significativement beaucoup plus importante, cette fusion a néanmoins une certaine importance politique. Elle inter-

vient sur la base d'un accord pour constituer la IVe Internationale en Grande-Bretagne et pour lutter pour défendre le programme marxiste révolutionnaire.

Cette fusion représente aussi la cicatrisation d'une vieille scission intervenue voilà sept ans. La LSA provient en effet, à l'origine, du départ d'un certain nombre de militants de l'IMG, en 1975.

Dans la période récente, les deux organisations sont tombées d'accord sur l'importance de construire une organisation dotée d'une perspective concrètement internationaliste, de l'implantation dans les syndicats industriels, ainsi que sur la nécessité d'une politique révolutionnaire à l'égard du Parti travailliste. Les deux organisations se sont engagées également à construire une organisation indépendante de la jeunesse révolutionnaire. Toutes ces positions ont été réaffirmées lors de leurs récentes conférences respectives.

BOLIVIE

Grève générale du 29 mars

Le vendredi 26 mars dernier, une manifestation anti-gouvernementale de 10 000 personnes était réprimée à Cochabamba, la principale ville du centre de la Bolivie, ce qui a causé la mort de six travailleurs. En réponse à cette répression et pour protester contre les récentes mesures économiques du gouvernement, la Centrale ouvrière bolivienne (COB) a appelé à une grève générale nationale de 48 heures pour le lundi 29 mars.

La grève générale a été massivement suivie dans tous les secteurs de la classe ouvrière, et particulièrement dans les centres miniers du sud du pays, les zones industrielles de la capitale La Paz, et de Oruro. Cette grève a pratiquement paralysé toute l'activité économique à Cochabamba. Les banques, les transports et les écoles de La Paz ont également été touchées par la grève.

Compte tenu du fait que cette grève avait été déclarée « illégale » et « politique » par le gouvernement militaire du général Celso Torrelío, et que nombre de dirigeants ouvriers avaient été arrêtés préventivement, le succès de ce mouvement représente un important pas en avant pour la lutte de classe en Bolivie en général, et une nouvelle confirmation du rôle d'avant-garde des organisations de la classe ouvrière et des dirigeants ouvriers de base.

Les travailleurs boliviens ont été tout particulièrement touchés par les récentes mesures économiques adoptées par la dictature militaire.

Le déclin de l'économie bolivienne sous la dictature militaire, dont le seul intérêt des chefs réside dans le commerce de la cocaïne, a amené le gouvernement du général Celso Torrelío à solliciter dés-

espérément un prêt de 230 millions de dollars du Fonds monétaire international (FMI). Le FMI a refusé un tel prêt jusqu'à ce que le gouvernement mette en œuvre une série de mesures anti-ouvrières draconiennes : dénationalisation du secteur public avec le renvoi de 30 % de sa force de travail ; élimination des subventions de l'Etat aux produits de base tels que la farine, le riz, le sucre et le pain, particulièrement aux *pulperias* (magasins des centres miniers) ; dévaluation de fait du peso bolivien de 76 % entraînée par la décision de laisser « flotter » la monnaie.

En 1981, il y avait déjà eu une chute de 40 % du pouvoir d'achat des travailleurs boliviens. Les récentes mesures économiques signifient une baisse supplémentaire du même ordre de grandeur, si ce n'est plus, pour l'année en cours. Tout cela, associé à un croissant isolement social de la junte militaire, a favorisé une graduelle mais continue renaissance du mouvement de masse, malgré la répression brutale que le gouvernement et la police politique secrète (DISS) mènent contre le mouvement ouvrier.

Nos camarades du Parti ouvrier révolutionnaire-Combate (POR-C), la section bolivienne de la IVe Internationale, sont présents dans toutes ces luttes. Le POR-C a ainsi participé aussi bien à la grève générale qu'aux différents conflits sociaux qui viennent de secouer le pays. Le POR-Combate est actif dans la Confédération ouvrière bolivienne (COB) et dans les fédérations locales ou régionales qui lui sont liées, tout en menant sa propre intervention politique dans les entreprises à La Paz, Oruro, Cochabamba et Santa Cruz et dans les principaux centres miniers du pays. Lors de la récente grève générale, deux dirigeants du POR-C, qui sont par ailleurs des dirigeants ouvriers, ont été emprisonnés par le gouvernement.

Le POR-C lutte, au sein du mouvement ouvrier, pour la formation d'un large front d'unité de toutes les forces combattant sérieusement la dictature et, dans ce contexte, il travaille à la construction d'une tendance de gauche révolutionnaire pour défendre l'indépendance politique de la classe ouvrière et une perspective révolutionnaire pour le renversement du capitalisme. Des camarades du POR-C sont aussi actifs dans la formation de comités de base dans les usines car, du fait de la répression, la COB fonctionne surtout au niveau de ses directions.

En plus de sa participation à tous les aspects de la lutte des classes en Bolivie, y compris le travail en direction des paysans, des étudiants, des employés des banques, etc., le POR-C possède la presse clandestine la plus largement diffusée des partis ouvriers du pays. *Combate*, son organe bimensuel, est vendu à 1 500 exemplaires par numéro. Le POR-C diffuse aussi des organes régionaux à Santa-Cruz, Potosi, Cochabamba, un journal pour les paysans à Las Yungas, et *Combate Minero* dans les zones minières. En dépit de la situation difficile, aussi bien en termes de répression que de niveau de vie, le POR-C a été capable de développer son

activité dans la classe ouvrière et de consolider son fonctionnement et sa presse au cours de ces deux dernières années.

Malgré la récente vague d'arrestations, la situation politique en Bolivie est porteuse d'une nouvelle montée de la résistance de la classe ouvrière. Bien qu'il soit difficile d'en fixer les rythmes, il est clair que de nouvelles confrontations sont à prévoir dans un futur maintenant très proche.

Déjà, la répression se poursuit. Cinq dirigeants de la COB ont été emprisonnés au cours de la première semaine d'avril. En riposte, la COB a appelé à une nouvelle grève générale de 24 heures pour le jeudi 15 avril. Celle-ci a été largement suivie, et la majeure partie des entreprises industrielles et commerciales se sont trouvées paralysées à l'échelle de tout le pays.

IRAN

Le journal du HKE hors-la-loi

Le Parti révolutionnaire des travailleurs (HKE), l'une des trois organisations qui se réclament de la IVe Internationale en Iran, fait l'objet ces dernières semaines d'une campagne de harcèlement des autorités. Le 16 mars dernier, sur mandat du procureur islamique, le journal du HKE, *Kargar*, a été saisi. La veille, l'imprimeur du journal, Mohammed Bagher Falsafi, avait été arrêté. Le 26 mars, la Cour révolutionnaire islamique a déclaré *Kargar* illégal pour « diffamation envers la République islamique d'Iran, publication de mensonges et calomnies envers les autorités judiciaires ». Le 12 mars déjà, un meeting organisé par le HKE pour commémorer l'anniversaire des nationalisations de l'industrie pétrolière de 1951 sous le gouvernement Mossadegh avait été interdit.

Ces attaques contre le HKE s'inscrivent dans une politique de persécutions, d'emprisonnements et d'arrestations arbitraires qui s'approfondit en Iran à l'initiative du gouvernement bourgeois.

En décembre 1981, un membre du Bureau politique du HKE, Bahram Ali Atai, avait été arrêté et incarcéré sans accusations formelles à la prison Evin de Téhéran. A la suite d'une campagne de défense, il a été libéré le 3 mars. Le 8 mars, *Kargar* a publié une interview du camarade Bahram Ali Atai dans laquelle il décrit les abus et les violations de la loi commises dans la prison par les gardiens et les officiers. Il met en lumière les brutalités dont sont victimes les 6 000 prisonniers de la prison Evin. Près de 80 personnes sont confinées dans chaque cellule de 6 mètres sur 6. Les prisonniers sont souvent fouettés et Bahram Ali Atai estime à 10 % le nombre de ceux qui ont subi de graves tortures. Pendant ses premières semaines à la prison, des exécutions secrètes avaient lieu deux

nuits par semaine, environ 75 prisonniers étant exécutés à chaque fois. Ce témoignage a été en partie repris par le journal *le Monde*.

Le HKE a déposé un recours devant la Cour suprême contre les atteintes à ses droits démocratiques. Il souligne que, depuis le renversement de la monarchie, les militants du HKE ont accompli 115 mois de prison, sans qu'aucun crime ne leur ait jamais été imputé. Le HKE a toujours adopté une position de défense de la révolution contre l'impérialisme et ses militants ont servi dans la milice volontaire. Certains d'entre eux ont été tués sur le front dans la guerre contre l'Irak.

RFA

Regroupement socialiste à la gauche du SPD ?

Le 20 mars 1982, 1 200 personnes environ ont participé, à Recklinghausen, à une conférence qui a discuté de la perspective de formation d'un nouveau parti à la gauche du Parti social-démocrate SPD. Nos camarades du Gruppe Internationale Marxisten (GIM), section allemande de la IVe Internationale, ont participé à cette conférence.

Le Groupe d'initiative des « socialistes démocratiques », qui a organisé la conférence de Recklinghausen, est apparu à l'initiative de personnalités exclues du SPD, et notamment de Manfred Coppik, exclu de la fraction parlementaire pour son opposition à la politique nucléaire du chancelier Schmidt. Ce projet draine un courant de sociaux-démocrates qui ont rompu sur la gauche du parti ces dernières années, un petit courant de militants syndicaux et une partie du courant écologiste consciente des limites de la politique de ce courant. L'apparition du Groupe d'initiative s'inscrit dans un contexte d'effervescence plus général, marqué par la poursuite des différenciations au sein de la social-démocratie, par la crise du Parti communiste DKP et des groupes d'origine maoïste, par les interrogations au sein du courant écologiste.

La discussion principale a porté sur la manière de former un nouveau parti. De nombreux partisans des « Verts » (écologistes) ont argumenté qu'il n'y avait pas de place pour « un second parti de protestation » en RFA. Les « Verts » se sont en effet imposés comme la principale force sur ce terrain et peuvent espérer atteindre les 5 % des voix nécessaires pour obtenir la représentation parlementaire. Au cours de la conférence, ils se sont cependant divisés entre partisans de solutions ouvrières et partisans d'un radicalisme culturel sans référence de classe.

La motion sur la fondation d'un nouveau parti a obtenu une large majorité, mais la date de la tenue du Congrès de fondation reste indéterminée. Dans son numéro du 1er avril, *Was Tun*, l'organe du GIM, estime que la conférence a permis

d'élever la conscience de la nécessité d'une alternative à la social-démocratie, mais qu'elle ne représente pas encore une telle alternative : « Les participants étaient seulement d'accord sur ce qu'ils ne veulent pas. Le Groupe d'initiative des "socialistes démocrates" n'est pas l'expression du développement d'une gauche plus large au sein du SPD lui-même. Le gros des éléments critiques du SPD n'est pas touché par cette initiative, qui ne constitue pas un projet mobilisant la jeunesse. Les 30 à 50 ans ont dominé les débats. Et, surtout, ce projet n'a pas attiré les dirigeants et militants les plus importants des mouvements de masse indépendants, tel que le mouvement pacifiste et écologiste... Le GIM participera à la discussion sur l'avenir du Groupe d'initiative des "socialistes démocratiques" au sein même de ce regroupement, dans la mesure où cela sera permis. Le GIM a déjà proposé un front commun de tous ceux qui rejettent la politique du SPD et ne se sont pas égarés dans les brumes des "Verts", qui estompent la réalité de la lutte des classes. »

En s'inscrivant activement dans cette discussion, les marxistes révolutionnaires allemands ne perdent pas de vue les multiples aspects du processus de recomposition d'une avant-garde révolutionnaire, de la crise des organisations maoïstes aux fermentations en cours dans le parti social-démocrate SPD. C'est pourquoi ils ont, dès l'origine, posé aux initiateurs de la conférence de Recklinghausen les questions clefs, si l'on veut réellement « aller au-delà du programme de Bad Godesberg (1958) du SPD et des programmes du DKP (PC) et des Verts » : la reconnaissance de la classe ouvrière comme force motrice de la révolution socialiste ; un point de vue internationaliste sur la lutte des classes ; l'opposition à l'impérialisme allemand et la solidarité avec les peuples opprimés ; la construction d'une alternative de lutte de classe dans les syndicats. Ils insistent également sur la nécessité de combattre le danger « d'auto-isolation sectaire par rapport au processus en cours dans le SPD ».

« Le départ de nombreux militants de gauche ne va pas ramener le calme dans le SPD. Au contraire, de nouveaux conflits sérieux sont à l'horizon, surtout à propos des propositions de réarmement de l'OTAN, mais aussi à propos du décret obligeant les chômeurs à accepter toute offre d'emploi, ou à propos de la réduction des services sociaux. Il y a encore des milliers de personnes dans le SPD opposées à la ligne de Schmidt, mais qui pensent que la direction du parti peut être changée. Les possibilités de croissance d'un regroupement à la gauche du SPD seront en grande partie déterminées par les développements au sein même du parti. Ce que veut la direction du SPD pour le prochain Congrès, c'est la ratification des décisions de l'OTAN et laisser les mains libres à Schmidt pour de nouvelles coupes dans les dépenses sociales. Si elle obtient tout cela, il y aura vraisemblablement une nouvelle vague de départs. Si la gauche remporte en revanche quelques

victoires, il y aura approfondissement des conflits dans le parti lui-même. Pour les forces socialistes en dehors du parti, il est très important d'avoir une influence dans cette confrontation et non de s'en couper. »

RDA

Mort de Robert Havemann

Avec la mort de Robert Havemann, le 19 avril 1982, le mouvement d'opposition en République démocratique allemande (RDA) vient de perdre son représentant le plus prestigieux, en quelque sorte son symbole. Robert Havemann était un des plus grands physiciens de notre époque, spécialiste de la photosynthèse. Condamné à mort par les nazis pour espionnage au profit de l'Union soviétique, il obtint la vie sauve parce que la Wehrmacht s'intéressa aux résultats de ses travaux théoriques, qu'il est autorisé à poursuivre en attendant son exécution. Libéré par l'Armée rouge au moment de la chute de Berlin, le 2 mai 1945, il devient membre du PC. Résidant à Berlin-Ouest, il est nommé directeur du Kaiser Wilhelm Institut, le prestigieux centre de recherches en sciences naturelles de l'ancienne capitale allemande. Mais en 1948-1950, il est victime du maccarthysme : sous la pression des autorités militaires américaines, il est démis de ses fonctions sous prétexte de son appartenance au PC et de son élection à la première Chambre du peuple de la jeune RDA fondée le 30 mai 1949.

Il change alors de domicile pour Berlin-Est et devient président de l'Académie des sciences de la RDA, haut dignitaire du parti et de l'Etat, titulaire de toutes les décorations imaginables. Mais le rapport Khrouchtchev au XXe Congrès du PCUS de février 1956 le fait rompre idéologiquement et politiquement avec le stalinisme.

A partir des années 1960, il donne à l'Université Humboldt de Berlin-Est des cours qui deviennent de véritables appels en faveur d'un marxisme ouvert et critique, récupérant tous les acquis de la science contemporaine. Après avoir subi la répression des nazis et celle de l'impérialisme américain et ouest-allemand, le voilà en butte à la répression de la bureaucratie stalinienne. Il est démis de toutes ses fonctions, exclu du parti, assigné à résidence, isolé de ses étudiants, de ses disciples et de ses amis.

Robert Havemann avait reçu beaucoup de propositions des autorités de Berlin-Est, comme de milieux scientifiques et politiques occidentaux, pour émigrer. Il les avait rejetées courageusement et systématiquement, en utilisant la belle formule : « Je suis un communiste démocratique qui reste dans son camp. » Il avait défendu avec passion le Printemps de Prague

et le mouvement de Solidarnosc et avait publiquement protesté contre leur répression. Il représentait ce qu'il y avait de meilleur et de plus prometteur parmi les communistes allemands qui, sans encore passer au marxisme révolutionnaire, rompent avec le stalinisme tout en restant encore marxistes. ■

CHILI

Solidarité avec les grévistes du textile

Dans le contexte de la réactivation que connaît le mouvement ouvrier chilien, la grève de l'usine textile de Panal a pris une importance toute particulière. Elle met de ce fait en évidence la nécessité d'une solidarité internationale concrète avec les ouvriers de ce secteur.

Panal est l'une des plus importantes usines textiles du Chili et aussi l'une des plus anciennes. Ses syndicats existent depuis trente-deux ans. Tout au long de nombreuses années de lutte, ils ont obtenu d'importants acquis, parmi lesquels des locaux fonctionnels et bien équipés.

Pourtant, les ouvriers de Panal ont été victimes d'attaques répétées contre leur niveau de vie ainsi que de nombreux licenciements.

En réponse à cela, au début 1979, les éléments les plus conscients et les plus combattifs des ouvriers de cette usine ont commencé une campagne à la base du syndicat pour virer la direction syndicale jaune imposée par le gouvernement Pinochet et la remplacer par une direction démocratiquement élue. Après plusieurs tentatives, qui ont fini par voir la majorité des travailleurs réclamer le départ de la direction syndicale imposée par le gouvernement, cette dernière est entrée en crise. Plusieurs de ses membres ont démissionné, ce qui a ouvert la voie à l'élection d'une nouvelle direction. Malgré les menaces, les tentatives de trucage et de corruption, la nouvelle direction a été élue et s'est maintenue. Avec le soutien de l'écrasante majorité des travailleurs, elle a lancé une grève en octobre 1980.

Selon la législation du travail de la dictature militaire, après les quinze premiers jours de grève, les patrons peuvent recruter des jaunes pour toute la durée de la grève et, après soixante jours, les travailleurs doivent reprendre le travail en acceptant les dernières propositions patronales, sinon ils sont automatiquement licenciés et perdent toutes leurs garanties et le bénéfice de leur ancienneté.

Bien qu'elle n'ait été ni la première ni la dernière des grèves de la période qui a suivi le coup d'Etat de septembre 1973, la grève de l'usine Panal a, depuis le début, un impact particulier sur tout le processus de réorganisation du mouvement syndical au Chili.

La lutte pour substituer à la direction syndicale imposée par le gouverne-

ment une direction démocratiquement élue par les travailleurs a été décisive tout en ouvrant la voie à d'autres luttes syndicales. L'unité à la base, les formes d'organisation démocratique du syndicat, qui ont permis aux 1 500 travailleurs de se maintenir en grève pendant cinquante-neuf jours, constituent une leçon pour tout le mouvement ouvrier chilien. Le caractère même du conflit, qui a rapidement dépassé le niveau des revendications économiques pour passer à une remise en cause globale de la législation du travail du gouvernement et de la dictature elle-même. Les formes de lutte mises en œuvre par les travailleurs, particulièrement la mobilisation à la base à tous les niveaux de l'organisation de la grève, mais aussi la pratique de l'envoi de délégations dans d'autres usines, dans les quartiers pauvres et dans d'autres régions du pays, a transformé la grève de Panal en un test national.

Elle a d'ailleurs été comprise comme cela par de nombreuses organisations ouvrières. La conception de la mobilisation des masses dans les rues, et tout le travail entrepris pour obtenir une solidarité de la classe ouvrière avec la grève, a transformé le local du syndicat de Panal en un véritable centre d'activité politique, non seulement pour l'organisation de la grève, mais pour toute une série d'activités aux justifications tant locales que nationales.

Au soixantième jour de la lutte, les travailleurs ont voté la reprise du travail

pour éviter la sévère répression qu'une poursuite de la grève aurait signifié. Cependant, les ouvriers ont repris le travail dans l'unité et avec un bon moral.

Immédiatement après, la direction de l'usine a réclamé et obtenu l'autorisation de fermer l'usine et de licencier 1 177 travailleurs. Tandis que l'usine fermait ses portes, le syndicat s'est maintenu. Comme il n'est pas possible légalement de maintenir en activité un syndicat d'une usine qui n'existe plus, les travailleurs de Panal se sont organisés en une association mutuelle pour continuer la lutte et organiser des syndicats et d'autres luttes dans la région.

Le problème le plus immédiat que rencontrent les ouvriers de l'usine de Panal est le danger que leur local syndical ne leur soit confisqué. D'importantes dettes accumulées dans le cours de la grève menacent l'existence même de ce local dont la perte serait un revers important pour tout le mouvement ouvrier chilien.

Les dirigeants syndicaux de l'ex-usine Panal ont donc lancé un appel à la solidarité internationale pour sauver leur local. Ils ont besoin pour ce faire d'une somme très importante. Les organisations syndicales des pays impérialistes ont une responsabilité particulière dans la prise en charge de cette solidarité. Les chèques peuvent être envoyés à Samuel Bermeo, Cuenta corriente (compte courant) numéro 39659468, Banco del Estado, Sucursal Renca, Santiago, Chile. ■



librairie diffusion

LA BRECHE

5 % de réduction sur tous les livres

*** * ***

Horaires d'ouverture :

— le lundi de 14 h à 20 h

— du mardi au samedi
de 12 h à 20 h

9, rue de Tunis,
75011 PARIS. Tél : 367 63 57

Fin avril un livre aux éditions La Brèche

"PROFILS
DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE
EUROPEENNE"

EN VENTE A LA BRECHE 75F



**Contre
Reagan-la-guerre
et
l'intervention US
en
Amérique centrale**

MOBILISATION

GENERALE

Paris le 5 juin

Londres le 6 juin

Bonn le 10 juin

